UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01543995 3

PRO MACEDONIA

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

L'Angleterre et l'Impérialisme. Un volume in-18 jésus (*2e édition*), broché . . . . . 4 »

(*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

La Politique du Sultan. Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

La Macédoine. Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Les Affaires de Crète. Un volume in-18 jésus, broché . 3 50

Les Phéniciens et l'Odyssée.

Tome I. Un volume in-8 grand jésus, 592 pages, avec *98 cartes et gravures*, broché. . . . 25 »; avec demi-reliure, tête dorée . . . 32 »

Tome II. Un volume in-8 grand jésus, 630 pages, avec *144 cartes et gravures*, broché. . . . 25 »; avec demi-reliure, tête dorée. . . . 32 »

Questions extérieures (1901-1902). Un volume in-18 jésus, broché 3 50

La Turquie et l'Hellénisme contemporain. Un volume in-18 jésus. Librairie Alcan (*4e édition*). 3 50

(*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

De l'Origine des Cultes arcadiens. Un volume in-8. Librairie Fontemoing 12 50

Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (*Prix Saintour*).

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays, y compris la Suède, la Norvège et la Hollande.

1331-03. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 12-03.

VICTOR BÉRARD

PRO MACEDONIA

L'Action austro-russe. — Les Bombes de Salonique.
Le Memorandum bulgare.
Une Action anglo-franco-italienne. — Aux Hellènes.

Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières
1904
Tous droits réservés.

DR
701
M4352

LIBRARY
MAR 1 1973
UNIVERSITY OF TORONTO

6
Copy___

3878 m
26 May 69

TABLE DES MATIÈRES

I

L'ACTION AUSTRO-RUSSE

Politique turque et politique hamidienne. — La mangerie et le massacre. — L'art de manger : armée, justice, routes et finances. — Les promesses de réformes. — L'art de massacrer : bachi-bouzouks, Albanais et mobilisation. — Les exploits albanais. — La note austro-russe. — La « trahison » de l'Europe. — Les massacres et l'alliance franco-russe 1

II

LES BOMBES DE SALONIQUE

Châteaubriand et les brûlotiers. – La Macédoine et la Russie. — La Macédoine et les Puissances continentales. — La Bulgarie et la culture allemande. — Grecs et Bulgares. — L'idée macédonienne. — L'autonomie et la fédération. — Les Macédoniens et le fédéralisme. — Suisse et Balkanie. — Réformes et promesses. — Les bombes. — L'Europe et Navarin. — L'intégrité turque, la réforme macédonienne et le contrôle 35

III

LE MEMORANDUM BULGARE

Les rapports consulaires et les atrocités turques. — Pillages et meurtres dans les vilayets de Salonique, Monastir, Uskub et Andrinople. — Déportation et émigration. — La complicité grecque 75

IV

UNE ACTION ANGLO-FRANCO-ITALIENNE

I

Crète et Macédoine. — L'amiral Pottier. — Les massacres hamidiens. — Les représailles chrétiennes. — L'intervention française en faveur des musulmans. — Expédition de Paraspori. — Action franco-italienne. — Expédition de Roukaka. — Action anglo-franco-italienne. — Expédition de Sikia. — Action internationale. — Expédition de Kandamos 103

II

La pacification. — Méthode française. — Sitia et le lieutenant de vaisseau Chevalier. — Spinalonga et le lieutenant de vaisseau Dupourqué. — Hiérapétra et le colonel Destelle. — L'amiral Pottier et Djevad-Pacha. — Coalition austro-allemande. — Opposition russe. — Indifférence anglaise. — Action anglo-franco-italienne. — La solution..... 144

AUX HELLÈNES..... 193

PRÉFACE

La Russie et l'Autriche semblent enfin décidées à regarder la Macédoine et à savoir que d'abominables choses font de cette province turque une autre Arménie. Elles se disent prêtes à mériter la confiance que leur témoigne l'Europe débonnaire. Cette action austro-russe, que l'on nous vante depuis six ans, va, paraît-il, entrer en jeu. Les notes livrées au public ne sont pas faites pour inspirer encore pleine confiance. La solution du problème macédonien comporte deux étapes :

1° Suppression du régime hamidien;

2° Réforme et contrôle du régime turc.

Ces deux étapes ne peuvent venir que l'une après l'autre. Il ne faut pas compter que l'on arrivera d'abord à la seconde. L'exemple de la Crète est là pour nous prouver que toute réforme du régime turc est impossible, tant que les folies hamidiennes, directement ou indirectement, peuvent

intervenir. Tant qu'Abd-ul-Hamid aura la moindre prise sur l'administration macédonienne, jamais la réforme ne pourra s'accomplir.

Abd-ul-Hamid, à coup sûr, promettra, signera, publiera tous les firmans et iradés réformateurs. Il nommera, enverra, installera toutes les commissions, tous les fonctionnaires que l'Europe exigera de lui. Mais, dès que la nouvelle organisation devra se mettre en branle, nous verrons en Macédoine, comme jadis en Crète, surgir sous la main adroite du Sultan mille obstacles, retards et impossibilités. Révoltes de musulmans; rivalités de chrétiens; descentes d'Albanais; incendies de bazars; rixes militaires; conflits de préfets et de généraux : les mêmes crimes et mensonges hamidiens, qui pendant cinq années bernèrent le concert européen en Crète, berneront l'action austro-russe en Macédoine. Tant que la Macédoine n'aura pas un gouverneur, dépendant de la Porte, mais indépendant du Palais et responsable devant l'Europe, c'est folie ou duplicité de croire que la paix s'y pourra rétablir.

Or l'exemple de la Crète prouve encore que tout gouverneur ottoman, de quelque race et de quelque religion qu'il puisse être, est incapable de résister aux perfidies ou aux séductions d'Abd-ul-Hamid. Turkhan-Pacha était musulman; Karathéodori-Pacha était chrétien; Mahmoud-Djellaledin était turc : Bérovitch était albanais; malgré la présence,

le contrôle, l'appui des consuls et même des vaisseaux de l'Europe, ont-ils pu se maintenir en Crète contre les intrigues du Sultan?

Certains furent honnêtes et décidés à remplir la tâche dont officiellement ils étaient chargés; mais, dès les premiers pas, ils trouvèrent les émissaires, l'argent et le pouvoir hamidiens en travers de leurs efforts, si bien que tous, en quelques mois, s'usèrent et qu'un beau jour l'Europe, occupant la Crète, dut confier cette île turque à ses propres Amiraux. Est-ce vers une pareille occupation de la Macédoine que l'on se dispose à marcher aujourd'hui? Que l'on s'en tienne alors à la politique austro-russe, que l'on demande les réformes et qu'on laisse le Sultan les rendre impossibles : l'opinion publique saura bien obliger les Puissances à intervenir par la force et à chasser les Turcs de Macédoine, comme elle les a chassés de Crète.

Est-ce au contraire en toute sincérité que l'on parle de maintenir l'empire ottoman, d'en assurer la paix et la prospérité? Que l'on sache bien alors que, seul, un gouverneur responsable, assisté d'un contrôle effectif et d'une gendarmerie, peut rétablir l'ordre en Macédoine, malgré tous les efforts d'Abd-ul-Hamid.

Ni Bulgare, ni Serbe, ni Valaque, ni Turc, il faut que ce gouverneur, responsable devant l'Europe, soit aussi un gouverneur impartial entre les diverses races et communions de la province. On

chuchote que les fêtes de Darmstadt pourront avoir de grandes conséquences : désormais neveu du tsar, allié de l'empereur d'Allemagne, petit-neveu du roi d'Angleterre, parent enfin de toute l'Europe monarchique, le prince André de Grèce pourrait tenir en Macédoine le même rôle que son frère Georges en Crète. Ce serait à coup sûr récompenser dignement la noble conduite des Hellènes et le beau langage de leurs gouvernants! Mais la conscience publique de l'Europe protesterait contre cette prime à la servilité, et pense-t-on vraiment que jamais les Bulgares se plieraient au service de cet ennemi, de cet éphèbe de vingt ans?

Si l'on veut en Macédoine un gouverneur princier, je crois qu'un Monténégrin, orthodoxe-patriarchiste de religion comme les Grecs et les Valaques, slave de race comme les Serbes et les Bulgares, aurait encore cet avantage de pouvoir recruter chez lui et d'amener en Macédoine une solide gendarmerie de braves et d'honnêtes gens : les Puissances n'ont pas oublié les services que la gendarmerie monténégrine leur rendit à la Canée. Séparé de la Macédoine par l'Albanie, le Monténégro ne peut pas avoir d'ambitions macédoniennes et depuis longtemps une entente cordiale a éteint toute hostilité entre Constantinople et Cettigné.

Mais à tous les princes grecs, monténégrins, allemands, anglais ou russes, l'exemple de la Crète montre aussi combien un simple commissaire euro-

péen, amiral, général ou consul, est préférable : sous la tyrannie du prince Georges, les Crétois regrettent la tutelle des Amiraux.

Que les diplomates aient toujours cet exemple de la Crète devant les yeux. Le gouverneur ottoman en Macédoine, s'ils veulent à tout prix le maintenir, pourra être gouverné lui-même par les assesseurs autrichien et russe. Mais il faut tenir en bride les troupes hamidiennes par l'occupation effective, militaire, de la province : que chacune des cinq Puissances envoie en Macédoine, comme jadis en Crète, deux bataillons ; qu'elles établissent chacune deux croiseurs et deux torpilleurs devant Salonique, Kavala ou Dédé-Agatch. La Macédoine connaîtra tout aussitôt la paix crétoise.

PRO MACEDONIA

I

L'ACTION AUSTRO-RUSSE

(Mars 1903)

Politique turque et politique hamidienne. — La mangerie et le massacre. — L'Art de manger : armée, justice, routes et finances. — Les promesses de Réformes. — L'Art de massacrer : bachi-bouzouks, Albanais et mobilisation. — Les exploits albanais. — La note austro-russe. — La « trahison » de l'Europe. — Les massacres et l'alliance franco-russe.

L'état actuel de la Macédoine est le double résultat de la politique turque et de la politique hamidienne. Car la Macédoine est en proie à un double régime. Il existe vraiment une politique turque, une politique du gouvernement et du ministère turcs, de la Porte, — et il existe une politique hamidienne, une politique du Sultan, d'Abd-ul-Hamid, du Palais [1]. Chacune de ces politiques a ses principes, ses procédés et ses résultats. S'il fallait d'un mot les différencier l'une de l'autre, on pourrait dire que la première repose prin-

1. Cf. mon livre sur *la Politique du Sultan*.

cipalement sur le vol, et la seconde sur l'assassinat. Mais, l'une et l'autre, il faut les étudier un peu dans le détail, si l'on veut mesurer ce qu'elles ont fait de la Macédoine.

*
* *

Le régime turc a le mérite de l'ancienneté. Depuis le premier établissement des Turcs en pays conquis, ce régime a toujours fonctionné dans l'Empire. Les fameuses réformes du sultan Mahmoud et de ses successeurs ne l'ont nullement modifié. Les voyageurs français des XVIe et XVIIe siècles, Belon, Tournefort et Paul Lucas, s'ils revenaient aujourd'hui, retrouveraient ces « mangeries » turques dont ils se plaignaient si vivement. Ce mot de « mangerie » est excellent. C'est le seul qui puisse définir et, tout ensemble, dépeindre cette politique. Par ses fonctionnaires et par ses officiers, par son armée et par ses bureaux, par ses lois et par ses abus, la Porte ne fait que « manger » l'Empire, c'est-à-dire exploiter le peuple et piller les provinces.

Pour le Turc, l'Empire n'est toujours qu'une terre conquise, un domaine féodal, dont il s'agit d'extraire le maximum de revenus. Le principe fondamental de cette société, fondée sur la conquête, est que, seul, le conquérant, le Turc de race, a droit aux biens de ce monde, à la vie matérielle, au pain quotidien : l'unique adoucissement à la rigueur de ce principe est que le Turc de religion, l'indigène converti à l'Islam, obtient par tolérance sa part de butin. Mais, en dehors du Turc et du musulman, — les décrets, lois, règlements, traités internationaux, etc., etc., ont bien pu

proclamer l'égalité des sujets « ottomans » : il faut la naïveté des diplomates pour croire à ces papiers, — en dehors du Turc et du musulman, le sujet ottoman n'est qu'une bête taillable et corvéable, qui doit tourner la roue pour emplir le tonneau sans fond de la cupidité turque.

Depuis le Grand Vizir jusqu'au dernier des gendarmes, le personnel de la Porte ne vit que pour « manger ». En quatre chapitres principaux, on peut résumer l'*Art de manger*, tel qu'il se pratique en Turquie, car, en négligeant les recettes accessoires (qui, depuis le simple faux en écriture publique, vont jusqu'au vol avec effraction), il est quatre grandes « mangeries » : l'armée, la justice, les routes et l'impôt.

L'armée « mange » tout à la fois le musulman et le chrétien, le premier par le recrutement, le second par la solde ou plutôt par l'absence de solde.

Tout musulman dans l'Empire doit sept années de service militaire. Mais les montagnards d'Europe et d'Asie ont toujours refusé cet impôt du sang. Les seuls musulmans des plaines peuvent être enrôlés. Les honnêtes et pacifiques paysans d'Anatolie ou de Roumélie fournissent tout le contingent. L'état civil n'existant nulle part et le bon Turc sachant seulement qu'il est né « l'an de la famine » ou « l'an de la grande récolte », il est facile aux agents de la Porte de prendre ou d'exempter qui bon leur plaît, c'est-à-dire qui bien les paie.

J'ai connu à Adalia un vieillard à barbe blanche que l'on avait enrôlé d'office parce que le préfet avait besoin de tapis. Ce vieux était le patriarche d'une tribu de *Yourouks*, de nomades qui fabriquent les beaux tapis de Karamanie. Le préfet était un ancien

diplomate, tombé de l'ambassade de Rome à cette préfecture asiatique, et que ses ennemis accusaient d'avoir livré au gouvernement italien les secrets de son Maître. Le vieux ne fut relâché que le jour où la tribu envoya à la préfecture une charge de tapis anciens.

Le musulman pauvre est donc enrôlé, puis il est maintenu sous les drapeaux le double ou le triple de son temps réglementaire et, même, il est repris une seconde fois après libération, afin de combler les vides que causent les exemptions vendues à d'autres. Installé dans les garnisons de Macédoine ou d'Albanie, il est laissé sans solde, sans habits, sans souliers, sans pain : le ministre, les généraux et les officiers pillent les caisses et les arsenaux, vendent les farines, les uniformes, les armes même. Déguenillé, affamé, rongé de fièvres et de syphilis, le malheureux soldat est acculé au brigandage ou à la révolte. Dans la *Revue de Paris*, M. G. Gaulis racontait récemment l'histoire d'Ipek et de sa garnison qui, manquant de tout, prit un beau matin le chemin d'Uskub, où réside le gouverneur, et là mangea durant deux semaines avant de regagner son poste. Quiconque a voyagé en Turquie connaît vingt histoires de cette sorte.

En Albanie, pays musulman et peuple toujours armé, les garnisons turques crèvent longtemps de faim avant de piller l'habitant. Dans les grandes villes seulement, où le bazar est chrétien, les préfets s'arrangent pour que, de temps à autre, un incendie éclate au bazar, quand la garnison est trop affamée ou trop mécontente. Les troupes accourent. Elles sauvent les marchandises en les pillant. J'ai vu, de mes yeux vu, brûler ainsi le bazar d'Argyro-Castro en juillet 1890. De Janina à Priszrend, il n'est pas un bazar chrétien qui n'ait ainsi servi, une ou deux fois,

à payer ou à vêtir et approvisionner l'armée turque d'Albanie.

En Macédoine, pays chrétien et peuple pacifique, toute caserne devient le fléau du pays à trois lieues à la ronde. Encore ne peut-on parler ici que du vol et du brigandage proprement dit. Mais, chaque année, aux portes mêmes des grandes villes, quelque bande de soldats, affolés par une trop longue continence, se jette sur les femmes et les petits garçons.

Après les soldats, les juges. Outre les moyens vulgaires et, pour ainsi dire, internationaux de la chicane en tous pays, les Turcs ont une habileté spéciale dans l'emploi des faux témoins. Deux raisons surtout ont développé cette institution. C'est d'abord l'intérêt des juges : sans faux témoins, comment juger à sa guise? Et c'est ensuite la solidarité religieuse : les musulmans sont toujours crus sur parole ; dans la concurrence mortelle que leur font l'industrie européenne et le commerce des chrétiens indigènes, le faux témoignage leur est un peu réservé comme un dernier gagne-pain.

A chaque tribunal, est donc attachée une bande de faux témoins, qui se tiennent sous les platanes du café le plus proche. Le faux témoin est payé par le plaideur. Il rend au juge une part de ses honoraires. Mais le faux témoignage est marchandise si courante que les prix en sont fort avilis : le serment d'un homme bien posé ne vaut guère plus de un à deux *medjidiehs* (4 à 8 francs). Le juge là-dessus ne touche que peu de chose. Il lui faut des revenus plus considérables, la Porte ne lui payant jamais ses appointements. Les affaires de mœurs contre les chrétiens, les affaires de propriétés contre les musulmans lui fournissent le plus clair de ses ressources.

A Rhodes, en 1889, j'ai suivi les débats d'une affaire de mœurs que l'on peut prendre pour type.

Dans le faubourg de Rhodes, vivait un Grec nommé Giorgi, qui avait fait à Alexandrie sa petite fortune et obtenu la protection anglaise. Un matin sa femme arrive au consulat d'Angleterre, s'arrachant les cheveux, criant et hurlant : le mari venait d'être arrêté par les gendarmes et enfermé au bagne de Rhodes. Le consul va chez le gouverneur qui ignore l'affaire; le vice-gouverneur n'en sait pas davantage; le chef de la gendarmerie n'a donné aucun ordre; le commandant du bagne a reçu depuis deux jours une dizaine de prisonniers sans même demander leurs noms. Enfin le président du tribunal reconnaît avoir donné les ordres et fait arrêter ce chien de chrétien, qui, la veille, avait violé une musulmane...

Violer une musulmane! en pays turc le crime est sans rémission. Par déférence pour le consul, le président offre d'interroger le coupable séance tenante. On amène Giorgi : ce n'est plus un homme, mais un paquet de chaînes; au cou, à la ceinture, aux poignets, aux chevilles, il est ligotté de boucles et d'anneaux. L'interrogatoire commence : « Hier soir, Giorgi, tu as violé une femme dans ton olivette et cette femme était musulmane ». Giorgi nie : hier soir, il n'a violé personne.

On amène la victime et son mari : « C'est ta femme et tu es musulman? » — Le mari affirme d'un geste de tête. — « Et tu as été violée dans les olivettes de Trianda? » — Même geste affirmatif de la femme. — « Reconnais-tu ton agresseur? » — La femme se tourne et affirme encore.

Giorgi perd un peu de son assurance; il convient qu'il a rencontré cette femme dans les oliviers, pas

hier, avant-hier soir, qu'il était tard, que l'endroit était désert et qu'enfin..., mais qu'il n'a pas eu de force à déployer, car ladite musulmane savait assez de grec pour l'appeler avant, pendant et après : « Mon petit sucre d'orge! mes yeux! mon cœur! »

Le président, indigné, interrompt : une musulmane se donner à un chrétien! comme si toutes ne les regardaient pas tous, par Allah, comme le chameau regarde le maréchal ferrant, dont il n'a jamais besoin! La cause est donc entendue.

Mais Giorgi proteste. Il crie que, dans le village de Trianda ou dans la ville de Rhodes, on trouverait dix, vingt, trente hommes qui certifieraient avoir eu de cette femme pareilles faveurs; tout le monde sait que le mari n'a pas d'autres moyens d'existence : « C'est aujourd'hui jour de marché; sur le quai, au bazar, on est sûr de rencontrer des tels et des tels (et Giorgi cite une vingtaine de noms) que l'on peut faire comparaître et qui diront la même chose. »

Le greffier inscrit les noms, sort avec un piquet de gendarmes, et revient avec vingt ou trente hommes, liés en un chapelet, que les gendarmes poussent de la crosse. Les vingt hommes affirment que, une fois, deux fois, quelques-uns chaque semaine depuis des années, ils ont connu les bontés de cette servante du Prophète : « Et vous êtes tous chrétiens? » demande le président. Ils sont tous chrétiens. « Alors la chose est claire, vous avez tous violé cette malheureuse. Je vous jugerai à la prochaine audience. »

On enferme les prévenus, jusqu'à l'audience du lendemain qui est un jeudi. Mais, dans la nuit, le président est pris d'une maladie subite : l'audience est remise. Le jour suivant est un vendredi, jour sacré des musulmans : les tribunaux ferment. Le jour

d'après, samedi, le greffier qui est juif refuse de siéger, rapport au sabbat. Vient le dimanche, et l'on ne peut juger des chrétiens ce jour-là. Le lundi, le président quitte Rhodes pour l'île voisine de Chalki, où un crime a été commis.

Deux semaines se passent. Le juge est à Chalki et nos hommes en prison; ils ne sont pas nourris, n'étant pas condamnés; le Sultan, qui ne peut vraiment pas nourrir tous ses sujets, ne fournit la ration qu'aux criminels avérés. Nos gens meurent donc de faim et les familles doivent acheter la permission de les approvisionner. Quand le juge est rentré, voici venir le *ramadan*, un mois de jeûne et de vacances; puis les fêtes du Baïram... Au bout de deux mois, l'affaire est toujours en suspens. Sous main, le président fait savoir aux familles des prévenus qu'il a besoin d'une voiture pour se rendre à l'audience ou d'une maison pour y passer les chaleurs de l'été ou qu'il doit un millier de francs à tel marchand du bazar. Les familles font d'abord la sourde oreille. Mais la vendange ou la récolte des olives approche : si les hommes ne sont pas là, c'est une année de perte.

On finit par transiger : les familles se cotisent et, le jour de la fête du Sultan, le président met en liberté les prévenus, qu'un décret de Sa Hautesse a amnistiés. Le décret, en réalité, n'existe pas ou n'est jamais publié, de sorte que l'affaire n'est point close : à la première occasion, c'est-à-dire au premier besoin d'argent, gendarmes, chaînes, greffier et président se remettront en branle. C'est désormais pour le tribunal une prébende et, pour les prévenus, comme une taxe annuelle. Ces derniers finissent même par payer d'avance, pour éviter le voyage et la chaîne.

Dans toutes les villes chrétiennes de l'Empire, les

consuls assistent quotidiennement à pareilles comédies judiciaires contre les chrétiens.

Contre les musulmans, le juge a d'autres ressources. Toute la richesse musulmane est immobilière. La propriété foncière est, pour le musulman, le seul moyen de capitaliser. Car le Turc ne connaît qu'un placement : la terre, et l'on évalue la fortune d'un homme par le nombre de fermes, de *tchifliks*, qu'il possède. Leur ambition à tous est d'arrondir peu à peu un grand domaine, d'acquérir un village, un canton, et d'être salués du nom d'*aga*. Leurs fils reçoivent ou usurpent le tire de *bey*; leurs petits-fils, quand ils savent lire, arrivent sans peine au titre de *pacha*.

Mais, dans ce pays sans cadastre, il n'est pas de titres de propriété indiscutables, et voici où nos bons juges vont trouver occupation et profit. Tu prétends posséder ce village; mais un tel le revendique et, du café d'en face, il amène dix témoins. Tu peux sans doute en produire autant et d'aussi bons. Mais à quoi bon faire des frais? L'homme sage commence par la fin inévitable : il paie le juge.

Tu as acheté ce coin de champ ou de bois, devant notaire, et tu possèdes l'acte authentique. Mais, un an après, le vendeur déclare que c'était la propriété de sa femme et que la vente est sans valeur. Le juge, cette fois, te semble trop exigeant. Tu veux plaider? Amène d'abord tes témoins : l'adversaire en a douze; il t'en faut pour le moins autant. Amène-les. Présente-les à Son Excellence. Elle accepte le premier : paie deux francs. Elle accepte le second : paie deux francs encore. Quand tu auras payé pour tous, il ne te restera plus qu'à donner au juge ce qu'il t'a demandé.

En outre, suivant les provinces, il y a les *vacoufs*,

les *timars*, les *ziamets*, les biens de l'État, de la couronne ou de la religion. Après la conquête, les sultans avaient organisé, surtout en Roumélie, des fiefs militaires, *timars* et *ziamets*, dont la propriété viagère était donnée à quelques braves, moyennant une redevance annuelle ou, mieux, avec l'obligation du service militaire et l'entretien d'une troupe prête au premier appel. Dans la suite, ces fiefs furent usurpés, transmis héréditairement, dépecés, vendus : le beau rôle, et fructueux, pour un juge, de rendre à l'État ces fiefs !

De même la piété du Khalife ou des fidèles avait fait don de terres, de forêts, de maisons, aux mosquées, aux couvents de derviches, aux médressés (séminaires), etc. Tel domaine était grevé de l'entretien d'une fontaine, d'un bain public, d'un pont ou d'un abri pour les pauvres voyageurs. Ces biens *vacoufs* ont été le plus souvent usurpés comme les fiefs, et ici encore la piété du juge a un beau champ d'action. Bref, en dehors des cinq pieds de terre où il dormira son dernier sommeil, il n'est pas un pouce de sa propriété que le sujet ottoman ne soit obligé de défendre contre le juge...

Survient l'ingénieur des routes et l'entrepreneur de corvées. L'Europe affirme que la Turquie ne saurait se passer de routes. Le Turc est donc obligé d'en faire, et il emploie le moyen le plus commode et le moins coûteux : la corvée.

Quelques jours de corvée par an ne ruineraient pas un village, et quelques milliers de corvéables auraient vite établi une chaussée. Depuis cinquante ans donc, sans trop charger le pays, on aurait pu achever le réseau de l'Empire, si les préfets n'avaient inventé la *mangerie* des routes. Mais quand une route est projetée entre deux villes, Salonique et Monastir par

exemple, les préfets ont une recette infaillible pour ne pas la construire tout en la faisant payer. Ils distribuent la corvée assez ingénieusement pour que les paysans de Salonique aient leur chantier aux portes de Monastir, à cent ou cent vingt kilomètres de chez eux, et, réciproquement, les paysans de Monastir sont convoqués aux portes de Salonique.

Les corvéables se plaignent. Aussitôt les préfets parlent de révolte et envoient les gendarmes ou la troupe en garnisaires dans les villages mécontents. Les corvéables sont battus, pillés, quelquefois brûlés ou pendus, à moins qu'ils ne se résignent à comprendre les désirs des préfets et qu'ils n'offrent de racheter en argent leurs semaines de corvée. Ils versent l'argent, que les préfets partagent avec les gens de la Porte ou avec les gens du Palais. Chaque année, la comédie recommence. Au bout de cinquante ans, la route n'est pas faite; les préfets en ont touché dix ou vingt fois le prix.

Les chemins de fer ont un peu diminué cette « mangerie » des routes. Mais d'autres travaux publics sont venus y suppléer.

J'ai connu un préfet des Iles, Khemal-bey, qui était bien le plus honnête Turc et le meilleur préfet qu'il fût possible d'imaginer. Jamais il n'avait *mangé* jusqu'au jour où le malheur l'y força. Il avait débuté dans le parti de Midhat-pacha : jeune-turc, partisan des réformes, il avait rêvé pour son pays une constitution et une administration européennes, et, comme la nature l'avait doué d'un certain talent littéraire, il s'était fait le penseur et l'écrivain du parti. Ses amis l'appelaient le Voltaire turc et ils admiraient ses vers et sa prose.

Le Sultan, pour l'éloigner de Constantinople, le

nomma préfet de Chio. Dans ce poste, Khemal réussit à merveille. Aussitôt le Palais en prit ombrage. Khemal sentit alors qu'il fallait, pour éviter le « mauvais café », entretenir auprès du Sultan quelques avocats dévoués. Pour payer ces défenseurs, il fallait de l'argent. Khemal fut réduit aux emprunts, puis à la « mangerie ». Voici la recette qu'il inventa.

Chio est en face de Smyrne. L'entrée du golfe de Smyrne, encombrée par les alluvions de l'Hermos, est dangereuse. Chio jadis avait un port où les voiliers venaient attendre les vents favorables. Mais, depuis la guerre de l'Indépendance, le môle écroulé et les quais en ruines empêchent le débarquement. Les bateaux jettent l'ancre en rade. Or les Chiotes, qui ne possèdent que de petits caïques ou des chalands pour le transbordement des marchandises, réclamaient un port. Khemal le leur promit et, réunissant les notables, il leur fit souscrire à chacun une contribution volontaire qui lui donna quelques milliers de livres turques, une cinquantaine de mille francs.

Puis, l'argent en main, il leur tint à peu près ce langage : « Pour curer un port, il faut une drague ; pour actionner une drague, il faut du charbon ; pour avoir du charbon, il faut aller à Smyrne toutes les fois qu'il en est besoin ; pour aller à Smyrne commodément et par tous les vents, il faut un bateau à vapeur. Achetez donc un vapeur, du charbon et une drague, et je vous curerai le port, comme je vous l'ai promis, avec l'argent que vous avez bien voulu souscrire à cet effet ».

Les Chiotes n'ayant pas goûté ce raisonnement, le port ne fut pas curé. Mais Khemal, ayant payé ses dettes et acheté de hautes protections à Constanti-

nople, fut désormais estimé comme l'un des bons fonctionnaires de l'Empire. Il n'eut pas d'avancement, à cause de ses ouvrages libéraux et de ses erreurs « jeune-turques », mais il eut la paix, et jusqu'à sa mort il jouit en sécurité de sa préfecture. C'est son secrétaire et disciple, Hilmi-pacha, que le Sultan impose aujourd'hui à l'Europe comme inspecteur général et réformateur des vilayets de Macédoine.

Je n'insisterai pas sur la « mangerie » des impôts. Il suffit d'ouvrir le dernier *Livre Jaune*, traitant des affaires de Macédoine (p. 55 et 56).

Il serait trop long d'énumérer ici les irrégularités auxquelles donne lieu la perception des diverses taxes. Nous nous bornerons à reproduire quelques passages d'un ouvrage récent, Morawitz, *les Finances de la Turquie*, qui fait justement autorité sur la matière.

Impôt du Verghi (impôt foncier). — Quiconque a des attaches influentes ou sait, en y mettant le prix, s'assurer la bienveillance des agents du fisc, voit sa maison de trois étages estimée pour rien, alors qu'une baraque est taxée tout à fait hors de proportion.

Plus étrange encore est le système de recouvrements. Au lieu d'encaisser le montant de l'impôt à son échéance, le fisc ne donne durant de longues années aucun signe de vie et attend le moment où le propriétaire se dispose à vendre, à louer ou à faire réparer l'immeuble. En face d'une longue liste d'impôts arriérés, le contribuable préfère transiger : un gros pourboire sert de préliminaire à l'entente cordiale qui s'établit avec le percepteur et dont le fisc seul supportera la charge.

Impôt de temettu (taxe sur les bénéfices présumés, sur les traitements et salaires). Le fisc laisse parfois passer des années sans réclamer le paiement de sa note, puis soudain il sort de son incurie. Les contribuables éprouvent de très grandes difficultés à acquitter des arriérés importants;

telle fabrique se voit tout à coup privée d'une grande partie de ses ouvriers arrêtés pour cause de non-paiement des arriérés (pareille aventure est arrivée il y a quelques jours au facteur de la poste française de Salonique). On pourrait en dire autant de la taxe d'*exonération du service militaire*.

Taxe sur les moutons, etc. — Chaque année, les maires dressent un relevé du bétail de leur circonscription. Les chiffres qu'ils y inscrivent dépendent, bien entendu, des négociations préalables. Le contrôle est d'ailleurs facilement évité; à l'arrivée des contrôleurs, les troupeaux sont envoyés dans les vastes domaines de la Liste civile (exempts, comme on sait, de toutes taxes). Aussi cultivateurs, maires, percepteurs et gardiens des domaines peuvent-ils, en toute quiétude, se réjouir des bénéfices de leur petite combinaison.

Dîmes. — On connaît assez les abus auxquels donne lieu la perception des dîmes affermées par voie de licitation. La loi sur les dîmes ordonne que les adjudications soient faites séparément pour chaque village au chef-lieu du Caza. Mais les enchères sont souvent rendues illusoires par l'influence de personnages qui savent écarter toute concurrence au détriment du Trésor.

Quant au cultivateur, s'il ne gagne rien à ces rabais, c'est toujours lui qui doit payer les erreurs commises par l'adjudicataire lorsque les enchères ont atteint un chiffre trop élevé. Je connais des cas dans lesquels il a fallu payer 30 p. 100 de la récolte; une personne digne de foi (la supérieure d'un couvent catholique) a constaté que le fermier de la dîme mesurait chez elle sa part de céréales avec une fausse mesure; il a dû, dans ce cas particulier, se résigner à faire usage d'une mesure officielle, mais les paysans du voisinage n'ont osé soulever aucune protestation.

Enfin, ce qui est peut-être le pis, c'est que le cultivateur n'a pas le droit de rentrer sa récolte avant que le fermier soit venu compter les gerbes qui lui reviennent. Les moissons, ainsi laissées en plein champ, se détériorent, et le dîmier, qui est souvent doublé d'un commerçant, sait en profiter pour acheter le tout à vil prix.

Il faut ne pas oublier que, par-dessus l'impôt, vient s'ajouter toujours quelque petite commission. On connaît ce touchant usage qui fait qu'en Macédoine, quand une bande d'Albanais, opérant pour le compte du gouvernement, s'est jetée sur un village, y est restée pendant des semaines et des semaines, a tout violé, tout mangé, ces braves, avant de partir, exigent ce qu'ils appellent le « denier de la dent », c'est-à-dire la commission que le contribuable leur doit encore pour l'usure de leurs mâchoires pendant le travail qu'ils viennent d'accomplir.

*
* *

Durant des siècles, l'Empire supporta cette exploitation turque avec une patience qui parfois allait à l'acquiescement. Les montagnes étaient insoumises. Mais les plaines étaient résignées et, si les montagnards restaient hors d'atteinte, leurs filles, qui venaient travailler dans le bas pays, étaient sans révolte contre les entreprises de l'envahisseur. Cousinery, qui voyageait en Macédoine au début du XIXe siècle, nous donne, en un tableautin charmant, comme le symbole de cette vieille Turquie.

Comme j'étais un jour à la chasse aux perdrix, nous aperçûmes dans un lieu solitaire, sous des arbres et près d'un ruisseau, un *aga* propriétaire, assis entre deux filles bulgares. Nous voulions l'éviter. Mais il nous appela près de lui. Il fumait sa pipe en buvant de l'eau-de-vie qu'il tirait par petites doses d'une grande bouteille carrée. Après les compliments d'usage, il ne nous dit rien au sujet des deux moissonneuses; mais il ne parut nullement fâché que nous l'eussions surpris en bonne fortune : il avait les

pieds dans l'eau et il prétendait que la fraîcheur de ce bain l'empêchait de se soûler [1].

Ces temps heureux ont disparu. Les bateaux à vapeur, les chemins de fer, les écoles, les journaux et les livres ont répandu les idées subversives. Depuis un siècle, il n'est plus question que de réformer cette vieille organisation turque. « Les Réformes! » nous connaissons ce mot plein de promesses. « Les Réfo-o-ormes, monsieur, les Réfo-o-ormes ! » tous les Brid'oisons de la diplomatie n'ont que ce mot en bouche.

Un sultan, Mahmoud, proclama dès 1826 la nécessité des *Réformes* : « Je veux, disait-il, faire le bien de mon pays et reconstruire l'édifice qui doit assurer le bonheur et le repos de mes sujets ». Mahmoud changea quelques uniformes et quelques titres, mais la Porte continua de manger.

La France et l'Angleterre, après la guerre de Crimée, n'osèrent maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman que moyennant la réforme complète qu'établissait le fameux *Hatti-Humayoun* de 1856 : ce ne fut aussi qu'un papier sans valeur.

Sous la menace des armées russes et autrichiennes, de nouveaux firmans solennels annoncèrent par deux fois, en 1875 et 1877, que tout, en Turquie, allait changer. Mais il fallut l'arrivée des Russes sous Constantinople et l'intervention de l'Europe au traité de Berlin, pour obliger le Sultan en 1880 à des promesses formulées, qui ne furent pas tenues davantage.

Jusqu'en 1890, pourtant, les sujets de la Turquie attendaient patiemment ces réformes; ils leur gardaient tous leurs espoirs. En 1890, j'ai encore vu une

1. Cousinery, *Voyage en Macédoine*, I, p. 95.

Macédoine où le Turc, sans peine, eût pu se maintenir en corrigeant seulement les intolérables abus de son administration.

Mais depuis 1890 tout est changé. Les populations ont cessé de croire aux serments du Sultan et aux engagements de l'Europe. Instruite par les écoles de toute langue et de toute religion; formée par des voyages d'études ou d'affaires aux universités des petits pays voisins, Serbie, Bulgarie et Grèce, ou aux grandes villes de l'Europe libérale : une génération s'est levée avec la claire notion de ses besoins et de ses droits. Voyant que depuis un siècle toutes les entreprises de réformes ont été illusoires; expérimentant chaque année que les promesses de Constantinople soient fausses et les paroles de la diplomatie européenne hypocrites : cette génération nouvelle n'a pu mettre sa confiance qu'en la seule révolution; elle ne demande plus la réforme, mais la destruction de la tyrannie turque.

On ne saurait lui en faire un crime. Comptez que, durant les six années dernières seulement, de 1896 à 1902, le Sultan a promulgué et les ambassadeurs ont contresigné quatre plans de réformes et que, depuis six ans, chaque été n'a fait qu'empirer la misère publique. Mesurez en outre, — et M. G. Gaulis l'expliquait aux lecteurs de la *Revue de Paris*[1], avec une abondance et une clarté qui me dispensent d'insister, — mesurez l'impossibilité matérielle où ces « intellectuels » de Macédoine sont de vivre en dehors de la révolution.

Dans toute la Macédoine, chaque année, depuis

1. Voir, dans la *Revue de Paris* du 1er novembre 1902, l'article *Bulgarie et Macédoine*.

dix ans, les gymnases bulgares, serbes, grecs et valaques, les écoles catholiques, orthodoxes et protestantes, ont ouvert la vie intellectuelle à des centaines de jeunes gens : le Turc leur interdit tout emploi lucratif de leurs facultés et de leurs connaissances. La seule révolution accapare donc ces forces nouvelles. Un état-major révolutionnaire se recrute et se multiplie, qui partout installe ses « Comités » et veut, bon gré mal gré, entraîner la foule. La foule, courbée jusqu'à l'abjection par six siècles d'esclavage, hésite d'abord ou refuse de marcher. Les comités la décident pourtant, non sans quelques violences. Alors, entre en jeu la politique hamidienne.

*
* *

Le chef militaire de la conquête turque, le *Sultan*, est en même temps le chef spirituel de l'Islam, le pape de la religion musulmane, le « successeur », *Khalife*, de Mahomet. Le pouvoir *sultanesque* livre l'Empire au despotisme absolu du *Palais*, que limite seulement la licence des conquérants, personnifiée ou conduite par les fonctionnaires de la *Porte*. Le pouvoir *khalifal* s'étend nominalement bien au delà des frontières turques, sur tous les peuples de religion mahométane.

Depuis des siècles, le Khalife n'était plus qu'un nom, un souvenir. Tout l'effort d'Abd-ul-Hamid depuis vingt-cinq ans a tendu vers la restauration de ce pouvoir. Il a eu, lui aussi, son rêve impérialiste : il a rêvé d'une « Plus Grande » Turquie, débordant sur tout le monde musulman, et c'est à ce rêve qu'il a sacrifié le repos, l'avenir, l'existence de son Empire et la vie de ses sujets chrétiens.

Pour ressusciter au dehors et se concilier le fanatisme musulman, pour ordonner et déchaîner aux Indes, au Turkestan, en Égypte, dans toute l'Afrique et l'Asie, contre tous les Infidèles, la révolte, la guerre sainte, *djehad*, il l'a d'abord installée dans sa Turquie. Il l'a organisée dans ses provinces européennes et asiatiques : depuis 1890, elle couve partout et tour à tour éclate en Albanie, en Arménie, en Crète, en Macédoine. Le *Khalife* fait du *Sultan* l'ennemi personnel de tous ses chrétiens.

Cette théorie du gouvernement est appliquée par le plus soupçonneux, le plus inquiet, le plus délibérément lâche, le plus shakespearien des monomanes. J'ai montré ailleurs (cf. mon livre sur *la Politique du Sultan*) comment le souci de sa conservation personnelle, la crainte des complots et de l'assassinat deviennent le ressort intime de sa conduite et lui font sans pitié conduire à l'abattoir les peuples dont il redoute les menées secrètes ou dont il soupçonne les chefs et représentants.

En Macédoine, sous couleur de réprimer les tentatives révolutionnaires et d'anéantir les bandes des Comités, Abd-ul-Hamid poursuit le massacre systématique des Slaves. Depuis deux ans, il marche à l'accomplissement de ce programme, avec la sûreté de méthode que lui ont données ses expériences arménienne et crétoise.

Surexciter le fanatisme des musulmans indigènes; armer ces « bachi-bouzouks »; les encadrer dans les « irréguliers » ou la gendarmerie locale; les conduire à l'assaut des villages chrétiens; puis, déchaîner la fureur albanaise et livrer la Macédoine aux Albanais comme on livra l'Arménie aux Kurdes; par derrière, concentrer peu à peu une armée formidable qui por-

tera le dernier coup; enfin achever en une campagne ce que les bachi-bouzouks et les Albanais auront pu laisser debout : les trois instruments — musulmans, irréguliers, soldats — qui firent en Arménie et en Crète de si belle besogne, sont aujourd'hui en plein travail sur les Slaves macédoniens.

On lit à la page 3 du dernier *Livre Jaune* cette dépêche de notre consul à Monastir :

Le 26 janvier 1902, le Valy de Monastir, averti que plusieurs chefs des Comités s'étaient réunis à Ekchi-Sou, envoyait le capitaine Rifaat-bey avec cent cavaliers pour se saisir des conspirateurs. Au lieu de marcher directement sur Ekchi-Sou, Rifaat-bey s'attardait dans les villages voisins à lever deux cents bachi-bouzouks. Les conspirateurs avertis eurent le temps de fuir, mais les habitants du village payèrent pour eux : ils furent battus et cruellement maltraités. Les bachi-bouzouks se sont cru, après cet enrôlement, autorisés à continuer, même hors de la présence des autorités, à poursuivre les agitateurs bulgares. La police turque accepte, du reste, leurs services; à la suite de perquisitions opérées par eux dans les villages d'Egri, Boukri, Barechani, Jabeni et Zajetz, trente et un Bulgares ont été incarcérés.

Avant l'arrivée des gendarmes et des autorités turques, les habitants de Jabeni et de Barechani avaient été maltraités, liés d'abord, puis bâtonnés par les bachi-bouzouks. Une plainte adressée au Valy de Monastir par les habitants de Barechani a été repoussée; quelques bachi-bouzouks du village turc d'Ostritza sont toujours installés à Barechani et, sous l'œil des gendarmes, continuent leurs perquisitions.

Les Turcs de Resna, à cinq heures au nord de Monastir, organisent un Comité antibulgare; près de Resna, sur les bords du lac de Presba, des bandes turques perquisitionnent. Le village de Krania, du nahié de Nakolesci, est occupé par une bande de bachi-bouzouks qui, comme à Barechani, ont agi sans ordres et hors de la présence des

autorités. Ils ont tellement bâtonné leurs prisonniers qu'il a fallu deux jours pour leur faire faire les quelques heures de route qui séparent Krania de Nakolesci.

Depuis deux ans, la Macédoine est en proie à ces bachi-bouzouks. Un journal publié à Paris, le *Mouvement macédonien*, enregistrait depuis deux ans, semaine par semaine, les vols, viols, incendies et meurtres commis par ces bandes avec la complicité ou sur l'ordre des autorités turques. On taxa d'exagération quelques-uns de ses récits. Mais, dans le dernier *Livre Jaune*, nous retrouvons aujourd'hui les faits et renseignements minutieux, que, mot pour mot, on avait pu lire dans les colonnes de ce journal. Il n'est donc plus possible de mettre en doute son entière véracité. C'est par centaines de villages incendiés, c'est par milliers de paysans massacrés qu'il faut compter les exploits des bachi-bouzouks.

Quant aux Albanais, M. G. Gaulis nous a décrit leurs ordinaires façons et leur principal terrain de chasse. La Macédoine tout entière ne leur est pas encore livrée. Ils n'incendient encore et ne massacrent que les régions de l'Ouest et du Nord, les pays d'Uskub et de Vieille-Serbie. Mais là, ils s'en donnent à cœur joie et c'est encore le *Livre Jaune* qui nous fournit la preuve de tout ce que M. Gaulis nous a raconté. Notre ambassadeur à Constantinople, M. Constans, écrit à la date du 7 avril 1902 :

Si depuis quelque temps le Gouvernement ottoman paraissait craindre des complications du côté des Comités macédoniens, les premières difficultés lui viennent des tribus albanaises chez lesquelles l'impunité a encouragé le goût de la vendetta et du pillage.

Il y a quelques jours, les chefs albanais Ferhad Bey,

avec mille partisans, et Issa Bolitin, avec trois cents hommes, pénétraient dans Novi-Bazar et occupaient le Konak, forçant le Gouverneur à se réfugier dans la forteresse. Cette manifestation violente, qui avait pour but d'obtenir la grâce d'un chef très populaire, Akif Bey, devait pleinement réussir : j'apprends en effet aujourd'hui que la faveur réclamée a été accordée.

Non contents de ce succès, les Albanais demandent maintenant la révocation du Sous-Gouverneur de Novi-Bazar, qu'ils accusent d'avoir fait exiler Akif. Notre Vice-Consul à Uskub qui me télégraphie ce renseignement, craint que, si entière satisfaction n'est pas donnée aux mécontents, des troubles plus sérieux n'éclatent à bref délai.

Et voici, d'autre part, copiées par M. Albert Mallet[1] sur le registre officiel du consulat de Russie à Uskub, quelques histoires albanaises, qui complètent les récits de M. Gaulis :

31 décembre 1901. — Trois nobles Albanais de Tabanovtsé, sur la ligne d'Uskub, à Nich, Arif-aga, Elez-aga, Ibrahim-aga, ayant copieusement dîné, ont pris leurs fusils et se sont mis à tirer sur leurs métayers. L'un de ceux-ci a été tué net, un autre a été blessé. Quelques jours avant, Arif-aga et Elez-aga avaient violé la femme enceinte d'un autre métayer. Ils avaient réuni les enfants autour d'un grand feu, les avaient fait asseoir, puis, s'armant de pelles, ils leur avaient jeté les braises sur les jambes et sur les mains.

Note marginale. — Les familles des métayers se sont enfuies à Koumanovo. Plainte a été adressée au vali par le consul de Russie. Le vali a délégué pour enquête le colonel Kemal-bey. Les coupables sont demeurés introuvables.

16 janvier 1902. — Hadji-Hassan, de Koumanovo, est propriétaire d'une ferme à Douga. Son fils Taïb, accom-

1. Voir *le Correspondant* du 25 février 1903.

pagné de quatre cavaliers, est venu, le 10 janvier, enlever Yovanka, fille du métayer : en plein champ, il l'a violée.

Note marginale. — Taïb a été arrêté. Le tribunal l'a acquitté. Le métayer demande qu'on lui fournisse le moyen de s'enfuir, parce que Taïb lui a promis de le tuer.

31 janvier. — Près du cimetière d'Uskub, le *simidgi* (marchand de pain) Jovan, passant avec son éventaire, chargé de petits pains, est abordé par un soldat qui se sert et ne paie pas. Jovan ayant réclamé son dû, le soldat, d'un coup de couteau, lui a ouvert la gorge.

Même jour. — Sofia, bandit albanais, chef d'une troupe de dix hommes, réclame du maire de Doumuntzé une somme de vingt-cinq livres (575 francs) pour la rançon du village; faute de quoi, le village sera brûlé. Sofia avait exigé, l'an dernier, la même rançon. Il invite en même temps Giorgui Kristich, qu'il avait enlevé l'an dernier, à payer une seconde rançon de vingt-cinq livres : ce, sous peine de mort. Stoyan Stankovitch est également prévenu d'avoir à racheter, trois livres, le cheval que Sofia lui a volé, il y a quelque temps, et qui ne vaut pas un medjidié (4 francs). Enfin, Tassé Petkovitch, sous peine de mort, devra fournir cinquante douzaines de cartouches Martini.

Note. — Le colonel Kemal-bey n'a pu arrêter Sofia.

15 mars. — Dans le vignoble près d'Uskub, le chrétien Treiko Sali passant près d'une quinzaine de musulmans, qui fumaient en prenant le café, quelqu'un a dit : « Si on le tuait? » — Treiko Sali a été tué.

Même jour. — Au village de Sotjanitsa, près de la frontière serbe, un sous-officier turc est entré dans l'église, pendant l'office, au moment de la communion. Il a jeté par une fenêtre les Saintes Espèces, battu le pope, battu les paysans.

Note marginale. — Le sous-officier a depuis été promu officier. Le pope avait été averti par Chemsi-pacha, commandant la division de Mitrovitsa, que s'il portait plainte il risquerait la prison.

24 mars. — La région de Ghilan est terrorisée par une bande de trente-trois Albanais. Le 18, ils ont, en plein jour, enlevé Steva Peyitch et lui ont coupé la tête. Le 20

même crime sur la personne de Soultana Petreva. Ce jour-là, les Albanais ont envoyé au maire de Partech, village à huit kilomètres au sud de Ghilan, vingt sacs vides, avec ordre de les renvoyer pleins de blé. Le maire ayant refusé, le village est bloqué; nul n'en peut sortir sous peine de mort.

25 mars. — Il y a un mois environ, au village de Lioubotin, le fils du maire musulman, Ramo Moustapha, avait demandé à un meunier chrétien, Pavli, vieillard de soixante-dix ans, une hache qu'il portait. Un refus de Pavli lui avait valu un coup de revolver qui, heureusement, ne le toucha pas. Hier, Pavli s'étant endormi à la porte de son moulin, Ramo Moustapha lui a brûlé la cervelle. L'assassin est arrêté; mais les parents de Pavli sont déjà prévenus que la mort les attend s'ils ne déposent pas bien.

8 mai. — Il y a quatre jours, Yanikré Yankovitch, de Ferisovitch, conduisant à la gare un convoi de minerai de chrome, a été arrêté à l'entrée de la ville par un Albanais qui réclamait pour le passage une piastre, — vingt centimes, — par cheval. Yankovitch, ayant voulu passer outre, a eu la jambe fracassée d'un coup de revolver. Il est mort aujourd'hui à l'hôpital militaire d'Uskub.

17 mai. — Les Albanais mettent en coupe réglée la région de Kalkandelen et de Gostivar. Dans ces derniers jours, les villages suivants ont été rançonnés : Stretkovo, par Sead-Eddine et quinze Albanais; Darda, deux fois, d'abord par Chahine Djebdik et quatorze Albanais, puis par Osman Djon et quatre-vingts Albanais; Moura, par Méhmed-Abbass; Nitchiporovo, deux fois, d'abord par Abdiradja, puis par Kassim-Lita.

9 août. — Du 26 juillet à aujourd'hui, un contumace albanais, Bali, de Batchichté, dans la région Kalkandelen-Gostivar, a incendié, pour le plaisir : le 26 juillet, quatre-vingts meules de foin ; le 29, quatorze; le 2 août, dix, plus treize meules de blé, et, pour finir, trois maisons, le 5, à Nitchiporovo.

23 août. — Le 17 août, trois paysans de Brezna, Gerasaim Philippovitch, Yovan Theophilovitch, Vasile Apostolovitch, sont allés paître les bœufs. Ils n'ont pas reparu le

soir. Le 19, on les a retrouvés à une heure de chez eux, dans la forêt du village de Lechka, la tête tranchée et les poumons tirés du corps. La veille au soir, Mita Simyanovitch, également de Brezna, avait été retrouvé la gorge ouverte et les oreilles coupées. Dans l'après-midi, Ananié Nikolitch, enfant de quinze ans, élève du lycée serbe d'Uskub, a été frappé de deux balles, l'une à l'épaule, l'autre à la cuisse.

Note marginale. — Ces meurtres ont pour origine certaine la plainte déposée par les habitants de Brezna contre Youzouf-bey, fils de Redjeb-pacha, qui, l'an dernier, eut la perception de la dîme et commit des exactions insupportables. Une centaine de paysans chrétiens ont été arrêtés, puis relâchés. Aucun Albanais n'a été inquiété.

Il y a comme cela, du 1er janvier au 31 août 1902, quatre-vingt-huit chapitres subdivisés eux-mêmes en deux, trois, parfois quatre et cinq paragraphes, correspondant chacun à un attentat; c'est donc, pour les premiers mois de l'année, de deux cents à deux cent cinquante attentats dans une région à peine égale à l'un de nos départements.

« Et vous pouvez compter (dit à M. Mallet le consul de Russie) qu'il n'y a pas là plus du cinquième des faits réels! » Le consul s'est approché de la table. « Ceci n'est pas de la circonscription d'Uskub, me dit-il; ceci regarde mon collègue de Monastir; mais le fait mérite bien d'être noté. Lisez. » Voici ce que j'ai lu : « Rapporté par... — ici le nom d'un personnage considérable. — Au commencement d'août, Islam Umbachi de Garani, au village de Monastiraki, a coupé le nez à un paysan chrétien, puis l'a envoyé au caïmacan. Au village de Kroupa, le même Islam, ayant enlevé un chrétien qui ne pouvait payer rançon, l'a écorché vif jusqu'à la taille ».

Que ces abominations albanaises soient, non seulement tolérées, mais ordonnées et encouragées par le Sultan; que des ordres et des émissaires viennent du Palais mettre en branle et conduire ces bandes d'égorgeurs; que les fonctionnaires de la Porte, quand ils

veulent sévir et rétablir un semblant de légalité soient contrariés par ces gens du Palais et que les rares efforts des préfets ou gouverneurs soient annihilés par la volonté souveraine : ce sont là certitudes que tous les voyageurs et tous les rapports consulaires nous transmettent de Macédoine.

De Salonique à Priszrend, tout le monde sait et dit que le Sultan souhaite et commande le massacre « comme en Arménie ». La guerre sainte, le *djehad*, est prêchée dans les mosquées aux indigènes musulmans. Les fusiliers de la garde impériale, les *tufenkdjis*, et le beau-père même de l'ambassadeur turc à Paris sont envoyés en Albanie pour rétablir la paix entre les clans rivaux et tourner toute la horde albanaise vers la descente en Macédoine. Notre consul à Salonique écrit le 28 octobre 1902 :

Une répression dégénérant en massacres serait, sans doute, le moyen le plus expéditif de faire régner ensuite un certain ordre en Macédoine. Il est certain que les hauts faits des bandes révolutionnaires ont profondément irrité la population musulmane, et nombreux sont ceux qui n'attendent qu'un signe pour rendre au Sultan le service de le débarrasser des agitations en « faisant comme en Arménie ».

Mais le Sultan connaît ses bachi-bouzouks et ses Albanais. Si courageux quand il ne s'agit que d'écorcher un paysan, de violer une femme ou de razzier une plaine, ces braves tournent le dos devant la moindre résistance. Derrière eux, pour les maintenir en ligne, il faut les baïonnettes de l'armée régulière. Depuis un an, le Sultan entasse en Macédoine les soldats et les réservistes de l'Empire. Notre ambassadeur écrivait en avril 1902 :

Le Gouvernement ottoman a décidé de prendre des mesures militaires suffisantes pour parer provisoirement à tout événement; mais, par suite de la pénurie du Trésor qui ne permettrait pas de nourrir une grande quantité de troupes supplémentaires, au lieu de 36 bataillons d'ilavés que demandait le Grand Vizir, le Ministre de la Guerre n'a pu en mobiliser que 24. Ils ont été répartis dans les districts où les troubles sont le plus à craindre, soit 11 à Uskub, 4 à Monastir et 9 autour de Salonique, d'où ils peuvent être envoyés rapidement dans trois directions différentes. Les forces de la région ont été ainsi portées de 45 000 à 60 000 hommes environ.

Au début de 1903, cent ou cent vingt mille hommes campent en Macédoine. Imagine-t-on ce que peut être une province ruinée par cinq ans d'insurrections et de pillages, et dans laquelle sont lâchés depuis six mois cent mille hommes affamés?

Durant l'hiver 1902-1903, les neiges ont maintenu un silence apparent. Mais voici le printemps. Les bandes d'insurgés vont reparaître. L'an dernier, les paysans firent quelque résistance encore et refusèrent de suivre les « comitadjis ». Le Turc fut pourtant impuissant à maintenir l'ordre. Aujourd'hui, les paysans n'ont plus rien à perdre. Notre consul de Salonique écrit le 3 décembre 1902 :

J'avais exprimé dans mon rapport du 28 octobre l'espoir que l'arrivée de l'hiver et la chute des neiges contribueraient, au moins autant que les déploiements de troupes, à faire renaître pour quelques mois un certain calme dans l'intérieur de la Macédoine. Je n'avais d'ailleurs envisagé les faits qu'à la lumière des informations turques, les seules qu'une surveillance sévère eût laissées parvenir jusqu'à Salonique et qui suffisaient d'ailleurs à montrer l'exceptionnelle gravité du dernier mouvement insurrectionnel.

Il me paraît aujourd'hui que j'avais, à ces deux points de vue, péché par optimisme. Depuis peu de jours, quelques habitants des cazas où s'est manifesté le soulèvement ont pu apporter à Salonique des relations verbales des derniers événements. Il en résulte :

1° Que le mouvement insurrectionnel d'octobre dernier s'est étendu à une trentaine de villages ;

2° Qu'au moment où, d'après les documents officiels turcs, la tranquillité aurait été rétablie et la généralité des habitants rentrés dans les villages (20 octobre), les rencontres étaient aussi fréquentes que dans les premiers jours d'octobre ; qu'un certain nombre de villages insurgés ont été pillés ou brûlés, et que leurs habitants se trouveront cet hiver, sans abri et sans pain.

Il semble, d'autre part, que, malgré les proclamations d'amnistie qui ont amené le retour de la plupart des villageois dans leurs foyers, ceux-ci aient vivement souffert des perquisitions effectuées par la gendarmerie sous le prétexte de rechercher des armes. On peut considérer ces perquisitions comme une des principales causes de l'émigration assez importante qui s'effectue actuellement vers la Bulgarie.

Des plaintes ont été également formulées contre les troupes turques et particulièrement contre les rédifs. Il est difficile d'être fixé sur ce que ces plaintes ont de fondé. Il paraît inévitable qu'un combat, dans lequel sont engagés des habitants d'un village ou qui a pour théâtre ce village ou ses environs immédiats, soit suivi de représailles et de pillage. D'après ce que m'a assuré le consul général d'Angleterre [1], il serait par contre arrivé aux troupes régulières d'arrêter et même de réprimer les actes de pillage entrepris par la population musulmane.

Il n'en reste pas moins que les derniers déploiements de troupes et le maintien sous les drapeaux de 14 bataillons de rédifs imposent une lourde charge au Trésor, aux

1. Le consul d'Angleterre à Salonique était alors un levantin, M. Biliotti, qui joua un rôle très louche dans les affaires crétoises.

régions occupées qui doivent subvenir à leurs besoins dans une certaine mesure, enfin à la population musulmane de tout l'Empire, qui se trouve privée, par l'appel des rédifs au moment des labours et des semailles, de milliers de bras nécessaires à sa subsistance.

« Quand il n'y a plus de foin au râtelier, dit le proverbe, les ânes se battent. » Il serait puéril de croire que durant l'été de 1903 la paix se maintiendra en Macédoine.

Les Turcs affectent d'accuser les menées du gouvernement bulgare. Il ne faut pas mettre en cause les innocents. Dans toute cette affaire macédonienne, le gouvernement bulgare a été d'une extrême correction. Je dis « extrême », car il a touché, dépassé les bornes de la patience. Depuis un an, il a vu accourir chez lui des milliers de réfugiés qu'il a dû vêtir et nourrir. Tous nos agents ont signalé cet exode des Macédoniens allant chercher un refuge et du pain sur les terres de la Bulgarie. Imagine-t-on un gouvernement européen obligé de nourrir une population misérable que les persécutions d'un voisin jetteraient sur son territoire? Et ces réfugiés sont de même race, de même langue, de même religion que les Bulgares! Ils se disent à juste titre leurs « frères »!

Néanmoins, pour complaire à l'Europe, les Bulgares ont gardé la plus stricte neutralité. L'Europe en retour leur promettait une prompte et efficace intervention en faveur des frères macédoniens... Nous voyons aujourd'hui comment l'Europe tient cette promesse.

*
* *

Par l'organe des ambassadeurs d'Autriche et de Russie, l'Europe vient de signifier (février 1903) au Sultan

ce qu'elle désire en Macédoine. Ses réclamations sont modestes : avec un inspecteur général nommé par le Sultan, une gendarmerie mixte, une vague surveillance de la Banque Ottomane sur la perception des impôts, et quelques changements de formule dans l'affermage des dîmes, la note austro-russe déclare que la Macédoine sera satisfaite.

Ce que l'on peut dire de plus indulgent sur cette note, c'est qu'elle est un anachronisme : vers 1820, elle aurait peut-être exprimé les vœux des populations macédoniennes. Ce qu'il en faut dire en vérité, c'est qu'elle est une duperie, — les Macédoniens disent : une trahison.

Elle montre une ignorance voulue de la politique hamidienne. Les réformes qu'elle propose adouciront peut-être quelques abus de la politique turque : les pouvoirs de la Porte en Macédoine seront réduits et son administration vaguement surveillée. Mais Abd-ul-Hamid lui-même, par ses nombreux firmans antérieurs, n'a cherché que ce résultat : toute diminution de la Porte ne servira qu'à grandir le pouvoir du Palais. En admettant donc que, cette fois, les réformes aboutissent (et il est certain qu'elles n'aboutiront pas), la Macédoine ne sera que mieux livrée au bon plaisir d'Abd-ul-Hamid : avant deux mois, nous aurons le massacre. Les Macédoniens ne se font aucune illusion.

Que demandent l'Autriche-Hongrie et la Russie pour la Macédoine?

Un inspecteur pour les trois vilayets de Salonique, Monastir et Cossovo qui soit maintenu à son poste durant une période de plusieurs années et qui ne soit pas révoqué sans que les Puissances soient préalablement consultées. C'est très bien, mais qui sera cet inspecteur, de quelle nationa-

lité sera-t-il, à quelles conditions devra-t-il répondre, et surtout qui le nommera?

Des inspecteurs généraux ont été nommés à plusieurs reprises pour la Macédoine et n'ont fait absolument rien pour le pays. Nous en avons un, à l'heure même, un certain Hilmi pacha, qui peut être par lui-même un homme intelligent et de bonne volonté. Mais pendant qu'il se trouvait en Macédoine a-t-il pu empêcher un seul crime de se commettre? Les soldats ont-ils moins torturé, pillé, massacré? Quand on nous laissera ce même Hilmi pacha au même poste, parviendra-t-il à faire respecter les lois parce qu'il restera trois ans? Quels seront ses pouvoirs?

Voilà la question qui est la plus importante, et le projet austro-russe ne nous parle à ce sujet que de son droit de requérir les troupes. A quoi ça nous avance-t-il? N'a-t-on pas jadis nommé un inspecteur pour l'Arménie sur les instances de l'Europe? Un excellent homme, Chakir pacha, a occupé ce poste. Il a envoyé des centaines de rapports de plus en plus pressants à la Sublime-Porte, dont pas un n'a été même lu.

Nous nous demandons quelle naïveté il faut que l'on ait pour croire que les Macédoniens se contenteront d'un acte pareil pour toute réforme dans leur pays. Vraiment la diplomatie a quelquefois des crises d'inintelligence. Le gouvernement autrichien a eu, du moins, le bon ton de ne pas s'en vanter. La Russie, au contraire, a inséré dans le *Messager de l'Empire* un communiqué plein de menaces pour les Macédoniens. Il nous semble qu'elle pouvait se dispenser de le faire, car, s'il s'agissait d'écouter de pareils ordres, nous aurions préféré ceux d'Abd ul-Hamid, qui est plus près de nous [1].

Les Macédoniens ont pleinement raison. C'est vraiment une crise d'inintelligence que traverse la diplomatie européenne. Le précédent de l'Arménie l'illusionne. Les diplomates se flattent, cette fois

1. *Le Mouvement macédonien*, 5 mars.

encore, d'endormir le mal et de maintenir le patient sous le couteau de l'opérateur. Ils se trompent. Les circonstances ont bien changé depuis six années. Le Concert européen pouvait alors, grâce à l'ignorance des peuples, coopérer aux hautes œuvres du Sultan. Aujourd'hui la vérité est connue.

Si nos diplomates français, en particulier, ont un réel souci de notre avenir; s'ils tiennent à maintenir solides et durables les combinaisons d'alliance et d'amitié qu'ils nous ont créées en Europe pour le plus grand bénéfice de la paix et de nos intérêts nationaux : il faut qu'ils envisagent et qu'ils fassent bien envisager à nos amis et alliés les conséquences d'une pareille politique. Les événements d'Arménie ont été connus trop tard pour diminuer l'estime et la sympathie que nous gardons encore à la Double-Alliance; mais, si les Russes tiennent vraiment à notre compagnie, il ne faut pas qu'ils nous ramènent sur le chemin des massacres.

Tous nos agents en Turquie nous disent par la bouche de notre chargé d'affaires à Constantinople :

Le trouble moral provoqué par l'insécurité générale ne peut aller qu'en croissant, les abus de l'administration en même temps que les exactions de la gendarmerie turque et des bandes bulgares devant fatalement pousser les populations au désespoir. La Commission, réunie au Grand Viziriat à la suite des démarches des ambassades, sera comme les précédentes sans aucun résultat : elle n'a d'autre raison d'être que de donner une satisfaction apparente aux réclamations des puissances.

Il est évident qu'un *sévère contrôle administratif, financier et judiciaire* serait le seul moyen de faire rentrer un peu de calme moral et de bien-être matériel chez ces populations si durement éprouvées. Mais il est douteux que cette

fois-ci encore ces réformes si désirées et tant attendues sortent de la Commission actuellement réunie au Grand Viziriat.

Et notre ambassadeur ajoute :

Des éventualités redoutables sont à craindre. J'aime à espérer que cette fois-ci encore des complications, si dangereuses par les conséquences qu'entraîne à sa suite toute agitation dans la péninsule des Balkans, pourront être évitées. Mais je ne saurais avoir à cet égard l'optimisme dont j'aurais fait preuve l'année dernière. Les symptômes sont plus graves. Ils me font un devoir d'appeler l'attention de Votre Excellence sur ces provinces de l'Empire Ottoman qui réservent peut-être encore à l'Europe bien des surprises et bien des embarras jusqu'au jour de la *solution définitive* qui décidera de leur sort[1].

Voilà des paroles qu'il convient de retenir : *contrôle*, *solution définitive*. Il n'est plus temps de recourir aux panacées archaïques. Il faut chercher le vrai remède, le remède du jour. La Macédoine est mûre pour le contrôle. Ce n'est pas là peut-être la solution définitive. C'est au moins la seule mesure efficace et prompte.

1. *Livre Jaune*, p. 5, 6, 19 et 20.

II

LES BOMBES DE SALONIQUE

(Juin 1903)

Chateaubriand et les brûlotiers. — La Macédoine et la Russie. — La Macédoine et les Puissances continentales. — La Bulgarie et la culture allemande. — Grecs et Bulgares. — L'idée macédonienne. — Les Macédoniens et le fédéralisme. — Suisse et Balkanie. — Réformes et promesses. — Les bombes. — L'Europe et Navarin. — L'intégrité turque, la réforme et le contrôle.

Quand, au début du siècle dernier, les brûlots de Canaris et de ses émules faisaient sauter les flottes de guerre et de commerce — et parfois aussi les vaisseaux européens, — toute l'Europe civilisée acclamait ce réveil des nations levantines et M. le vicomte de Chateaubriand, qui n'était pas un anarchiste, saluait de sa plus belle prose ces héros qui si galamment savaient risquer leur vie :

L'audacieuse entreprise de Canaris sur le port d'Alexandrie a été au moment de tarir cette source de peste et d'esclavage que l'Afrique fait couler vers la Grèce... Si les gouvernements étaient assez barbares pour souhaiter la destruction des Grecs, il ne fallait pas laisser à ces derniers le temps de déployer un si illustre courage. Il y a trois ou

quatre ans, une politique inhumaine aurait pu nous dire que le fer musulman n'égorgeait qu'un troupeau d'esclaves révoltés. Mais aujourd'hui, serait-elle reçue à parler ainsi d'un sang héroïque? L'univers entier se lèverait contre elle. On se légitime par l'estime et l'admiration que l'on inspire : les peuples acquièrent des droits à la liberté par la gloire[1].

Voilà ce qu'en 1825 imprimait M. de Chateaubriand, ancien ministre des Affaires étrangères, et Canaris le brûlotier pouvait envoyer son jeune fils à Paris : monseigneur le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, s'honorait de conduire aux Français, dans sa propre loge, ce fils de « rebelle », de « brigand », de « pirate », de « révolutionnaire », — ainsi parlaient les honnêtes gens et la presse officieuse. Car les honnêtes gens proclamaient avec M. de Metternich que « les Grecs s'étaient discrédités par leur conduite insensée et atroce », et ils croyaient avec l'empereur Alexandre « remarquer dans les troubles du Péloponnèse le signe révolutionnaire »[2]. Mais M. de Chateaubriand reprenait :

Les Canaris et les Miaoulis auraient été reconnus pour véritables Grecs à Mycale et à Salamine... Les Grecs sont-ils des rebelles et des révolutionnaires? Non.

Forment-ils un peuple avec qui l'on puisse traiter? Oui.

Ont-ils les conditions sociales voulues par le droit politique pour être reconnus des autres nations? Oui.

Est-il possible de les délivrer sans troubler le monde, sans diviser [l'Europe], sans prendre les armes, sans même mettre en danger l'existence de la Turquie? Oui, et cela dans trois mois, par une seule dépêche collective souscrite

1. Chateaubriand, éd. Lefèvre-Ladvocat, t. XX, p. 405.

2. Gentz, *Dépêche aux Hospodars*, t. II, p. 140. Prokesch, III, p. 157. Il faut lire sur tout ceci l'excellent livre de M. G. Isambert, *l'Indépendance grecque et l'Europe*, Plon, Paris, 1900.

des grandes puissances de l'Europe ou par des dépêches simultanées exprimant le même vœu. Ce sont là de ces pièces diplomatiques qu'on aimerait à signer avec son sang [1].

Aujourd'hui, parlant des Macédoniens, Dieu me garde de reprendre à mon compte ces paroles de Chateaubriand! Je sais trop ce que l'on risque à faire « l'apologie du crime et de l'assassinat ». Pendant que les brûlotiers de Salonique se flattaient de montrer au monde comment un Macédonien sait mourir, nous avons entendu à nouveau le concert de la presse vertueuse, des grands ministres et des honnêtes gens déclarer que ces brigands avaient à jamais discrédité leur cause par leur conduite atroce et insensée.

C'est donc affaire entendue, jugée : les Macédoniens sont des criminels, des jacobins, des assassins; ils ont « le signe révolutionnaire » ou, comme nous disons aujourd'hui, anarchiste. Leurs brûlotiers méritent, et au delà, tout ce que l'on pouvait dire, en 1825, de Canaris et de Miaoulis. Ils n'ont même aucune des excuses que l'on pouvait alléguer à la décharge des Grecs. Car ils n'ont derrière eux ni Mycale ni Salamine. Ils ne descendent pas des gens de Marathon. Ils ne trouveraient dans leurs ancêtres qu'un exemple séculaire d'obéissance, de servitude, de vertu. Il y a cinquante ans encore, leurs grands-pères tenaient à honneur de prendre les restes du Turc, et leurs grand'mères d'être violées par le moindre aga :

L'étendue et la fécondité des plaines obligent les grands propriétaires [turcs] de se pourvoir, un peu avant la récolte des grains, d'un grand nombre de moissonneuses montagnardes. Ces filles [bulgares] arrivent sous la conduite de

1. Chateaubriand, *Note sur la Grèce*, p. 32.

deux ou trois jeunes hommes... Leur habitude est de se familiariser avec les Turcs subalternes qui commandent dans les métairies. Elles sont très flattées quand elles parviennent à attirer les regards des agas de second ordre. S'il arrive qu'à leur retour [dans leur village] elles deviennent mères, cette preuve de leur fécondité ne les empêche pas de se marier. Une fois épouses, leur rôle de moissonneuses est fini; elles ne sortent plus de leurs villages et s'honorent d'être fidèles à leurs maris [1].

Les petits-fils de ces femmes vertueuses sont sans excuse d'être devenus les révolutionnaires d'aujourd'hui.

*
* *

Mais comment le sont-ils devenus? A entendre le langage actuel des chancelleries européennes, on croirait vraiment qu'elles oublient et que nous pouvons oublier le rôle joué par elles en Macédoine.

Devant l'insurrection grecque, jadis, les Puissances pouvaient encore protester de leur indignation ou feindre l'étonnement. En 1825, la Russie, reniant ses efforts de 1770, l'Autriche, cachant les excitations de ses émissaires, l'Angleterre et la Prusse, fidèles amies du Turc, avaient beau jeu pour rejeter le mal sur la seule contagion de nos idées françaises et pour dire, avec le tsar Alexandre, « que le mouvement avait son centre en France, qu'Ypsilanti serait allé chercher ses instructions à Paris, s'il n'eût voulu hâter l'explosion pour secourir les Italiens, et qu'il n'y avait plus qu'un intérêt commun à tous les souverains, celui de combattre l'esprit révolutionnaire » [2].

1. Cousinery, *Voyage en Macédoine*, t. I, p. 94-95.
2. Viel-Castel, IX, p. 517.

Admirable langage dans la bouche d'un autocrate, qui avait fait d'Ypsilanti son aide de camp, son ami, son favori, et qui, parmi ses ministres, comptait Capo d'Istria, le futur président du gouvernement hellénique!

Des journaux étrangers reprennent aujourd'hui cette même accusation contre la France et les menées françaises. C'est encore notre faute, paraît-il, si les Macédoniens se révoltent : pour un peu, on oserait nous dire que les bombes de Salonique sont venues de Paris!

Je sais bien que l'on ne prête qu'aux riches. Mais devant l'histoire et la reconnaissance du genre humain, quand viendra le jour de mesurer l'œuvre accomplie depuis un siècle par nos disciples ou nos imitateurs, nous serons assez riches de gloire pour ne point voler à d'autres la part qui leur doit revenir. En Macédoine, nous n'avons été les ouvriers que de la vingtième heure. Tout le mérite de la révolution macédonienne revient à la Russie d'abord, aux Puissances continentales ensuite.

Jusqu'à ces dernières années, la France ignorait les Macédoniens. Ils n'étaient pour nous que des Thraces, des Péoniens, des Slavons, chair à marché d'esclaves, peuples sauvages et presque mythiques au fond d'un pays inconnu. Nous les ignorions ou, ne les connaissant que par les diatribes des Grecs anciens et modernes, nous les méprisions. A vrai dire, nous les ignorons encore. Il faut voir dans notre presse quotidienne les étranges découvertes que nos journalistes font là-bas...

L'Europe entière partageait, d'ailleurs, notre ignorance et notre mépris. C'est la Russie qui, la première, se tourna vers ces misérables et proclama que ces

Slavons étaient pourtant des hommes, des chrétiens, des frères. Pendant vingt-cinq ans (1853-1878), de la guerre de Crimée à la guerre des Balkans, la Russie officielle et privée ne travailla qu'à réveiller ces paysans soumis, résignés, abrutis.

Vers 1850, de toutes les provinces de l'Empire ottoman, la Macédoine était la plus tranquille, la plus satisfaite de son abjection. Elle ne tolérait pas seulement avec patience la tyrannie turque. Elle subissait encore et elle chérissait l'exploitation grecque. Car elle avait deux maîtres à Constantinople : le Sultan turc et le Patriarche orthodoxe. De Constantinople, outre les officiers temporels du Sultan avec leur cortège d'avanies, de « mangeries » et de violences, elle recevait encore, elle accueillait la meute affamée des moines, prêtres, évêques et autres agents spirituels du Patriarche. De concert, également intéressés à garder cette Macédoine, le Sultan et le Patriarche travaillaient et parvenaient sans peine à la maintenir dans l'ignorance.

Délibérément, patiemment, guidée par les desseins politiques de ses diplomates, mais entraînée aussi par la ferveur populaire de son christianisme médiéval, la Russie, déclarant la guerre au Sultan comme au Patriarche, vint transformer cette ruche disciplinée en un guêpier de révolution.

Au lendemain de la guerre de Crimée, ce fut en Macédoine que la Russie installa le centre de la croisade panslaviste. Pour arracher, disait-elle, ces frères slaves à la barbarie turque et à la « corruption » grecque, la Russie, pendant vingt-cinq ans, prêcha et soudoya la révolte contre les maîtres légitimes. Elle n'excita pas les sujets contre le souverain temporel. Elle souleva d'abord les fidèles contre le chef spiri-

tuel. Elle crut avoir rempli cette moitié de sa tâche quand, en 1870, les Macédoniens répudièrent l'obédience du Patriarche, chef et père de tous les orthodoxes, et quand ils ne voulurent plus, entre le Christ et leurs prières, que l'intermédiaire de leur propre clergé : ce fut pour transformer ces dévots orthodoxes en schismatiques, que la Russie fit alors créer par le Sultan, khalife (successeur) de Mahomet, un Exarque bulgare qui prit siège à Constantinople en face du Patriarche grec.

La Russie entreprit alors de soulever les Bulgares contre le Turc. Elle les fit révolter. Elle les appuya de ses diplomates et de ses soldats. Elle vint occuper leurs provinces. Elle crut enfin que son œuvre était complète quand, au traité de San-Stéfano, elle enleva la Macédoine à l'Empire ottoman pour en faire une province de la Grande Bulgarie, pour en donner la libre possession aux Slaves indigènes. En 1878, après San-Stéfano les vingt-cinq ans de propagande russe étaient couronnés de succès : affranchie du Turc, délivrée du Grec, la Macédoine était doublement libre.

*
* *

Mais au Congrès de Berlin les Puissances continentales remirent de nouveau la Macédoine entre les mains du Sultan. Sans protestation, elle rentra sous la courbache. L'œuvre russe était toute superficielle. Les germes d'indépendance n'avaient pas encore poussé de racines profondes. La Macédoine avait accepté les ordres de la Russie : elle accepta de même les décisions du Congrès de Berlin.

Alors que les Albanais, les Monténégrins, les Grecs

et les Roumains, protestant contre les décisions du Congrès et refusant de céder aux injonctions de l'Europe, menaçaient de recourir aux armes, la docile Macédoine se prêta à toutes les fantaisies. Sans révolte, elle redevint turque. La Russie sembla tout à coup renoncer à cette politique panslaviste qui avait été la grande pensée de deux règnes. Mais, durant vingt-cinq ans (1878-1903), reprenant l'œuvre russe à leur manière, ces mêmes Puissances continentales, qui rendaient la Macédoine à la Turquie, dressèrent les Macédoniens à la révolution.

Quand les Comités macédoniens parlent aujourd'hui d'autonomie et de réformes, quand ils appellent une intervention militaire et un contrôle de l'Europe, quand ils usent de bombes et d'engins savants, ce ne sont là ni formules ni instruments qu'ils aient inventés d'eux-mêmes. De 1853 à 1878, la politique russe avait conduit la Macédoine esclave et bigote vers le schisme et vers l'indépendance; de 1878 à 1903, les idées et les méthodes allemandes firent, des Macédoniens inertes et ignares, les révolutionnaires *scientists* que les bombes de Salonique nous révèlent aujourd'hui.

L'Allemagne officielle et son Empereur peuvent afficher leur amour du Sultan et étendre sur la Turquie leur protection toute-puissante. Mais pendant que Berlin cajole et protège le souverain, quel rôle Vienne a-t-elle rempli auprès des sujets, dans les provinces ottomanes et dans les principautés vassales?

Cette œuvre du cabinet autrichien fut secrète. Longtemps encore elle restera pour le public mystérieuse. Il suffit pourtant d'avoir vécu quelques semaines en Macédoine pour savoir la propagande efficace faite autour de chaque consulat autrichien,

les cadeaux, pensions et promesses distribués, les ententes, petits complots et grands projets, — et l'exemple de la Bosnie et de l'Herzégovine sans cesse rappelé aux malheureux Macédoniens : la Bosnie et l'Herzégovine, terres slaves comme la Macédoine, si misérables jadis sous le joug turc, comme la Macédoine, si florissantes, aujourd'hui, dit-on, vrai paradis à la porte de l'enfer balkanique, depuis que l'Autriche s'est chargée du bonheur de ces provinces qui demeurent néanmoins parties intégrantes de l'Empire ottoman. Quand les Macédoniens réclament aujourd'hui le même sort, quand ils demandent à rester sujets ottomans, mais à vivre sous la tutelle effective des Puissances, il faut bien reconnaître que parmi eux la prédication autrichienne a fait quelques disciples et qu'elle leur a fourni quelques articles de leur programme.

Mais cette propagande des agents officiels, malgré son adresse et malgré sa durée, n'eut que de médiocres effets, comparée à d'autres forces révolutionnaires que l'Autriche et, par son intermédiaire, l'Allemagne déversaient incessamment sur la Macédoine. Pour ne parler ici que de deux de ces forces, croyez-vous qu'un peuple puisse longtemps rester dans la servitude et s'y vautrer avec complaisance, quand vous lui fournissez des chemins de fer et des écoles?

La locomotive est le plus fort des engins, le premier des signes révolutionnaires. Qui donc a poussé jusqu'à Salonique, à travers toute la Macédoine, les locomotives allemandes? qui donc a rêvé et qui donc s'efforce de faire de cette ligne macédonienne la grand'route de la civilisation et du commerce entre l'Europe centrale et le Levant, entre les mers du

Nord et les mers ou les océans du Sud, entre Buda-Pest et Alexandrie, entre Hambourg et le Pacifique? qui donc a déjà fait de Salonique juive le meilleur correspondant de Vienne et de Francfort?

Vous voulez que la Macédoine reste barbare, reste pauvre, et chaque jour vous lui faites passer devant les yeux l'image triomphante de la civilisation et de la richesse! Vous voulez que la Macédoine reste en léthargie, et chaque jour vous lui déchirez les oreilles de ces sifflets qui viennent à bout de tous les sommeils! Quand, au long des voies ferrées, l'Europe se met en marche vers le bonheur, vous pensez que la seule Macédoine piétinera dans sa misère! Mais calculez, un peu, combien de fois, depuis vingt ans, au passage de chacun de vos convois, un vent de liberté est venu balayer cette plaine. Supputez les semences de révolution qui, depuis un quart de siècle, chaque jour, à chacun de vos arrêts, sont tombées de vos journaux, de vos lettres, de vos moindres écrits.

Ne feignez donc plus d'étonnement hypocrite quand, après vingt ans de cette propagande quotidienne, les Macédoniens, faits à votre langue, vous répètent le cri dont vos agents ébranlent leurs convois : « *Fertig!* nous sommes prêts! » Ce sont vos rails qui ont galvanisé cette Macédoine inerte. Ce sont vos commis-voyageurs, vos ingénieurs, vos chefs de gare, vos correspondances, toutes vos relations de commerce et d'affaires qui ont fait entrevoir à ce peuple la possibilité, la nécessité du règne de la justice. Les voyages, dit-on, forment la jeunesse des hommes; les chemins de fer forment bien plus vite encore l'enfance des peuples.

Et les écoles! On va répétant que c'est la Bulgarie,

la propagande bulgare, les maîtres bulgares, les écoles et gymnases bulgares qui, du Macédonien, ont fait un anarchiste.

Assurément, on ne pourra jamais grandir outre mesure cette œuvre scolaire des Bulgares, ni exagérer le rôle de la Bulgarie dans le réveil de la Macédoine : si, pour la diffusion de la culture, des sciences et du progrès, proportionnellement à leurs ressources, toutes les puissances européennes avaient fait à travers le monde un effort égal à celui de la Bulgarie en Macédoine, il ne resterait plus un barbare ni un illettré à la surface de la terre. Mais pense-t-on réellement nous faire croire que la seule Bulgarie, illettrée elle-même et barbare il y a vingt-cinq ans, a d'elle-même projeté, entrepris et accompli cette besogne civilisatrice?

La Bulgarie, au lendemain du traité de Berlin, n'était qu'une expression géographique : sans personnalité, sans vie, ce n'était qu'un morceau de la nébuleuse panslaviste. Abandonnée à elle-même, elle serait restée dans l'inconscience et la torpeur : elle mettrait encore son bonheur et sa gloire à n'être qu'un instrument de l'autocrate moscovite.

Qui donc, au lendemain du Congrès de Berlin, décida que le Bulgare ne resterait pas un autre Cosaque? Qui, depuis vingt-cinq ans, en a voulu faire le soldat de l'Europe, le rempart et l'avant-garde de la civilisation occidentale en face de la servitude et de l'obscurantisme levantins? Qui soutint Stamboulof dans son œuvre révolutionnaire, et le prince Ferdinand dans sa politique libératrice?

Depuis vingt-cinq ans, les Bulgares, gouvernement et citoyens, n'ont été que les disciples de la culture germanique, les pionniers intellectuels de l'Allemagne

dans le *Drang nach Osten*. Ils accourent aujourd'hui à nos écoles et à nos universités françaises parce qu'après vingt-cinq ans d'hégémonie allemande ils découvrent — et le reste du monde avec eux — que la France malgré tout redevient la suprême éducatrice des peuples. Mais dans ce dernier quart de siècle ce fut aux universités allemandes qu'alla s'instruire la jeune Bulgarie : la lumière bulgare au Levant ne fut qu'un reflet du soleil germanique.

En Macédoine même, il suffit de comparer les écoles bulgares aux écoles rivales pour constater la différence.

Les Grecs, imbus de nos méthodes anciennes, trop longtemps formés à la routine d'où nous sortons aujourd'hui, distribuent encore dans leurs gymnases macédoniens cette culture littéraire, cette culture désintéressée, qui fournissait, paraît-il, à la France du XVIIe siècle son peuple d' « honnêtes hommes », mais qui ne donne plus à la Grèce d'aujourd'hui que ses nuées de bavards et de politiciens, de médecins-députés et d'avocats-ministres. Fondé sur le modèle des écoles réelles de l'Allemagne, imbu des nouvelles méthodes allemandes, le gymnase bulgare a tourné les Macédoniens vers les études scientifiques et utilitaires, vers la connaissance du monde actuel et vers le souci des réalités : il en a fait des citoyens du XXe siècle, capables de gagner leur vie et de servir le corps social.

A la première visite de deux écoles grecque et bulgare, la différence saute aux yeux : où l'un met une éprouvette entre les mains de ses élèves, l'autre n'aura qu'un Démosthène et jurera par les défunts de Marathon. A la première rencontre aussi de deux révolutionnaires grec et bulgare, est-il besoin de dire que

la même différence éclate? Sur la route du Turc, le Grec ne sait plus mettre aujourd'hui que des injures homériques; le Bulgare y place les derniers produits de la chimie européenne.

Aussi les Grecs affichent à l'endroit du Macédonien, élève du Bulgare, le mépris que dans nos lycées jadis les seigneurs du « classique » témoignaient aux travailleurs du « moderne ». Pour les Grecs, le Macédonien n'est toujours qu'un Thrace sans culture, un Barbare sans parole articulée, une brute, un esclave. Étrange méprise qui pèse lourdement sur les affaires balkaniques et qui pèsera plus lourdement encore sur l'avenir de l'hellénisme!

Les Grecs se figurent qu'ils ont toujours dans le monde levantin le monopole de la culture et de « l'Idée ». Ils pensent être les seuls à défendre la cause de la civilisation et du progrès, Ils s'imaginent (c'est ce qu'ils lisent dans Hérodote) que, seuls, ils peuvent être le boulevard de l'Europe contre l'Asie. Ils ne veulent voir dans le Bulgare que ce qu'il était il y a vingt-cinq ans, un émule du Cosaque, un suppôt de l'ignorance et de la barbarie. Confiants dans ce monopole imaginaire, ils s'endorment en de trompeuses espérances. Comme le triomphe de l'idée sur la force, de l'humanité sur la brute leur semble inévitable, ils escomptent que du même coup la marche naturelle des choses amènera leur propre triomphe. Quand leurs meilleurs amis (et j'ai quelque droit à être compté parmi ceux-là) leur conseillent de prendre garde, quand on leur parle de culture bulgare et d'idée macédonienne, ils ne répondent que par des haussements d'épaules ou des soupçons injurieux : aux Athéniens d'aujourd'hui, ne parlez pas du Bulgare (je viens d'en faire l'expérience) sans y

joindre les épithètes de *sauvage* et de *fauve;* vous ne seriez qu'un « bulgarophile » et un « vendu ».

Et pourtant, elle est là, terrible concurrente de l'hellénisme, cette culture bulgare, ambitieuse de vivre, outillée à la moderne, armée de science, assouplie aux exercices et aux méthodes germaniques. Elle est là, cette idée macédonienne, dont les Grecs s'entêtent à nier l'existence et dont ils feraient mieux de mesurer la grandeur et les chances d'avenir. Car cette idée macédonienne porte peut-être en elle des germes que, serbe, bulgare ou grecque, les autres idées balkaniques n'avaient et n'ont pas.

*
* *

Serbe, bulgare ou grecque, ces idées jusqu'ici n'ont été que nationalistes : elles ne visent qu'au renversement de l'oppression étrangère; elles ne rêvent que l'extension militaire des frontières nationales aux dépens de la turquerie ou des chrétientés voisines. Le Grec en particulier se figure que le monde sera régénéré, pacifié, heureux, à la minute où la croix hellénique sur fond bleu remplacera le croissant turc sur fond rouge. Il pense que le problème levantin sera résolu quand les préfets grecs siégeront aux *konaks* des pachas et quand, à Sainte-Sophie redevenue chrétienne, quelque successeur de Constantin reviendra ceindre la couronne. Les Macédoniens ont des visées plus hautes, des soucis plus lointains.

Les ambitions d'une petite patrie et l'égoïsme d'une petite race ne leur semblent pas le but idéal. Changer l'oppression turque contre la dépendance grecque, serbe ou bulgare, ne leur semble pas un gain suffi-

sant. Ils savent que leur Macédoine est peuplée de Bulgares, de Serbes, de Grecs, de Valaques, de Juifs, de Turcs et d'Albanais. Ils veulent qu'elle ne devienne la conquête exclusive et la victime d'aucune race particulière, mais que tous les peuples y puissent coexister.

Ils se proclament fédéralistes. Ils demandent donc à leurs adeptes que chacun dépose son égoïsme national et travaille d'abord au développement de la communauté macédonienne pour préparer l'établissement futur de la fédération balkanique. Ils constatent l'impuissance des Grecs, Bulgares ou Serbes isolés. Ils sentent, d'autre part, que longtemps encore Constantinople restera aux mains de l'oppresseur ou qu'elle ne troquera l'esclavage turc que contre la servitude moscovite. Placée au centre des petits États, ils voudraient que leur Macédoine devînt le trait d'union entre les races et les langues de tous les peuples opprimés; le commerce de Salonique, pensent-ils, grouperait en un *Zollverein* tous les intérêts de la péninsule.

Ce sont là, peut-être, ambitions chimériques, mais ce sont aussi ambitions nouvelles au Levant. Ni le Grec, ni le Bulgare ne les avait encore formulées. Le Grec surtout est si peu fait à les comprendre, qu'il est tout prêt à les nier. Depuis un siècle, notre culture française ne l'a dressé qu'aux conceptions unitaires; il ne peut imaginer qu'un État unifié, centralisé, à la mode française. Aussi met-il en doute la sincérité des Macédoniens. Ce ne sont, à l'entendre, que Bulgares masqués qui, demain, feraient de la Macédoine autonome ce qu'ils ont fait déjà de la Roumélie, — une province de la Grande Bulgarie.

« La Macédoine révolutionnaire n'est, disent les

Grecs, que l'agent secret de la Bulgarie officielle. Les Comités et l'Organisation intérieure n'ont de racines qu'à Sofia. C'est moins aux Turcs et à l'Islam qu'à l'hellénisme et aux Grecs de Macédoine que les Comités ont déclaré la guerre. » Ainsi parlent les journaux d'Athènes, et de bonne foi souvent, car les faits leur apparaissent ainsi. Mais la vérité est quelque peu différente.

Les Comités macédoniens se sont attaqués aux Grecs de Macédoine; des bombes ont été dirigées contre les Grecs de Salonique. Ce sont là faits indiscutables.

Mais les Comités protestent que les querelles ou rivalités nationales n'avaient que faire en tout ceci. « Pour nous défendre, disent-ils, nous devons être impitoyables envers les espions, mouchards et agents de la police turque : nous avons donc exécuté, sans distinction de race, tous les dénonciateurs. Il s'est trouvé qu'en majorité c'étaient des Grecs : c'est que les Grecs, aveuglés par leur propagande nationale, se sont faits les auxiliaires des Turcs, que le gouvernement d'Athènes s'est fait le bras droit d'Abd-ul-Hamid et que systématiquement il a organisé et payé la délation contre nous. »

Sur ce premier point, les rapports consulaires de notre dernier *Livre Jaune*, les déclarations et les actes mêmes du gouvernement grec [1] montrent que les Comités disent vrai.

1. Cf. *Livre Jaune* (1903), p. 4. On lit dans le *Temps* du 5 juin 1903 : « Une nouvelle qui produit ici (Salonique) une pénible impression est celle de l'arrestation à Volo de trente *comitadjis*, leur embarquement à bord d'un vapeur de la compagnie Hadji-Daoud, sous prétexte de les renvoyer chez eux et leur livraison à la police turque de Salonique. Le fait n'a pas besoin de commentaires ».

Il est malheureusement vrai que les directeurs de l'hellénisme l'ont engagé dans une voie qui ne peut le mener qu'à la honte. Athènes, qui recevait il y a six ans les réfugiés de Crète et de Thessalie, est aux pieds d'un ambassadeur turc. Roi, princes et ministres sont trop honorés de recevoir les grands cordons d'Abd-ul-Hamid. Les étudiants d'Athènes adressent au Sultan leurs félicitations les plus humbles. Des officiers grecs parlent de rejoindre cette armée turque, dont ils ont en Thessalie si bien mesuré la maîtrise. Quand ils dressent à Lamia la statue d'un héros de l'Indépendance, les Hellènes prennent bien garde de réveiller en leurs discours les vieilles indignations et le vieil enthousiasme : on croirait vraiment, à les entendre, que Diakos, Kolokotronis, Odysseus et Canaris étaient déjà les plus fidèles amis de la Porte, — les plus zélés valets du bourreau.

Cette alliance gréco-turque, qu'ils rêvent de conclure, est une véritable faillite morale. J'ai peur que la liquidation n'en soit un jour désastreuse.

En 1893, quand les politiciens d'Athènes, reniant les dettes de l'État, déclarèrent que la Grèce faisait banqueroute à ses créanciers, tous les amis de l'hellénisme leur prédirent en vain qu'une telle mauvaise foi serait trop tôt récompensée : trois ans plus tard, commissaire des financiers européens, l'empereur d'Allemagne prenait les Turcs pour recors et les amenait jusqu'à Domoko. Aujourd'hui, moins de dix ans après, voici que, reniant tout le passé de leur peuple, ces mêmes politiciens font banqueroute à la solidarité qui devrait unir toutes les victimes.

Nous avions déjà vu, pendant la guerre sud-africaine, ces descendants de Léonidas célébrer des messes pour le triomphe des armes anglaises. Se

rendent-ils compte que devant le monde civilisé il devient de jour en jour plus difficile de plaider leur cause? En un jour prochain (et ce jour peut-être est plus proche qu'ils ne croient : la Macédoine succombant demain, ce serait après-demain peut-être que, rentrant chez eux, les *rédifs* — réservistes — d'Anatolie voudraient se payer sur le Grec d'Asie des fatigues de la campagne), si Abd-ul-Hamid reprenait contre leurs frères de Smyrne, d'Asie Mineure et des Iles la politique expéditive qui lui a réussi contre les Arméniens, les Grecs pensent-ils que leur conduite actuelle leur aurait gagné la sympathie et la pitié de l'univers?...

Les Comités macédoniens disent encore : « Pour subsister, il nous faut de l'argent, et nous voulons que ceux-là paient la révolution, qui de la révolution profiteront le plus. Les riches verraient décupler leur fortune si demain la Macédoine était libérée : terres, maisons, propriétés décupleraient de valeur au départ des « mangeries » turques. Voulant que les riches contribuent au *prorata* de leur fortune, nous avons violenté tous ceux qui refusaient. Les journaux d'Athènes n'ont enregistré que les Grecs. Mais, sans distinction de race, nous avons heurté ou forcé la porte de tous les riches. Au décuple, la révolution remboursera ces emprunts forcés ».

Voilà sans aucun doute un langage révolutionnaire : il témoigne, du moins, de l'égale impartialité des Comités envers leurs victimes de toutes races. Ici encore, les rapports consulaires nous disent que slaves ou grecs, valaques ou turcs, les grands propriétaires macédoniens ont tous dû subir la loi des Comités : les Grecs avaient les journaux d'Athènes pour se plaindre; leurs plaintes sont venues jusqu'à

nous; mais celles des autres ne furent ni moins vives ni moins répétées; seulement elles ne furent enregistrées par personne.

Il ne faut donc pas mettre en doute la bonne foi des Comités quand, ni bulgares, ni serbes, ni grecs, mais macédoniens, ils proclament leur détachement absolu de toute petite patrie, leur désir actuel de Macédoine régénérée et leur rêve futur de grande fédération balkanique. Telle est assurément leur conception directrice et, d'ailleurs, tel est leur véritable intérêt : à la remorque des Grecs ou des Bulgares, les Macédoniens ne seraient pas grand'chose; à la tête des peuples balkaniques, ils peuvent avoir un rôle de premier plan.

*
* *

Mais cette idée directrice, croit-on vraiment encore que d'eux-mêmes ils l'aient inventée? ou cette conception fédéraliste, nous dira-t-on qu'elle leur fut transmise par nos révolutionnaires, par nos jacobins? Que serait cette future Balkanie, sinon quelque autre Allemagne où, près des grands États, les moindres communautés conserveraient leur place, où, près des royaumes, les républiques et villes libres subsisteraient, où Salonique juive et Kavala grecque administreraient leurs ports, comme Hambourg, Brême et Lubeck administrent les leurs, où l'intérêt commun concilierait les haines de races et les rivalités de clochers?

« Impossibilité! chimère! dira-t-on. L'Allemagne n'a pu grouper sa fédération qu'autour d'une langue commune. » L'avenir jugera la valeur de cette conception macédonienne : au centre de l'Europe, une

fédération s'est agglomérée et maintenue dont l'existence peut sembler bien plus paradoxale.

La Macédoine autonome et la Balkanie fédérée n'auraient, en fin de compte, à concilier que des Grecs et des Bulgares. Les autres races disparaîtraient bien vite ou se fondraient sans peine. Au lendemain de l'autonomie, les Turcs quitteraient la Macédoine comme ils ont quitté le Péloponnèse et la Thessalie jadis ou, récemment, la Crète; ils reprendraient le chemin de leur Asie Mineure. Les Valaques de Macédoine sont presque entièrement hellénisés déjà. De Serbe à Bulgare, la fusion serait rapide. Les Juifs de Salonique, gagnant plus d'argent dans leur commerce, ayant plus de sécurité dans leur ville affranchie, accepteraient à leur habitude un changement de nationalité. Et les Albanais iraient à qui saurait les prendre.

Resterait donc à concilier des Bulgares et des Grecs, deux races, deux religions et deux langues. Comptez en Suisse le nombre de peuples, de dialectes, de cultes, de Français, d'Allemands, d'Italiens, de catholiques, de luthériens, de calvinistes, qui vivent en bonne intelligence sous le même drapeau fédéral.

Si j'invoque cet exemple de la Suisse, c'est qu'en réalité il fut d'un grand poids sur les conceptions macédoniennes : Genève fut, après les universités allemandes, un centre d'éducation pour les Bulgares et Slaves balkaniques. De Vienne et de Berlin, c'est par Genève que les étudiants slaves sont venus à nos universités françaises. Les idées et mœurs suisses ont pénétré les Macédoniens. C'est à l'image d'un canton suisse qu'ils façonneraient leur future Macédoine, à l'image de la fédération suisse qu'ils rêvent leur future Balkanie.

Il ne faut donc pas les accuser de rêves chimériques : ils ont un modèle précis devant les yeux. Ils ne prennent point d'ailleurs leurs rêves ni leurs désirs pour la réalité. Ils savent qu'entre les misères du présent et le triomphe de ce lointain idéal la route sera longue, très longue, que des générations, des siècles peut-être s'useront à cette tâche et que, seule, une méthodique et invincible patience conduira quelque jour leurs peuples à ce règne de la fraternité.

Pour le moment, on les contenterait à peu. Ils ne réclament pour leur Macédoine ni autonomie ni indépendance ni même droits politiques : ils demandent seulement pour leurs peuples le droit à la vie, la possibilité du pain quotidien. On les proclame révolutionnaires : ils prient l'Europe de les mettre sous le régime de la justice et de la loi. On les dit socialistes, anarchistes, jacobins, que sais-je? ils veulent travailler (et le mot travail, dans la bouche de ces paysans, n'est pas un vain mot) à l'exploitation de leurs terres; ils supplient qu'on leur garantisse seulement les fruits de leur travail.

Ils disent que sous le régime hamidien la Turquie n'est plus habitable; sous un autre régime, ils accepteront encore cette Turquie avec tous ses défauts. Ils resteront sujets ottomans, si l'Europe le veut et tant que l'Europe le voudra. Mais, dans cette Macédoine ottomane, que la vie soit possible, l'atmosphère respirable! que la sécurité et la justice y paraissent quelquefois! que la civilisation et le bonheur s'y puissent implanter!

Voilà ce que demandent, ce que répètent tous leurs Comités. Et, d'une commune voix, depuis dix ans, les consuls européens, les voyageurs et les témoins

impartiaux — et M. Constans lui-même — déclarent qu'en effet cette Macédoine hamidienne est intenable, non seulement à tout citoyen de tête et de cœur, mais à tout homme d'honneur et de foi.

L'Europe entière a dû reconnaître enfin que cet état de choses ne peut plus subsister, que l'intérêt de la paix générale, à défaut du sentiment de la justice et des devoirs de la solidarité humaine, exige de promptes, efficaces et profondes réformes. On impose donc le plan de ces réformes à Abd-ul-Hamid et l'on dit aux Macédoniens : « Tenez-vous tranquilles! vous aviez tous les droits de vous plaindre; vous allez être satisfaits! » Patiemment, les Macédoniens attendent les réformes. Ils attendent durant six années (1896-1902). Puis il leur faut recourir à la menace pour que les Ambassadeurs donnent à la promesse de l'Europe un semblant d'exécution.

Enfin, voici les réformes promulguées (décembre 1902), et voici venir de Constantinople les inspecteurs et commissaires qui les doivent mettre en pratique. On écrit de Salonique le 15 décembre 1902 :

L'inspecteur général des provinces de la Roumélie, Hilmi-Pacha, est arrivé à Salonique dans la soirée du 8 décembre, accompagné d'un général de division, de deux fonctionnaires et de plusieurs secrétaires. Il en est reparti le 12 pour Uskub. Pendant son séjour, il n'a guère quitté l'hôtel où il était descendu; il y a convoqué quelques fonctionnaires et s'y est fait apporter un certain nombre de dossiers. Il paraît s'être particulièrement occupé des questions financières.

Cette mission extraordinaire paraît avoir été accueillie avec le plus grand scepticisme, tant par le monde des fonctionnaires ottomans que par les diverses classes de la population. Elle avait été précédée, en effet, par un communiqué officiel résumant les soi-disant réformes dont

l'Inspecteur devait préparer l'exécution. Or, on considère généralement ici que ce document, rempli, en grande partie, par la confuse répétition d'extraits de la législation en vigueur, ne contient en fait de dispositions nouvelles que des mesures insignifiantes ou plus nuisibles qu'utiles.

Je ne fais que traduire l'opinion générale en la résumant comme suit : les nouvelles réformes consistent dans la multiplication de rouages coûteux et irresponsables; il semble qu'on ait voulu organiser, non le progrès, mais la résistance. Cependant, si l'on veut parer à l'éventualité de plus en plus probable de troubles graves au printemps prochain, il est urgent d'introduire dans les provinces macédoniennes des réformes sérieuses et pratiques, susceptibles de rendre aux populations de toute race et de toute religion quelque confiance dans un avenir meilleur.

Cette lettre n'est pas d'un révolutionnaire à son Comité, ni même d'un correspondant à l'un de nos journaux. Elle est de notre consul de Salonique à notre ministre des Affaires étrangères. Elle figure dans le dernier *Livre Jaune*, p. 48-49, et, pour la commenter, on peut lire à la même page (15 décembre 1902) cette dépêche de notre chargé d'affaires à Constantinople :

Le Palais, la Porte et, d'une manière générale, tout le monde turc affectent de croire que les « instructions » du Sultan règlent définitivement la question macédonienne, et que, depuis leur promulgation, la situation s'est beaucoup améliorée. Cet état d'esprit ressort notamment d'un communiqué officiel publié ces jours derniers par les journaux turcs de la capitale. Mais la réalité est loin de correspondre aux dithyrambes des officieux turcs.

D'après tous les renseignements que je reçois et qui concordent avec ceux des autres Ambassades, jamais les exactions et les brutalités n'auraient été plus nombreuses de la part de la gendarmerie et de la troupe régulière. Des colonnes volantes sillonnent le pays pour rechercher les

armes et les saisir; pendant leurs perquisitions, elles sont logées chez l'habitant et profitent de cette circonstance pour dévaliser celui-ci. Le directeur du chemin de fer de Salonique-Monastir me disait avant-hier que, le jour de paye, les employés de la Compagnie étaient régulièrement dépouillés par les soldats chargés de garder la voie. L'Ambassadeur de Russie m'a entretenu de ce redoublement de persécutions : il constate que les violences des Turcs affolent la population macédonienne, qui émigre en foule dans la principauté de Bulgarie.

Quelques mois se passent (décembre 1902-février 1903). Le « redoublement de persécutions et de violences », dont parle l'ambassadeur russe, les « exactions, brutalités » et pillages, que signale notre chargé d'affaires, et l'échec complet des prétendues réformes enlèvent aux Macédoniens, comme le prévoyait notre consul, « toute confiance en un avenir meilleur ». Ils se désespèrent. Ils gémissent. Ils osent se plaindre avec insistance.

L'Europe leur répond alors par cette note austro-russe, dont j'entretenais plus haut mes lecteurs. Les Comités, avec raison, disent que cette note est une perfidie, une trahison, et que l'Europe abandonne la Macédoine aux fureurs maniaques d'Abd-ul-Hamid. Pourtant, de chancellerie en chancellerie, ils envoient, pour plaider la cause macédonienne, leurs délégués qui, froidement, exposent la situation et, sans récrimination, humblement, implorent une dernière fois le secours des Puissances. Londres se tait. Paris et Rome donnent de bonnes paroles. Berlin dédaigne. Vienne et Pétersbourg menacent. Duo de Ponce-Pilates, la Russie, qui pendant vingt-cinq ans prêcha la révolte à ces malheureux, et l'Autriche, qui pendant vingt-cinq ans les dressa à la révolution, leur

déclarent aujourd'hui qu'il faut rester sous le couteau, que le Sultan est leur maître légitime, absolu, et que l'obéissance à toutes ses folies est le premier de leurs devoirs...

C'est alors qu'éclatent les bombes de Salonique (30 avril 1903).

Les Comités protestent aujourd'hui que ces attentats sont l'œuvre d'une folle minorité, que jamais le Parti macédonien et l'Organisation intérieure n'ont conseillé ni approuvé ces crimes et que le peuple macédonien ne saurait être responsable du coup de tête de quelques désespérés. Ils ajoutent (et le consul de France à Salonique confirme leur témoignage) que la police turque a connu d'avance les préparatifs de ces attentats, mais qu'elle a fermé les yeux, ne redoutant pas une conspiration sérieuse et espérant que deux ou trois bombes éclatées lui permettraient une sanglante répression.

Nous ne sommes point obligés de croire les Comités sur parole. Chacun de nous est libre de flétrir, comme il l'entend, cette sauvage équipée. Il s'est fait à Salonique un gâchage de vies humaines que toutes les protestations du monde ne pourront pas réparer et que, pour mon compte, sachant la valeur du sang, je déplore et je maudis plus que personne. Arménie, Transvaal, Siam, Venezuela ou Maroc, j'ai toujours combattu toutes les politiques de meurtre et de violence : s'il est une maxime dont je sois pénétré, c'est le vieil adage des radicaux anglais : « la force n'est jamais un remède ».

Mais je réserve mon indignation aux auteurs véritables, à ceux qui, depuis cinquante ans, poussèrent les Macédoniens vers cette impasse. Quant aux exécutants, je ne puis oublier qu'en portant la bombe ils

savaient qu'ils allaient à la mort. Sans scrupule, ils ont versé le sang d'autrui; mais, sans hésitation, ils ont donné le leur. Leur crime est peut-être inexpiable : leur courage fut sûrement héroïque.

*
* *

Et maintenant que fera l'Europe? Laissera-t-elle plus longtemps la représentation de ses droits et la garde de ses intérêts aux seules mains de la Russie et de l'Autriche?

On nous dit que ces deux Puissances ont en Macédoine des « intérêts supérieurs ». Je vois bien que l'Autriche a l'intérêt supérieur de réduire les Macédoniens aux extrêmes, afin d'intervenir en personne et, de Sarajevo à Novibazar, de Novibazar à Uskub, pousser enfin jusqu'à Salonique. Mais je ne vois pas, à vrai dire, quels intérêts la Russie peut invoquer, supérieurs à ceux de l'Italie, de l'Angleterre ou de la France. Elle n'est pas limitrophe de la Macédoine. Elle n'a aucun lien commercial avec Salonique.

Autrefois, la Russie mettait son intérêt et son honneur à défendre, à relever les malheureux Slaves macédoniens : faisant des sacrifices pour ces clients, elle acquérait des droits à plaider leur cause et à être entendue. Mais depuis dix ans, elle proclame qu'elle répudie ces billevesées et qu'elle ne donnera plus un homme ni un écu. C'est en Mandchourie qu'aujourd'hui elle possède ses « intérêts supérieurs » : c'est vers la Mandchourie qu'elle détourne systématiquement, obstinément, les yeux. Trop occupée vers Pékin, elle ne veut rien voir à Constantinople. A quel titre alors s'arroge-t-elle en Macédoine un rôle d'arbitre et un mandat d'humanité?

Il faudrait que l'Europe considérât une bonne fois sur quelle route elle s'engage derrière cette direction austro-russe. Nous devrions pourtant la reconnaître, cette route tortueuse. Nous l'avons suivie déjà. De 1821 à 1827, de sottises en faiblesses, de reculades en bonds forcenés, de crimes en regains de justice, cette même direction austro-russe nous a déjà conduits par les mêmes étapes. Cette route aboutit à Navarin. Que les diplomates d'aujourd'hui relisent cette histoire : elle vient d'être résumée à leur intention par M. G. Isambert en son livre *l'Indépendance grecque et l'Europe*. A chaque page, dans la conduite ou dans la bouche de leurs prédécesseurs, nos diplomates actuels retrouveront leurs propres actes ou leurs propres paroles.

Alors, comme aujourd'hui, l'Autriche et la Russie tâtonnaient, hésitaient, avançaient, reculaient, poussaient un jour aux mesures violentes contre les Grecs « révolutionnaires », réclamaient et menaçaient le lendemain en faveur des Grecs « chrétiens ». Tour à tour courtisane de l'absolutisme turc et avocate ou complice de la rébellion grecque, ardente défenderesse des principes conservateurs et protectrice obligée des revendications populaires, cette alliance donna pendant cinq ans (1821-1826) le spectacle qu'elle nous redonne aujourd'hui.

Alors comme aujourd'hui, la Russie pensait avoir la conduite de toute cette affaire : l'empereur Alexandre croyait tenir entre ses mains le sort des révoltés. Mais M. de Metternich se flattait de ne laisser au tsar que l'apparence et d'être lui-même le conducteur en vérité : « De tous les enfants du monde, disait-il, l'empereur Alexandre est le plus enfant ». — « La Russie, disait-il encore, joue un rôle bien triste. J'ai

remporté la victoire la plus complète que jamais cabinet ait remportée sur un autre... Le cabinet russe a détruit d'un seul coup l'œuvre de Pierre le Grand et de ses successeurs : tout ce que la Russie perd en force morale, la Porte le gagne. » Et quand Nicolas succédait à Alexandre, le même Metternich pensait que l'on pourrait « user de Nicolas comme certains spéculateurs usent des héritiers d'une grande fortune jeunes et inexpérimentés ».

En réalité, cette Russie et cette Autriche, qui sur le bord de la scène s'agitaient en geste incohérents, n'étaient ni les protagonistes, ni même les vrais acteurs du drame. Derrière, au second plan, d'autres comparses, France et Prusse, ne tenaient aussi qu'un rôle effacé : la France, suivant le mot de Talleyrand, « attendait le courrier de Saint-Pétersbourg pour prendre la moindre décision » (la France, malgré tout conservatrice, garde toujours le même rôle); la Prusse (c'est aujourd'hui l'Italie qui a pris l'emploi) « timide et comprimée » (mot de Metternich) n'osait rien contre l'Autriche. Mais au troisième plan, et souvent dans les coulisses, l'Angleterre « hautaine, arrogante, pleine de coups de théâtre » (autre mot de Metternich) conduisait la pièce au gré changeant de ses intérêts : — est-il besoin de dire que l'Allemagne aujourd'hui a repris ce rôle profitable?

L'Angleterre d'abord avait affiché un violent amour du Turc. L'intégrité de l'Empire ottoman, le maintien de la barbarie turque était le premier de ses soucis : « La Turquie, écrivait au tsar lord Castlereagh, constitue dans le système de l'Europe un mal nécessaire, malgré sa barbarie... L'état particulier et maladif de cet empire doit arrêter toute tentative d'y rétablir l'ordre... Les Turcs sont en proie à une sorte de fré-

nésie qui les rend inaccessibles à la voix de la modération; ces convulsions une fois apaisées, ils feront droit aux réclamations de la Russie. » — Il doit exister, j'imagine, aux archives de Saint-Pétersbourg, dans les cartons de ces années dernières, quelque lettre toute pareille de l'empereur Guillaume.

Donc, en 1821, le ministère anglais expose, en son parlementaire *State of Nation*, la nécessité « non seulement de conserver la Turquie, mais encore de la fortifier ». L'ambassadeur anglais à Constantinople contrarie ou ralentit toutes les réclamations des Puissances. Quand la Russie passe aux menaces, il promet formellement à la Porte l'appui de la flotte anglaise. Trois ans, les démarches, notes et protestations de l'Europe échouent contre cette opposition. Mais au bout de trois ans, ayant mieux fait le compte de ses intérêts, sentant que le Turc est le « cheval noir » et que le Grec a des chances d'arriver au poteau, calculant d'ailleurs que, nation maritime, race commerçante, peuple répandu dans toutes les places du Levant, le Grec peut devenir un client et un courtier de premier ordre, l'Angleterre se fait lentement moins hostile, puis favorable, puis toute dévouée aux réclamations grecques.

Elle rejette sur la Russie et sur l'Autriche l'odieux des mesures répressives ou dilatoires, — sur la Russie particulièrement, car les Grecs jusqu'ici espéraient dans le tsar, et l'Angleterre veut ruiner l'influence de cet ancien protecteur. Elle console et flatte les rebelles. Elle leur reconnaît la qualité de belligérants. Elle leur offre sa médiation. Elle les amène à mettre en elle tout leur espoir, à implorer même son protectorat. En 1825, Mavrocordato propose au Conseil des insurgés « de placer le dépôt de la liberté nationale sous la

protection de la Grande-Bretagne », et les Grecs demandent pour roi un prince de famille anglaise...

Alors Russie, Autriche, France, toute l'Europe affolée rivalise de zèle pour ne pas laisser à l'Angleterre des clients aussi utiles, des serviteurs aussi dévoués. Toutes les Puissances deviennent philhellènes. C'est à qui renchérira dans son amour pour les « héros » grecs, dans sa haine contre le Turc « barbare ». On se hâte. On se bouscule. On perd la tête. On court à Navarin, et là, pour le plus grand bénéfice des Anglais, on coule cette flotte égyptienne qui, seule dans les mers levantines, aurait pu tenir les Anglais en échec : c'est à Navarin qu'en réalité, l'Europe livra l'Égypte à l'Angleterre.

Voulons-nous aujourd'hui retourner à Navarin? L'Allemagne est là, toute prête à nous y conduire.

*
* *

Prenez une carte de Turquie et voyez si pour l'Allemagne, puissance terrienne, la Macédoine n'est pas aujourd'hui l'exact équivalent de ce qu'était la Grèce pour l'Angleterre, puissance navale, — la porte de la Méditerranée levantine. Assise entre deux et trois mers; gardienne des détroits qui de l'Adriatique mènent à l'Archipel ou de la Crète aux Dardanelles; garnisaire des îles qui de l'Europe font le pont jusqu'à l'Asie Mineure : la Grèce avait pour les Anglais mille commodités. Sur les routes terrestres, qui mènent des plaines de l'Europe centrale aux golfes de l'Archipel, la Macédoine n'est aussi que le grand passage, l'intermédiaire obligé, à vrai dire la porte unique, qui puisse conduire un jour l'influence allemande jusqu'aux bords de la Méditerranée.

Les géographes nous ont imposé certaines formules et, par elles, certaines conceptions dont il faut nous défier. Ils nous parlent de « péninsule balkanique » quand ils veulent dire « péninsule turque ». Ils nous feraient concevoir qu'en cette péninsule le Balkan est une montagne centrale ou continue qui barre ou couvre tout de sa chaîne omniprésente, — tel l'Apennin dans la péninsule italienne ou le plateau de Castille dans la péninsule espagnole.

La péninsule turque ne ressemble ni à l'Italie, ni à l'Espagne : elle n'est pas coupée, dans toute sa longueur ou dans toute sa largeur, par une chaîne unique et constante; elle n'est pas couverte dans toute son étendue par des montagnes parallèles ou imbriquées. Entre les mers, Adriatique, Archipel, mer Noire, qui l'entourent à l'ouest, au sud et à l'est, et les deux plaines danubiennes de Hongrie et de Roumanie qui la bordent au nord, cette péninsule turque est formée, à l'intérieur, de deux blocs montagneux tout à fait distincts, que sépare une large trouée : sur la mer Noire, le bloc du Balkan; sur la mer Adriatique, le bloc du Pinde; entre les deux, la trouée de Macédoine.

Le Balkan et son jumeau le Rhodope sont deux chaînes semi-circulaires qui poursuivent au delà du Danube la courbe du Karpathe. Ils se séparent l'un de l'autre après ce passage du Danube et décrivent leurs deux demi-cercles presque parallèles, le Balkan jusqu'à la mer Noire, le Rhodope jusqu'à l'Archipel. Chaînes véritables, chaînes à double versant, le Balkan et le Rhodope longent la Macédoine vers l'Est, mais lui tournent le dos. Les Macédoniens en occupent les pentes et vallées extérieures; mais les vraies contrées balkaniques, Bulgarie et Roumélie, sont sur l'autre façade et n'ont rien de commun avec la Macédoine.

Le Pinde est bien différent : c'est un large plateau touffu, confus, épais, impénétrable, creusé de cuvettes internes, bombé de rides transversales, troué de lacs et de cluses. Du nord au sud, tout le long de l'Adriatique, depuis Trieste jusqu'au Matapan, sur quinze cents kilomètres en longueur, sur cent cinquante ou deux cents kilomètres en largeur, ce gigantesque Jura, étirant son triple et quadruple sillon de gradins parallèles, longe la Macédoine vers l'ouest. Les Macédoniens en occupent aussi les revers occidentaux et les premiers gradins. Mais, Péloponnèse, Grèce continentale, Épire, Albanie, Vieille-Serbie, Herzégovine et Bosnie, les vraies régions pindiques sont, elles aussi, toutes différentes, indépendantes, de la Macédoine. Entre le Pinde et le Balkan, la Macédoine est la trouée qui, traversant toute la péninsule, ouvre un chemin commode et continu de la plaine hongroise à la Méditerranée levantine.

Ce n'est pas que, du Danube à l'Archipel, de la plaine hongroise au golfe de Salonique, cette trouée soit continûment plane, large et toute droite. Les contreforts du Pinde et du Balkan la rétrécissent ici, la coudent ailleurs, la barrent et l'obstruent même un peu par endroits. Un seuil assez élevé la coupe presque en son milieu et fait que ce couloir offre aux rivières deux pentes opposées pour descendre au nord vers le Danube ou au sud vers l'Archipel. La Morava, recueillant les eaux du nord, atteint le Danube près de Belgrade; le Vardar, recueillant les eaux du sud, atteint l'Archipel près de Salonique.

La vallée de la Morava constitue aujourd'hui le royaume indépendant de Serbie. La vallée du Vardar constitue la province turque de Macédoine. Serbie et Macédoine ne sont séparées que par une limite con-

ventionnelle. Parti de Belgrade, le chemin de fer remonte la Morava et descend le Vardar pour arriver à Salonique ; mais le voyageur ne constaterait aucune différence, si les douaniers turcs ne venaient à la station de Zibeftche lui rappeler qu'il entre au pays du *bakchich*.

*
* *

Comprend-on maintenant l'importance capitale que la Macédoine peut avoir, aura demain pour les Allemands? La capitale de la Hongrie, Buda-Pesth, où viennent converger les deux routes allemandes du Danube et de l'Oder, les express de Francfort et de Hambourg, est aujourd'hui la place d'armes et de commerce du *Drang nach Osten*. Belgrade, où la grand'route quitte la plaine danubienne, était récemment encore la pointe avancée des Allemands : en cas de guerre balkanique, tout le monde sait que, pendant toute la durée du régime milaniste, un traité secret livrait Belgrade, et même Nisch, à l'Autriche, par conséquent à l'Allemagne.

Au delà de Belgrade, la route allemande oblique aujourd'hui vers Constantinople, quitte la grande trouée, s'engage dans le Balkan et le Rhodope et, par Sofia, porte au Sultan les cajoleries et, tout ensemble, les demandes de Berlin. Dans l'état actuel des affaires allemandes au Levant, cette route Belgrade-Constantinople est commode, tout au moins suffisante. Mais, d'une part, Sofia et la Bulgarie peuvent bien ne pas garder toujours le rôle de complaisantes : pour son bonheur, le Bulgare a des chefs d'une autre moralité que les rois de Serbie. L'étape de Sofia n'est point acquise aux Allemands; la soumission des Bulgares paraît déjà si douteuse à Berlin

que l'on professe envers eux une ouverte hostilité; volontiers on déchaînerait contre eux aujourd'hui la même armée turque qu'on lança en 1897 contre les Grecs. En outre, cette voie Belgrade-Constantinople est fort longue, coûteuse : c'est la route des financiers et de l'Express-Orient; ce ne sera jamais la route des marchandises et passagers du commun. Tant que l'Allemagne n'enverra au Levant que des défricheurs, pour ainsi parler, — explorateurs scientifiques, instructeurs et espions militaires, renseigneurs commerciaux, prospecteurs industriels et agricoles, — cette route de luxe lui pourra suffire.

Mais quand, après la période d'études et de premiers essais, l'Allemagne entrera dans la période de réalisation, quand elle tournera vers l'Asie Mineure et la Méditerranée levantine, non plus seulement un petit état-major accompagné de légers bagages, mais une troupe véritable, une armée de colons et de travailleurs avec de lourds convois, des approvisionnements, des instruments et des renforts, la route macédonienne et le terminus de Salonique lui deviendront indispensables. Pour descendre directement de Belgrade à Salonique, du Danube à la Méditerranée, les Allemands sauront bien alors revendiquer ces disciples de Macédoine qu'ils répudient si hautement aujourd'hui.

Ajoutez une inconnue que, dans les affaires allemandes, il ne faut jamais oublier. Le peuple allemand s'agite et réclame : il commence à blâmer la sauvage politique turcophile de son Empereur. Nous savons que le gouvernement impérial n'a pas à se soucier de l'opinion publique; mais l'Empereur nous a habitués à de brusques démarches. Il fut un jour socialiste. Il devint « colonial ». Il est aujourd'hui

marin, théologien, philologue, exégète biblique : qui nous dit que demain il ne sera pas humanitaire, anarchiste ou croisé ?

L'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople n'a pas été sans relations déjà avec les Macédoniens. Entre les Comités et les représentants de l'empereur Guillaume, il y a eu des dialogues. Et dans ces dialogues, — je le sais de source certaine, — une phrase décisive a été prononcée : « C'est à Berlin que se trouve la solution macédonienne ». Quand les Macédoniens iront à Berlin « placer le dépôt de la liberté nationale sous la protection » de l'Empereur, nous reverrons la bousculade et la sottise de Navarin.

Russie, Autriche, Angleterre, France, Italie, Grèce même, toute l'Europe rivalisera d'amour pour « l'héroïque » Macédoine, de haine pour le Turc « barbare ». Tous courront sur la malheureuse Turquie : Russes à Constantinople, Autrichiens à Uskub, Anglais aux Dardanelles, Italiens en Albanie, Français à Rhodes ou à Mitylène, Grecs en Épire ou à Samos, chacun travaillera de son mieux à la ruine des intérêts communs, au renversement de cette intégrité ottomane qui, seule, dans l'état actuel du Levant, peut abriter et concilier tous les intérêts matériels et moraux, présents et futurs, particuliers et généraux, de l'Europe et de l'humanité.

*
* *

Je m'excuse de prononcer le mot « intérêts » en ce concert de « principes conservateurs » et de « droits populaires ». Ces intérêts pourtant existent et, dans l'état actuel des choses au Levant, l'Europe n'a

personne d'autre encore à qui les remettre. Ni le Bulgare, ni le Grec n'est encore assez développé pour avoir l'intelligence ou la générosité de prendre, non l'exploitation, mais la tutelle des races et communautés différentes qui l'entourent et qui sortent à peine de la barbarie. Le joug bulgare ou grec serait au monde balkanique à peine moins dur et improfitable, peut-être même plus désastreux que le joug hamidien.

L'intégrité de l'Empire ottoman n'est pas seulement une conception, une formule des politiciens : c'est la condition première de toute paix balkanique. L'Europe d'ailleurs est outillée pour cette politique de l'intégrité ottomane; elle en a l'expérience et le formulaire : elle ne saurait, du jour au lendemain, changer ses batteries et inventer le plan et les instruments d'une autre conduite. L'empereur Guillaume, lors des affaires crétoises, déclarait que le partage de l'Europe ottomane entraînerait une guerre européenne. C'est vers la guerre en effet, vers une grande et sanglante guerre européenne que nous conduisent les diplomates qui nous parlent, à toute reprise, de l'intégrité ottomane, mais qui ne font rien pour l'assurer. Qu'ils le veuillent ou non, cette intégrité ottomane s'imposera longtemps encore à l'Europe, comme la plus simple des politiques, la plus familière aux idées du public, et la plus commode en réalité.

Mais cette intégrité ottomane ne peut subsister qu'à grand renfort d'étais, de soutiens, d'armatures extérieures et internes. Cet édifice turc est vermoulu : il menace de toutes parts. Mettre les intérêts de l'Europe et de l'humanité sous l'abri de cette ruine croulante sans en consolider les piliers et la voûte

par des cercles et des poutres de fer, c'est de parti pris vouer ces intérêts à quelque catastrophe.

Le maintien de la Turquie sans contrôle européen n'est pas seulement une iniquité : c'est encore une impossibilité, une chimère. Le contrôle effectif des Puissances est, en Macédoine tout au moins, la condition vitale de cette intégrité. Car les événements actuels mettent en lumière une vérité indiscutable : dans la lutte des Comités contre le Sultan, ce dernier peut-être a la force de ses canons et le nombre de ses troupes; mais les Comités ont la force de leurs savants et le nombre de leurs héros. En quantité, de l'un à l'autre adversaire, l'écart est sans mesure : à chaque centaine de *comitadjis*, le Sultan pourra sur tous les points de la Macédoine opposer des milliers de soldats, — et ce soldat turc est encore l'un des premiers du monde. En qualité pourtant, l'écart est plus grand encore et renverse cette infériorité : qu'est un soldat ou même un canon turc, en face d'un porteur de dynamite ou de peste, — puisque les journaux de Vienne nous annoncent avec gravité que, mal satisfaits de la dynamite, les Macédoniens vont recourir aux microbes?

Pour résister à ces fourmis de laboratoire, pour tenir quelques semaines en respect cette poignée de héros, le Turc a dû mobiliser toutes ses réserves asiatiques et revêtir sa plus lourde armure de guerre. Mais, voyez-le : au bout de quelques mois, le voici qui défaille. Cette armure n'est plus à la taille de son budget; il ne peut déjà plus solder, dans quelques semaines il ne pourra plus nourrir cette foule de réservistes. La Macédoine piétinée et pillée ne pourra pas davantage leur fournir le pain quotidien. Privée de ses cultivateurs, l'Asie Mineure à son tour va crier

famine... A mesure que les dépenses grandiront, les revenus des impôts viendront à rien. Où le champ n'a rien produit, le Sultan lui-même perd ses droits et, derrière le Sultan, le financier européen perd ses garanties.

*
* *

Piétinez donc et affamez la Macédoine! Livrez-la aux tribunaux hamidiens et aux lois martiales! Faites ravager ses récoltes, qui nourrissent vos porteurs de la Dette, et massacrer ses Comités, qui ne demandent à servir que vos propres intérêts! Dans six mois, dans un an, vous constaterez l'inutilité de la force et que l'on ne vient à bout du désespoir que par la justice, de l'héroïsme que par la générosité.

Alors vous réfléchirez peut-être et vous découvrirez enfin que les leçons du passé, les besoins du présent et le souci de l'avenir, vos intérêts et vos devoirs, votre honneur et votre sécurité, tout vous impose la même ligne de conduite. La question d'Orient ne peut pas être résolue du jour au lendemain. Le problème turc ne doit pas être tranché par la force même contre le Turc, « la violence n'est jamais un remède ». Mais à défaut de solution violente et subite, ne peut-on pas imaginer une patiente série de petites opérations faciles?

Qu'est-ce qui fait la valeur internationale de cette péninsule turque? Est-ce la nature même de cette terre, sa fécondité ou sa richesse? Est-ce au contraire la situation de ce pays sur quelques grands passages de l'humanité?

La Turquie d'Europe n'est ni une terre promise, ni

un champ d'or, ni un « pays noir ». Mais de grandes routes mondiales la bordent ou la traversent. Route du Danube, route du Vadar, route du Bosphore : les Turcs au début du XIXe siècle détenaient encore trois des passages indispensables à la marche de notre civilisation.

Au cours du XIXe siècle, l'Europe leur enleva la route du Danube dont, par une solution ingénieuse, tout en respectant le droit des riverains, elle assura le libre passage au commerce de tous. L'heure n'est-elle pas venue d'appliquer le même traitement à la route de Macédoine? tout en maintenant le drapeau turc, n'est-il pas facile d'installer ici le contrôle européen? Salonique juive ne se prête-t-elle pas à cet aménagement international des Bouches du Vardar? et, le Vardar après le Danube ayant été donné au libre usage de la civilisation, le problème du Bosphore ne deviendrait-il pas beaucoup plus simple? La même solution ne pourrait-elle pas, lentement, être étudiée, discutée, appliquée enfin aux Bouches de Constantinople? et n'arriverait-on pas ainsi à concilier quelque jour les deux termes antinomiques de cette question d'Orient : le maintien de l'intégrité ottomane et le bonheur des chrétientés indigènes?

III

LE MEMORANDUM BULGARE

(Septembre 1903)

Les rapports consulaires et les atrocités turques. — Pillages et meurtres dans les vilayets de Salonique, Monastir, Uskub et Andrinople. — Déportation et émigration. — La complicité grecque.

En août 1903, accusé de fomenter la révolution de Macédoine, menacé des colères de l'Europe, et sous le coup d'une invasion turque, le Gouvernement bulgare adressait aux chancelleries le *Memorandum* que l'on va lire, — que l'on doit lire.

Pour mettre en doute l'exactitude des faits que ce *Memorandum* énumère, il faudrait suspecter la bonne foi de tous les consuls européens en Macédoine (le dernier *Livre Jaune* était déjà rempli de ces atrocités), et surtout des consuls de Russie. A chaque ligne, on verra que le Gouvernement bulgare fait appel au témoignage de ces consuls.

Par les copies que M. A. Mallet nous avait données dans le *Correspondant* de février-mars 1903 et que j'ai reproduites plus haut, nous connaissions déjà quelques extraits des registres officiels où, jour par jour, les consuls russes de Macédoine notent et

additionnent les meurtres et brigandages qui se commettent en leurs circonscriptions. Au début de juin, le *Manchester Guardian* nous avait donné la copie du registre russe de Monastir pour la période du 6 avril au 18 mai :

6 avril. — Au village de Mahovo, un détachement de 150 soldats arrive; ils brutalisent une quantité de paysans et leur extorquent des vivres, dont ils les obligent ensuite à leur donner quittance par écrit, comme s'ils avaient payé.

8 avril. — Dans un village de mon district, le préfet (Kaïmakam) invite les notables chrétiens à se réunir dans leur école pour choisir leurs gardes champêtres, conformément au plan de réformes. En sortant de l'école, ils sont accueillis par une fusillade tirée par les musulmans du village. Le maire et un paysan sont tués, un autre blessé. Une enquête est ouverte, mais aucun musulman n'est inculpé, tandis qu'un ou deux chrétiens sont emprisonnés, sans doute pour s'être plaints.

9 avril. — Un enfant chrétien est tué sur la grande route de Monastir par un Turc armé.

10 avril. — Au village de Serlré, le prêtre chrétien et le maire sont tués. A Podmol, le père et le fils (chrétiens) sont tués par les bachi-bouzouks.

12 avril. — Six chrétiens revenant du marché de Monastir sont tués sur la route par des bachi-bouzouks. Deux prêtres sont tués pour avoir donné des renseignements sur des brigands albanais.

15 avril — Trois chrétiens sont tués dans différents villages près d'Ochrida, par des bachi-bouzouks, l'un d'eux pour avoir refusé de donner son cheval.

20 avril. — Un chrétien est tué, près d'Ochrida, pour avoir demandé à un Turc de lui rendre son cheval qu'il lui avait emprunté.

29 avril. — Trois chrétiens sont tués par les Turcs, près d'Ochrida, en allant au marché.

Du 16 au 30 avril. — Au village de Kichovo : dix meurtres.

6 et 7 mai. — Massacres à Monastir : 25 tués, un grand nombre de blessés. 9 chrétiens sont tués le même jour dans les villages voisins, et les bandes bulgares commencent à venger les leurs en tuant des paysans musulmans.

16 mai. — Au village de Kichoro, un détachement de soldats arrive. Ils menacent les paysans et commencent leurs opérations. Les officiers acceptent des villageois un pot-de-vin de 6 livres pour empêcher leurs hommes de les brutaliser. Le lendemain quelques soldats entrent dans une maison bulgare; ils demandent d'abord 8 livres, puis la femme du maître de la maison. Heureusement, elle s'était cachée et il est impossible de la trouver. Son mari est obligé de donner tout l'argent qu'il possède. 40 paysans vont trouver le Kaïmakan le plus proche et se plaignent d'avoir été brutalisés. Il les injurie, les appelle « giaours » et les pousse dehors.

17 mai. — Un musulman blesse sérieusement un chrétien à Monastir. Il est arrêté, mais mis en liberté le lendemain.

18 mai. — Le consul visite la prison. Il trouve deux hommes qui sont incarcérés depuis le mois d'août dernier. Aucune charge n'a été relevée contre eux. Le consul demande au vali pourquoi ils sont là. Il répond qu'il n'en sait rien. Il a écrit, il y a quelques mois à un subordonné, pour découvrir le motif. Les prisonniers resteront là jusqu'à ce qu'une réponse soit arrivée.

Il n'est pas douteux que ces mêmes registres consulaires aient été la source principale de notre *Memorandum*. Les agents d'Abd-ul-Hamid ne s'y sont pas trompés : ils ont assassiné les deux consuls russes de Pritchina et de Monastir, qui les avaient dénoncés avec le plus de vigueur. Les Russes à leur tour l'ont indirectement reconnu : leur ultimatum exigeait comme condition dernière la mise en liberté de tous les Macédoniens internés « pour avoir fourni des renseignements aux consuls ». Voici donc ce *Memorandum*.

Dans le courant des trois derniers mois (mars-juin 1903), le Gouvernement ottoman a pris une série de mesures qui,

loin d'inaugurer l'ère des réformes promises et d'assurer la paix de la Turquie d'Europe, ont eu pour effet d'exaspérer la population et de raviver le mouvement révolutionnaire. Au lieu de poursuivre les seuls coupables d'attentats contre l'ordre et la sécurité publique, les autorités ottomanes cherchent tous les prétextes pour persécuter, terroriser et ruiner la population bulgare, dans les grandes villes comme dans les plus petits villages.

Massacres en masse et meurtres individuels; destruction de villages entiers et émigration de leurs habitants; pillage et incendie des maisons; arrestations et tortures; détentions arbitraires et déportation; internement dans les lieux d'origine; fermeture ou désorganisation des institutions religieuses et scolaires; ruine des négociants et des artisans; saisie et vente de propriétés au profit des Turcs nouveau-venus dans les villages bulgares; perception anticipée des impôts pour plusieurs années; ruine économique des familles bulgares par le fait de cette perception, par le système des fermages et au moyen de la taxe d'exonération militaire : tels sont les actes de l'Administration ottomane dans les vilayets de Salonique, de Monastir, d'Uskub et d'Andrinople. La preuve en sera faite par l'exposé suivant.

VILAYET DE SALONIQUE

Les membres de la communauté bulgare à Salonique, les professeurs et les élèves des classes supérieures du gymnase, les commerçants et les artisans, bref tous les Bulgares de la classe intelligente ont été emprisonnés.

Les membres et le secrétaire de la communauté bulgare, ainsi que les notables bulgares de Serrès sont arrêtés, les écoles fermées depuis le 20 avril (vieux style), les professeurs emprisonnés ou internés, les élèves renvoyés dans leurs foyers. Sont arrêtés tous les prêtres et tous les maîtres d'écoles bulgares du caza (arrondissement). Des enfants restent non baptisés; des morts ont été enterrés sans office religieux.

Les Grecs, secondés par les autorités turques, s'efforcent

de soustraire la population bulgare à l'Exarchat et de la soumettre au Patriarcat. Plusieurs notables de Serrès, après leur arrestation, ont été internés dans leurs villes natales : Panayote Belitcheff, commerçant établi à Serrès depuis plus de dix ans, interné à Velès; St. Bojoff, inspecteur d'école, interné à Nevrocop; Yanaki Ghéleff, avocat, interné à Kostour, etc. Les familles de ces Bulgares ont été invitées, le 16 juin dernier, par le chef de la police, à quitter de bon gré Serrès et à rejoindre les internés, sinon la police les y conduira de force.

Le 23 avril, les autorités de Serrès, avisées de la présence d'une bande révolutionnaire aux environs du village de Banitza, envoyèrent un détachement de 100 à 150 soldats avec deux pièces d'artillerie. Au lieu de poursuivre les insurgés, les soldats ont attaqué le village, qui a été bombardé et entièrement détruit; 64 hommes, femmes et enfants ont été tués; les autres habitants se sont enfuis dans la montagne.

Arrestation de la plupart des prêtres, maîtres d'école et notables bulgares à Petritch et dans le caza du même nom. Écoles et églises fermées. Les soldats sont cantonnés chez l'habitant et se livrent à tous les excès. Le village de Tchourilovo a été pillé et presque entièrement détruit par les soldats et les bachi-bouzouks qui ont massacré la plupart des habitants.

Le 6 mai (vieux style), 120 soldats sont entrés dans le village Gorna-Ribnitza; ils ont battu et torturé à mort les habitants Ivan Stoïloff, Seraphim Stoyanoff, Gheorghi Gotzoff, Gheorghi Constantinoff, Christo Neschoff, les femmes Stana Stoyanova et Velika Poreva. Le prêtre du village, Dimitri Ivanoff, a été battu par l'officier qui commandait le détachement, pour s'être permis d'intervenir en faveur des victimes. Le 9 mai, un autre détachement a fait irruption dans le village Dolna-Ribnitza où il a commis les mêmes excès. Le 12 mai, les soldats ont maltraité les habitants du village Igoumenetz.

Cinq jours après, ont été battus et laissés sur place à demi morts les villageois Constantin Stoïcheff et Gheorghi Stoïcheff d'Igoumenetz, pendant qu'ils travaillaient à leurs

champs. Le 18 mai, Nako Trentchoff, de la même localité, a été torturé et sa femme violée par les soldats; à la suite de ces outrages, la pauvre femme a perdu la raison. Les soldats ont pillé les maisons et les greniers des notables, puis ils ont incendié maisons, greniers et hangars avec les céréales, provisions et objets qu'ils n'avaient pu emporter.

Le 14 mai, un détachement de 130 soldats a pénétré nuitamment dans le village Sténik, a pillé les maisons et maltraité les habitants, parmi lesquels le « mouktar » Grozdan Staïkoff. Le 17 mai, un fort détachement de 300 soldats s'est livré à des violences inouïes contre les habitants du village Scharbanovo; les soldats ont torturé les nommés Kristo Ivanoff, Vanghel Kristeff, Anghel Ivanoff et Kristo Angheloff qui étaient paisiblement occupés à leurs champs. A la même date, les soldats cantonnés au village Elleschnitza ont battu à mort les paysans Christo et Tassé Penkovi, Sotir Koliof et Tassé Philippoff; quatre jours après, ils ont torturé le riche notable bulgare Gheorghi Naskoff.

Le 3 juin, 60 soldats sont arrivés au village Nikodim et ont horriblement maltraité Stanoya Stankoff, Spos Alexoff, Vanghel Gotzeff, Ivan Dimoff, Stoyan Stoïkoff, Athanas Nicoloff et Velin Ivanoff. Le 4 juin, des soldats ont battu les habitants du village Gorémé, entre autres : Tsoné Trayanoff, Athanas Nicoloff et Constantin Stoyanoff. Les mêmes excès ont été commis par les soldats dans les villages de Skirt (10 juin) et Gabreni (11 juin).

Des gendarmes turcs, accompagnés par des émissaires grecs, parcourent les villages et incitent la population bulgare à reconnaître le Patriarcat, en la menaçant de massacres et d'exil si elle n'abandonne pas l'Exarchat.

Les notables bulgares, les maîtres d'école et la plupart des prêtres de Stroumitza et de ce caza sont emprisonnés. Des fonctionnaires et des gendarmes turcs ainsi que des agents de l'archevêque grec parcourent les villages pour forcer la population bulgare à signer des dénonciations contre Mgr Gherassim, métropolitain bulgare de Stroumitza, et à passer au Patriarcat. Pour compro-

mettre Mgr Gherassim aux yeux de la population, les autorités turques, au commencement de mai dernier, ont fait cerner la Métropole par un cordon de gendarmes, arrêté son secrétaire Doudouloff, forcé son cavass à quitter son service, et, après l'avoir ainsi isolé, elles ont voulu l'obliger de quitter son poste, en prétendant que la Sublime-Porte ne le reconnaît plus comme Métropolitain.

Le 17 mai, un détachement de soldats a cerné le village Bourievo et organisé une véritable chasse à l'homme; tout villageois, qui se risquait hors de sa maison, était aussitôt fusillé; puis, les soldats se sont livrés au pillage des maisons; ils en ont incendié une dizaine. Cinq jours après, d'autres soldats, traversant le même village, ont violé deux femmes ainsi qu'une jeune fille de seize ans, Kera Miteva.

Le 21 avril, arrestation de presque tous les notables de Nevrocop. Le lendemain et les jours suivants, les notables, les maîtres d'école et les prêtres dans le caza de Nevrocop ont été arrêtés en masse. Le village de Baldévo a eu le même sort que Tchourilovo et Banitza. Les soldats et les bachi-bouzouks tuent ou arrêtent tout villageois qu'ils rencontrent dans la campagne : les travaux des champs ont été abandonnés.

Le 1er mai, plus de vingt paysans de Banitchani ont été cruellement torturés par les soldats et les bachi-bouzouks. Le 3, une centaine d'habitants du village Skrébatno ont été également torturés; parmi les victimes, il y avait des vieillards de quatre-vingts ans et des jeunes gens de quinze ans. Le 4, mêmes atrocités au village Ossikovo où Thodore Stoïloff et Costa Ilieff sont morts sous les coups. Le 5, seize personnes du village Kovatchovitza ont été torturées. Le 6, cinq habitants du village Fotovischta ont subi le supplice suivant : après leur avoir donné la bastonnade, les soldats leur ont introduit, entre les doigts, des morceaux de bois taillés en pointe et leur serraient ensuite les mains avec des courroies.

Le 11, six paysans du village Obidim ont été affreusement maltraités. Le 14, vingt notables bulgares et les trois prêtres de Libiakhovo ont subi des tortures inouïes; deux de ces prêtres, Stoyan Zimbileff et Thodore Goudeff, sont restés

sur place, sans connaissance; un tout jeune homme, Gheorghi Polenoff, a été fusillé par les soldats. Le 20 mai, tous les hommes du village Laki ont été battus. Le 21, les soldats ont littéralement mis en pièces deux villageois de Teschovo, et les têtes mutilées des victimes ont été promenées à travers le village. Les soldats et les bachi-bouzouks ont commis les mêmes violences et atrocités dans les villages Paril, Gaïtaninovo, Tarlisse, Lovtcha, Bielotintzi, Startchistchta, Gherman, Krémen, Martchov-tchiflik, Leschten, etc.

Le 28 avril, le directeur de l'école à Méhomia a été arrêté et conduit sous escorte à Vodena. Le 23 du même mois, dans le caza de Razlog, trois prêtres, les maîtres d'école et une quarantaine de notables bulgares ont été emprisonnés. Écoles fermées. Le 2 mai, trois maîtres d'école et cinq notables de cette ville ont été arrêtés et conduits sous escorte à Serrès où ils sont détenus. Le 5, plus de soixante notables bulgares de la même ville ont été également conduits et emprisonnés à Serrès. Dans les cazas de Nevrocop, Démir-Hissar, Razlog, etc., les Bulgares qui ont pu échapper aux poursuites et aux massacres se sont enfuis dans les montagnes ou réfugiés en Bulgarie.

Au village de Gramada, les soldats et les bachi-bouzouks ont tué le maire de ce village ainsi qu'un épicier et arrêté une douzaine de paysans. Le 20 avril, arrestation des maîtres d'école Nicolas Hadji-Tascheff, Yanaki Ilieff, Christo Mitoff. Le 2 mai, le prêtre Averki, chef de la communauté, a été arrêté et conduit sous escorte à Tétovo (Kalkandelen) où il est emprisonné. A partir du 21 avril, les prêtres, les notables et les maîtres d'école de Ghevghély ont été emprisonnés. Églises et écoles fermées; perquisitions et pillage dans tous les villages du caza.

Le 23 avril, arrestation, à Vodena, des notables Ivan et Zano Zaneschoff, Ivan Lageff et plusieurs autres. A la même date, arrestations en masse dans les villages de Messimer, Vladovo, Sarakinovo, Tzakoni, Stroupino, Dolno-Radevo, etc. A la même époque, la plupart des maîtres d'école de tout le caza de Vodena ont été emprisonnés et les écoles fermées. Tous ces malheureux, parmi lesquels

plusieurs vieillards, sont entassés dans des prisons sans air, obligés de se tenir debout faute de place. La plupart ont subi de cruels maltraitements. Aucun habitant de Vodena ne peut se risquer hors de la ville pour travailler aux jardins potagers, qui sont dévastés par les soldats. Le 3 mai, dans un de ces jardins, une femme de soixante ans a été attaquée par cinq soldats qui se sont livrés sur elle aux derniers outrages.

Un grand nombre de notables, de maîtres d'école, de prêtres et de villageois du caza de Tikvesch sont emprisonnés. A Kavadar, chef-lieu du caza, sept notables arrêtés ont été torturés et conduits de village en village pour indiquer aux autorités les affiliés aux comités. L'un d'eux, Kristo Schandeff, est mort à la suite des mauvais traitements. Mihaïl Ghétcheff a eu les pieds couverts de plaies suppurantes par suite des coups qu'il avait reçus. Entcho Stavreff a été fusillé près du village Koschani en présence de Chefki Bey, notable turc de Kavadar.

Lazo Daftcheff, après avoir été conduit dans les villages de Beghnischta, Dragolil, Dabnischta, Gornikovo, où on l'a torturé sans pitié pour qu'il indiquât les dépôts d'armes et les affiliés aux comités, est allé à Salonique pour s'y faire soigner, vingt jours après sa mise en liberté : les consuls de Russie et d'Angleterre en cette ville l'ont interrogé et ont pu constater, *de visu*, ses plaies et ecchymoses et ses enflures aux pieds. Daftcheff avait été maltraité en présence du caïmacan et du chef de police de Tikvesch, ainsi que du notable turc Kiani Bey.

A Koschani, les soldats ont fusillé un paysan bulgare, au moment où la police le mettait en liberté. Dans la seconde quinzaine de mai, le caïmacan de Tikvesch, accompagné de Chefki Bey et de Moussa, bien connus par leurs actes de brigandage en cette région, a entrepris une tournée dans les villages de son caza, avec une escorte de quatre cents soldats. Il a arrêté le maire du village de Bounartché, Stavri Ghitcheff, et son fils, et les a transportés d'un village à l'autre en leur faisant subir les pires tortures, à la suite desquelles Stavri est mort à Gornikovo : le caïmacan a forcé le maire de ce dernier village de

signer un procès-verbal déclarant que Stavri Ghitcheff s'est suicidé. A Rojden, il a arrêté Sekoula Yankoff, qu'il a fait rouer de coups : ce malheureux est mort le 22 mai, dans la maison où il avait été enfermé.

A Kessendria, arrestation de Zlati Lazaroff à qui les soldats ont fait une profonde blessure à la gorge et qui a été transporté à l'hôpital turc de Salonique. Dafo Banianski a été battu à mort dans la prison de Kavadar. Christo Papa-Christoff, fils du prêtre du village Ressovo, est mort par suite des tortures qui lui ont été infligées : il avait été arrêté parce qu'il s'était rendu à Salonique pour se plaindre des actes arbitraires et de violence des autorités locales. Le caïmacan est rentré de sa tournée, en emmenant avec lui quatre-vingt-quinze Bulgares qu'il a jetés en prison à Kavadar; parmi les détenus se trouve Mgr Méthody, chef de la communauté bulgare de cette ville.

Pendant les trois premières semaines du mois de juillet, plus de vingt-cinq villages du caza de Tikvesch ont eu à souffrir des actes de violence et de déprédation des soldats et bachi-bouzouks. Les soldats sont cantonnés dans les villages et nourris par les habitants; ils ont battu et torturé un grand nombre de villageois dont ils ont violé les femmes et les filles et dévalisé les maisons; ils ont vendu au marché de Kavadar les effets et objets volés. Les autorités administratives laissent faire.

Voici quelques exemples entre plus de trois cents cas de violences et d'atrocités signalés, tous avec les noms des localités et des victimes. Au village de Rojden, les soldats ont violé des jeunes filles, des jeunes femmes et même des vieilles femmes de soixante-dix ans. A Galischta, les « ilavès » (du régiment de cavalerie à Uskub) ont violé toutes les femmes et les jeunes filles et même des petites filles de dix à douze ans; puis, ils ont réuni sur une place du village tous les habitants et ont menacé de les brûler vifs s'ils osaient se plaindre. Quelques villageois ayant raconté ces abominations à des beys de Tikvesch, ceux-ci leur ont conseillé de faire patience parce que « personne ne peut tenir ces indisciplinés d'ilavès ».

Le 1er juillet, les autorités militaires ont fait des perqui-

sitions dans les maisons du village Kovatchevitza (caza de Razlog) et opéré de nombreuses arrestations. Une partie des villageois s'est enfuie dans la montagne; quinze d'entre eux ont réussi à se réfugier sur le territoire bulgare et se sont établis au village Lidjani (district de Philippopoli). Le 15 juillet, un détachement de troupes est entré dans le village Gabrovo (caza de Gorna-Djoumaya); les soldats ont arrêté sans motif une trentaine d'habitants et les ont durement maltraités; un certain nombre de villageois se sont échappés dans la montagne.

Le 17 juillet, un bataillon d'infanterie, composé de 800 hommes, après une courte escarmouche avec une bande d'insurgés aux environs du village Postolar (caza de Koukousch), a attaqué sans motif ce village et l'a mis à sac; les soldats ont brûlé une dizaine de maisons, sous prétexte que des « comitadjis » (affiliés aux comités ou insurgés) s'y trouvaient cachés. Au commencement du mois de juillet, quatre bandes de brigands grecs ont fait leur apparition dans les cazas du vilayet de Salonique. Une de ces bandes a parcouru le nahié (canton) de Niagouta et capturé un notable de cette ville, pour lequel elle a exigé une rançon. Une autre, qui se trouve dans le caza de Kassandra, a attaqué, le 9 juillet, le village Revenek où elle a tué le maire, sa femme et son fils ainsi que l'avocat de Salonique, Ismaïl Effendi, qui était de passage dans cette localité.

VILAYET DE MONASTIR (BITOLIA)

Le 21 avril (v. s.), tous les maîtres d'école et 6 notables bulgares de la ville de Kostour, 14 Bulgares du village de Kroupischta, 6 de Dambena ont été emprisonnés. Le 25 avril, arrestation des maîtres d'école Ivan Stéphanoff à Tchétirok et Mihaïl Kimoff à Drenitchevo. Le 7 mai, ont été emprisonnés à Monastir une quarantaine de Bulgares des villages de Kossinetz, Smardech, Loubanitza et Vambel; parmi les prisonniers sont huit prêtres, dont trois de Kossinetz, trois de Smardesch, un de Loubanitza et un de Vambel.

Le bourg florissant de Smardesch, qui comptait 300 maisons et avait l'aspect d'une jolie petite ville, a été bombardé par l'artillerie turque et n'est plus qu'un monceau de ruines. Le 30 mai, une centaine de soldats et autant de bachi-bouzouks ont eu une rencontre avec des insurgés aux environs de Gabresch : au lieu de poursuivre la bande révolutionnaire, ils sont entrés dans le village et ont tué 17 villageois.

Le 20 juin dernier, un détachement de soldats, commandé par l'officier Mehmed Effendi, a fait irruption dans le village de Zagoritchani, sous prétexte de rechercher des armes. N'ayant rien trouvé, les soldats ont maltraité les habitants, roué de coups une dizaine de villageois et suspendu deux de ces malheureux, liés par les orteils, la tête en bas. La plupart des villages bulgares du caza de Kostour ont été pillés. Les églises et les écoles sont fermées.

Au commencement de mai, arrestation du notable Hadji-Zdravé Hadji-Angheloff, membre au Conseil du caza de Prilep, des prêtres G. Schivatcheff, D. Bidjoff, Iv. Adamoff et des fils de ce dernier, ainsi que de 35 jeunes gens de la ville Le 28 juin, sont jetés en prison 15 commerçants bulgares de Prilep. Les cazas d'Ohrida, Lérin (Florina), Dibra, Kitchevo sont éprouvés comme ceux de Kostour et de Prilep. Le 28 juin, les autorités d'Ohrida ont emprisonné sans motif 8 notables bulgares de la ville ainsi que Oghnenoff et Suegaroff, l'un secrétaire et l'autre diacre du métropolitain bulgare. A la même date, arrestation de 8 habitants du village Batch (caza de Lérin), qui ont été incarcérés à Monastir.

Les notables de Monastir Danaïl Bontcheff, P. Robeff, Thassé Ivanoff, Gheorghi Popoff sont emprisonnés depuis le 23 avril. Beaucoup de prêtres et de maîtres d'école sont également détenus. La prison centrale de Monastir ne pouvant contenir le grand nombre de Bulgares arrêtés et emmenés de différentes localités du vilayet, on a transformé en prison la maison d'aliénés. Le 8 mai, le village de Moghila, sis à 8 kilomètres de Monastir, a été détruit en partie à coups de canon ; parmi les tués, il y a des femmes. Plusieurs familles, sans abri et sans moyens de subsis-

tance, se nourrissent d'herbes et d'orties : dans tous les villages où sont passés les soldats et les bachi-bouzouks, ils n'ont laissé que des ruines avec la misère et la famine.

Le 8 juillet, un détachement de 200 soldats environ et d'autant de bachi-bouzouks est entré dans le village Papagheni pour rechercher des armes. Le commandant a fait arrêter le maire, les deux prêtres et les notables. Le fameux brigand Mouto, *alias* Moutisch, du village Voschtarani, qui était à la tête des bachi-bouzouks, a fait battre les deux prêtres et traîner par la barbe dans les rues du village. Un fusil ayant été trouvé dans la maison d'Ilia Vassileff, celui-ci a été emmené à Monastir et incarcéré dans la prison centrale. Plusieurs villageois maltraités par les soldats se sont rendus à Monastir et ont adressé une plainte au vali : les consuls de Russie et d'Autriche-Hongrie en cette ville ont vu les contusions et les blessures sur le corps de ces malheureux.

Au commencement du mois de juillet, deux bandes grecques, de 25 hommes chacune, se sont formées dans le vilayet de Monastir, pour combattre, d'accord avec les autorités locales, les bandes d'insurgés bulgares. La première bande a pour chef le nommé Ghélé et opère dans les cazas de Kostour et de Florina, aux environs des villages Lehovo, Srebreno et Zélénitché ; elle a attaqué, blessé et arrêté Foti Nicoloff, comme faisant partie d'une bande d'insurgés bulgares, et elle l'a livré aux autorités ottomanes qui l'ont incarcéré à Monastir. La seconde bande, sous le commandement du nommé Nikita, koutzovalaque de Magarévo (caza de Monastir), opère dans les environs des villages Magarévo, Tirnovo et Nijopolié. Ces deux bandes, bien qu'elles commettent des meurtres et des vols, ne sont pas inquiétées par les autorités.

VILAYET D'USKUB (SCOPIÉ)

Depuis le 19 avril dernier (v. s.), ont commencé des persécutions systématiques contre la population bulgare de ce vilayet. A Uskub, les notables bulgares, le secrétaire

de la métropole bulgare, les maîtres d'école sont emprisonnés. Le 11 juin, le tribunal d'Uskub a condamné à un an de prison St. Kableschkoff, directeur de l'école pédagogique en cette ville, parce qu'il avait dans sa bibliothèque les livres « révolutionnaires » suivants : *Othello* et *les Misérables*. Une jeune fille de seize ans, Persa Dimtcheva d'Uskub, a été condamnée par le tribunal de Salonique à un an de prison : lors d'une perquisition faite dans sa maison, les autorités ont trouvé deux chants patriotiques qu'elle avait copiés il y a quatre ans.

Dans les cazas de Palanka, Kotchani, Loumanovo, Gostivar, les prisons sont pleines de notables, prêtres et maîtres d'école bulgares. Les soldats, les bachi-bouzouks, les Albanais terrorisent la population; les travaux des champs ont été abandonnés. A Vélès (Keuprulu), le 9 mai, ont été arrêtés : le secrétaire de la métropole, le directeur de l'école, le notable commerçant M. Dermendjieff, l'ex-directeur d'école à Prilep Petre Arsoff; enchaînés deux à deux, ils ont été conduits à Uskub et, sans avoir été soumis à aucune instruction judiciaire, ils ont été jetés en prison et sont menacés de la déportation à Tripoli de Barbarie.

La métropole de Vélès a été cernée par les soldats et les bachi-bouzouks. Ceux-ci ont tué des Bulgares, en plein jour, dans les rues de la ville, et aucune poursuite n'a été intentée contre les meurtriers. Le 12 juin, un détachement de soldats a enlevé la nommée Pera Ighnatieva, jeune fille de quinze ans, du village de Papraditza (caza de Vélès). Les parents l'ont réclamée auprès du caïmacam; mais celui-ci les a chassés du Konak et on ne sait ce qu'est devenue cette jeune fille. Le 25 mai, 27 Bulgares, parmi lesquels des vieillards de soixante-dix à quatre-vingts ans, ont été emmenés de Schtip à la prison centrale d'Uskub : ils furent maltraités en route. Le caïmacan de Schtip avait sommé les habitants bulgares de cette ville d'avoir à lui livrer huit cents fusils dans un délai de dix jours. Le délai étant passé, il ordonna l'arrestation de tous les jeunes gens bulgares de la ville : les uns ont été relaxés, après quelques jours de détention, moyennant « bakchisch »; les autres restent encore en prison.

Pendant le mois de juin dernier, des détachements de soldats, de gendarmes et de bachi-bouzouks ont parcouru les villages pour rechercher des armes; ils ont logé chez l'habitant, dévalisé les maisons et commis des atrocités dans un grand nombre de villages, entre autres, celui de Metchkouévtzi dont ils ont torturé plusieurs habitants en leur introduisant dans le cou et dans le nez des fers rougis au feu. Le 2 juin, les autorités ont arrêté et maltraité le nommé Milan Milenkoff du village Sopot; en le conduisant à Schtip, le garde champêtre Schaban du village Saint Nicoulé et le tchaousch du village Selo se sont livrés sur ce pauvre homme aux derniers outrages : ce qui a été constaté par un médecin en présence du cadi de Schtip qui a ordonné l'arrestation des coupables; mais ceux-ci ont été remis en liberté deux jours après. Quant à Milenkoff, il est toujours incarcéré à Uskub. Lors de son arrestation au village, sa femme, qui était enceinte de cinq mois, a été tellement maltraitée qu'elle a avorté; sa mère s'en est plainte à S. E. Hilmi Pacha et ce dernier l'a renvoyée en disant que « cette histoire est une invention ».

Le 2 juin, un détachement de deux cents soldats, commandé par deux officiers accompagnés du youzbachi (capitaine) de gendarmerie Zekiria Diakovali et de l'agent de police Stoyan Denkoff, a occupé le village de Niémantzi pour rechercher des armes. Sur l'ordre de leurs chefs les soldats ont arrêté plusieurs villageois, qu'ils ont conduits à la maison de Pano Constantinoff. Là, ils les ont ligottés, horriblement battus et enfermés dans une écurie. Le lendemain, on a réuni tous les habitants et l'on a fait l'appel nominal de vingt-neuf d'entre eux, détenteurs de vieux fusils, rouillés pour la plupart, qui étaient restés dans le pays du temps de l'occupation russe : chacun d'eux a livré un de ces fusils, et ces vingt-neuf villageois ont été remis en liberté. Alors, on a invité les autres villageois à livrer également les armes en leur possession, et, comme ils répondaient qu'ils n'en avaient point, on les a battus à coups de cravache et de gourdin pendant quatre jours de suite. Le prêtre du village, Dimitre Christoff, ligotté étroitement des pieds aux aisselles, fut attaché à un

poteau pendant deux jours et, finalement, pendu dans la prison.

Le 11 juin, un détachement de soldats et de bachi-bouzouks, ayant à sa tête le yousbachi (capitaine dans l'armée régulière) Hussein Effendi, commandant de Schtip, a fait des perquisitions dans le village Knéja. Les soldats ont dévalisé complètement la maison de Dimé Kostoff, qui était absent ce jour-là. Quelques jours après, un peloton d'ilavès a pillé le même village et maltraité les habitants : les soldats se sont amusés à monter, l'un après l'autre, sur le dos du villageois Ilia Anastassoff et à le forcer de courir en lui donnant des coups de cravache. Le 16 juin, une quinzaine de soldats sont arrivés au village Metchkouévtzi; ils se sont installés dans la maison d'une vieille femme nommée Kata Sazdova, et, après s'être fait servir par elle à manger et à boire, ils lui ont ordonné de leur procurer des jeunes femmes du village; la pauvre femme, s'étant enfuie et réfugiée chez des voisins, les soldats ont mis à sac sa maison.

Les ilavès ont pillé le village Saint-Nicoulé, dont le maire Ghélé Andodoff et le garde champêtre Lazo Davkoff ont été arrêtés et battus, parce qu'ils avaient informé le caïmacan de Schtip des actes de déprédation de ces soldats. Dans tout le caza de Schtip, les travaux des champs sont interrompus.

Le 10 juin, deux brigands connus, Youssouf de Lakavitza et Démir de Kitchinitza, et une dizaine d'Albanais ont capturé sept villageois de Kounovo (nahié de Gostivar) et exigé soixante-cinq livres turques de rançon. Le 17 juin, la même bande a exigé cent livres turques du village Jelezno-Rétchani, en menaçant de tuer trente habitants au cas où le montant de la rançon ne serait pas payé. Le prêtre ainsi que plusieurs notables de ce village restent à Gostivar, n'osant pas risquer le voyage pour rentrer chez eux. Le 14 juin, deux agents de Molla Hussein, percepteur des contributions à Koumanovo, les nommés Ibo et Hussein, ont pénétré dans la maison de Donko Ivanoff du village Selo et ont violé sa fille âgée de dix-huit ans. La veille, deux autres agents du même percepteur avaient pillé la maison de Dimitri, notable du même village.

Tous les travaux des champs sont abandonnés, au grand préjudice des paysans, ceux-ci étant contraints à la corvée pour la construction de la nouvelle chaussée Koumanovo-Palanka-frontière bulgare. Généralement, la corvée est de trois à quatre jours de travail par personne : les villageois y travaillent depuis plus de quinze jours, et les autorités les retiennent jusqu'à ce que la chaussée soit entièrement terminée. Les soldats et les bachi-bouzouks pillent les maisons, maltraitent les habitants, violent les femmes, commettent toutes sortes d'abominations.

Le 26 juin, un détachement de soldats et de bachi-bouzouks a fait des perquisitions dans le village Kosten-Dol, et, bien qu'il n'eût trouvé ni armes ni rien qui fût à la charge des habitants, un certain nombre de villageois ont été arrêtés et battus; tous les villageois se sont rendus en masse à Schtip et ont adressé une plainte à Hilmi-Pacha. Les ilavès ont affreusement maltraité le nommé Stoyan du village Selo. Le mudir de Tzarévo-Selo, Hébib-aga, et l'officier Mehemed-aga, accompagnés de deux tchaousch (sergents de gendarmerie), ayant entrepris, au mois de juin, une tournée dans tous les villages, sous prétexte de rechercher des armes, un grand nombre d'habitants se sont enfuis dans les montagnes pour échapper aux maltraitements et tortures. Plusieurs villageois arrêtés ont été pendus, la tête en bas : le nommé Kotzé Stoïkoff du village Tréza est mort à la suite des tortures qu'on lui a infligées. Le même mudir a forcé le prêtre Tzarévo-Selo d'annuler la sentence de divorce prononcée contre la nommée Fima Velinova, avec laquelle Hébib-aga entretenait des relations.

Un détachement de soldats a attaqué le village Vartislavtzi et, sous prétexte de rechercher des « comitadjis » dans ce village, il a opéré des perquisitions dans toutes les maisons. Tous les habitants, hommes et femmes, ont été maltraités; la nommée Gheorghia Andonova a avorté par suite des coups qu'elle a reçus, et elle est morte quelques heures après. Le 30 juin, l'officier de cavalerie Tefik Effendi, à la tête d'un peloton de quinze ilavès, est entré dans le village Razlotzi, a fait arrêter le prêtre Petré et le

maire Stoyan Rounteff et les a fait battre, au point qu'ils sont tombés sans connaissance. Le lendemain, le même officier a horriblement maltraité, dans le village Trabotintzi, le prêtre Athanase qui n'a été sauvé que grâce à l'intervention du maire de ce village, qui est un Turc.

Le 28 avril dernier, Lazo Petkoff de Djidimirzi, âgé de vingt-huit ans, a été assassiné par le nommé Zouber, garde champêtre de ce village et frère du fameux brigand Kourtisch-aga. Le 15 mai suivant, le même garde champêtre a assassiné Lazo Bojinoff du village Selo. Le 27 mai, près de la rivière qui passe au village Tchereschovo, a été trouvé, horriblement mutilé, le cadavre d'une jeune fille dudit village, Stoïka Trapkova, âgée de dix-huit ans. Le 24 juin, l'Albanais Belio, garde champêtre du village Oreschani, a attaqué la jeune fille Toda Tzetkova et sa belle-sœur pour les violer; celles-ci l'ayant repoussé, pour se venger d'elles, il leur a enlevé trente-cinq brebis.

VILAYET D'ANDRINOPLE

Le 18 avril (v. s.), un détachement de soldats turcs arrêta un jeune garçon du village Koëvo, nommé Athanase Dimoff, et l'a torturé pour lui faire avouer s'il y avait des armes cachées dans le village; ce pauvre garçon est mort de ses blessures quelques jours après. Huit habitants de la même localité ont été emprisonnés; les autres se sont réfugiés en Bulgarie; le village a été pillé par les habitants turcs du village voisin Gorno-Kadiévo.

Le lendemain, le même détachement de soldats a attaqué le village Raklitza et arrêté, sans motif, treize de ses habitants, qu'il a cruellement torturés. Le même détachement est allé ensuite au village Karakotch et, sous prétexte de rechercher des armes, il a arrêté six villageois et s'est livré à de tels actes de violence que les habitants se sont enfuis en Bulgarie. Le 27 avril, mêmes excès de la part des soldats et des bachi-bouzouks dans le village Bolgarsko-Kadiévo, dont vingt-cinq habitants ont été arrêtés et torturés : l'un d'eux est mort. A la même date, les habitants

turcs du village Erekleri firent des perquisitions dans les maisons de leurs concitoyens bulgares lesquels, déjà effrayés par les tortures subies par les habitants des villages voisins, ont pour la plupart abandonné leurs foyers. Deux jours après, un détachement de soldats entra dans le village et maltraita les quelques Bulgares qui y étaient restés; ceux-ci furent obligés de payer aux soldats un « bakchisch » de quarante livres turques.

Le 29 avril, sous prétexte de rechercher des armes, le chef de la gendarmerie du sandjak de Kirk-klissé, à la tête d'un détachement de soldats réguliers, est entré dans le village Pirok. A son approche, presque tous les habitants se sont enfuis dans la montagne ; les vieillards qui n'avaient pu se sauver, ainsi que le prêtre du village et sa femme, ont été arrêtés et torturés; le village et l'église ont été pillés par les soldats. Le 2 et le 3 mai, les villages Terzi-Déré et Gorna-Kanara ont été attaqués par des soldats turcs; un villageois du premier et plusieurs du second furent arrêtés et battus; les autres habitants se sont enfuis, et leurs biens ont été pillés.

Vers la même époque, les habitants turcs du village Kecherlik ont trompé leurs concitoyens bulgares en leur conseillant de quitter le village pendant quelques jours jusqu'à ce que cette tourmente de persécution cesse : trois jours après, un certain nombre de Bulgares, réintégrant leurs foyers, ont été aussitôt arrêtés et affreusement torturés par les Turcs et par les soldats qui leur faisaient un crime de ce qu'ils avaient quitté le village. Trente-six de ces villageois ont été conduits sous escorte à Kirk-klissé, pour être emprisonnés; plusieurs de ces malheureux ont été battus au point qu'ils tombaient sans connaissance et les soldats ont dû les transporter dans des chariots.

Le 8 mai, un détachement de soldats fit irruption dans le village Dérékeuy et, toujours sous prétexte de rechercher des armes, a pillé toutes les maisons. L'église a été pillée et souillée par les soldats. Les habitants de ce riche village bulgare se sont enfuis, et il n'est resté que les vieillards et quelques femmes. Quelques jours après, le même détachement de soldats a arrêté le prêtre et dix habitants

du village Kovtchaz; les autres villageois se sont réfugiés en Bulgarie; deux des prisonniers ont été remis en liberté contre une rançon de cinquante-cinq livres turques.

Le 15 mai, quatre gendarmes, à la tête de trente à trente-cinq bachi-bouzouks de Mandritza, sont entrés dans le village bulgare Kolibité, pour rechercher des armes; n'en ayant pas trouvé, ils ont pillé les maisons, arrêté le maire et dix villageois, qu'ils emmenèrent à Mandritza, où les détenus ont été horriblement torturés : Dimitri Kassapina est mort à la suite de ces mauvais traitements. Le 18 mai, un détachement de soldats turcs attaqua le village Kouyoun-Déré, arrêta quarante villageois et, après les avoir emmenés hors du village, leur a fait subir des tortures épouvantables; puis les soldats les ont forcés d'acheter trois fusils pour quinze livres turques et de les leur remettre comme fusils trouvés dans le village; enfin ils les ont laissés libres contre un « bakchisch » de quatre-vingts livres turques.

Le 20 mai, le même détachement, auquel s'étaient joints des bachi-bouzouks, a cerné, pendant la nuit, le village Enidjé; et, le lendemain, soldats et bachi-bouzouks se mirent à fusiller, dans les rues ou à la sortie du village, tous ceux qu'ils rencontraient. Une quarantaine de villageois ont été tués; les femmes ont recueilli dix-huit cadavres dans les rues; quelques jours après, le sujet russe Sakelaridès, de Kirk-klissé, a trouvé seize autres cadavres enfouis dans le sable de la rivière Téké-déré qui traverse le village. Cent vingt hommes se sont réfugiés en Bulgarie; soixante-dix Bulgares ont été arrêtés lorsqu'ils cherchaient à s'enfuir, et dix d'entre eux furent tellement roués de coups qu'il ne pouvaient se tenir sur pied et on a dû les transporter dans des chariots à Kirk-klissé où ils ont été jetés en prison.

Dans la nuit du 30 au 31 mai, des soldats et des bachi-bouzouks, auxquels se sont joints des Grecs, ont attaqué le village Yana et arrêté les notables, qui ont été maltraités. Le 3 juin, les mêmes soldats et bachi-bouzouks ont attaqué le village Bounar-Hissar; ils ont tué le prêtre St. Ivanoff, après l'avoir torturé. Les villageois se sont enfuis,

abandonnant leurs biens au pillage des habitants turcs des villages voisins.

Le 3 juin, un autre détachement de soldats a fait des perquisitions dans les maisons du village Kodja-Tarla. Tous les hommes de ce village s'étant enfuis dans la montagne, les soldats ont déclaré aux femmes qu'elles seraient arrêtées et maltraitées si, dans un délai de trois jours, leurs maris ne retournaient pas chez eux. Le 7 juin, les villageois étant revenus, quatorze furent battus et les femmes ont été victimes de violences. La plupart des habitants de ce village s'enfuirent de nouveau et se trouvent actuellement en Bulgarie. Le prêtre D. Zagoroff a été atrocement battu et, en l'emmenant en voiture à Indjékeuy, les autres soldats turcs l'ont jeté demi-mort en pleine campagne. Un des détenus, Gheorghi Karapetkoff, a eu les mains brisées. Quatre-vingt-six villageois, qui étaient occupés aux travaux des champs ce jour-là, se sont réfugiés en Bulgarie. Le couvent Saint-Constantin, sis près du village, a été pillé et souillé par les soldats et les bachi-bouzouks. A la même date, les soldats et les bachi-bouzouks ont attaqué le village bulgare Tchoungara et arrêté sans motif tous les habitants; un seul berger a pu se sauver et s'est réfugié en Bulgarie. Le 18 juin, perquisitions dans une vingtaine de maisons bulgares à Moustapha-Pacha; douze notables bulgares arrêtés et conduits à Andrinople, où ils sont emprisonnés. Perquisitions dans les villages de Levka et Dervischka-Moghila et la bourgade de Tchirmen : 34 Bulgares arrêtés. Beaucoup d'habitants de ces localités se sont enfuis dans la montagne ou réfugiés en Bulgarie.

I

MASSACRES EN MASSE. — DESTRUCTION DE VILLAGES. ÉMIGRATION

Des massacres en masse ont été commis par les soldats de l'armée régulière et les bachi-bouzouks au quartier de Vardar-Kapou à Salonique, dans les villages de Baldévo

(caza de Nevrocop), de Banitza (caza de Serrès), de Tchourilovo (caza de Petritch), de Karbintzi (caza de Schtip), de Moghila (caza de Monastir), de Smardesch (caza de Kostour) et d'Enidjé (caza de Kirk-klissé). Les scènes de carnage, de pillage et d'incendie ont été terrifiantes. A Smardesch, il y a eu plus de deux cents personnes fusillées, passées au fil de l'épée ou brûlées; plus de deux cent cinquante maisons ainsi que l'église et l'école incendiées avec du pétrole répandu dans ce but; les effets et objets provenant du pillage ont été vendus par les soldats et les bachibouzouks à Kostour, au vu et au su des autorités locales; le bétail réparti entre les musulmans des villages voisins. Les mêmes scènes de destruction et de pillage se sont produites dans les villages de Gorna-Ribnitza, Igoumenetz, Dobri-Laki et Nikodim (caza de Petritch).

Les villageois épouvantés, abandonnant leurs biens et leurs récoltes, s'enfuient dans les montagnes. Un grand nombre de ceux qui habitent les cazas limitrophes de Bulgarie se réfugient dans ce pays. Ainsi, le nombre des Bulgares du sandjak de Serrès, réfugiés dans les districts de Kustendil et de Philippopoli, est de 3 000 environ, hommes, femmes et enfants; celui des Bulgares du sandjak de Kirk-klissé, réfugiés jusqu'à la date du 1er juillet, est de 1 107 hommes, 848 femmes et 1 203 enfants, soit 3 158 réfugiés qui sont installés dans les arrondissements de Kizil-Aghatch et de Bourgas.

II

DÉTENTION ET DÉPORTATION

On ne peut connaître le chiffre exact des Bulgares actuellement détenus dans les prisons des vilayets de Salonique, d'Uskub, de Monastir et d'Andrinople. Chaque jour, on emprisonne de nouvelles personnes sous le plus futile soupçon ou la moindre accusation : si l'on en relaxe quelques-unes, d'autres sont incarcérées; ou bien, les détenus sont transportés d'une prison à l'autre, faute de

place. D'après les renseignements au Gouvernement princier, voici le nombre approximatif des Bulgares emprisonnés dans les vilayets à la suite des attentats de Salonique :

1° VILAYET DE SALONIQUE		
Prison centrale du vilayet	400	
Prisons des cazas	500	
	900	900
2° VILAYET D'USKUB (SKOPIÉ)		
Prison centrale du vilayet	500	
Prisons des cazas	?	
	500	500
3° VILAYET DE MONASTIR (BITOLIA)		
Prison centrale du vilayet	625	
Prisons des cazas	225	
	850	850
4° VILAYET D'ANDRINOPLE		
Prison centrale du vilayet	230	
Prisons des cazas	320	
	550	550
Total		2 800

Pendant les deux derniers mois, de la fin d'avril à fin juin (v. s.) 1903, les autorités ottomanes ont donc arrêté 2 800 Bulgares, indépendamment de ceux qui sont détenus dans les prisons des cazas du vilayet d'Uskub et pour lesquels on n'a pas de renseignements. Il manque également des informations pour un assez grand nombre de localités des susdits vilayets, et, comme des arrestations ont été opérées dans presque tous les villages, on peut affirmer, sans exagération, que le nombre des Bulgares détenus est double et même triple du chiffre officiel ci-dessus mentionné. La plupart des prisonniers ignorent pourquoi ils ont été arrêtés; ils sont détenus depuis plusieurs mois sans avoir été encore interrogés par les juges d'instruction. De la prison centrale de Salonique, les autorités n'ont relaxé que 32 détenus. De la prison centrale d'Andrinople, 81 Bulgares détenus, dont 4 prêtres, ont été déportés en Asie Mineure, sans qu'il y ait eu une sentence justifiant cette mesure.

III

INTERNEMENT DANS LES LIEUX D'ORIGINE. — FERMETURE DES ÉGLISES ET DES ÉCOLES. — PROPAGANDE DU PATRIARCAT GREC

Les négociants et les artisans bulgares établis à Constantinople et à Salonique ont reçu l'ordre de se rendre dans leurs villes natales pour y être internés. Il ne leur a pas été accordé de délai pour arranger leurs affaires et sauvegarder leurs intérêts. Parmi eux, plusieurs s'étaient établis, il y a une vingtaine d'années, dans ces deux villes où ils possèdent des immeubles; ils se voient frappés par cette mesure inique d'internement dans leurs lieux d'origine, où ils n'ont plus depuis longtemps ni intérêts ni liens de parenté : c'est la ruine et la misère pour eux et leurs familles. Une mesure analogue a été édictée à l'égard des professeurs de gymnase et des maîtres d'école, de sorte que toutes les écoles bulgares ont été fermées avant la fin de l'année scolaire.

Les autorités appliquent rigoureusement la même mesure contre les prêtres qui sont présidents des communautés religieuses bulgares. D'autres sont détenus. La mesure d'internement prise à l'égard des prêtres et des maîtres d'école, contrairement aux lois en vigueur et aux privilèges de l'exarchat, a pour but de paralyser le développement de l'œuvre bulgare, tant religieuse que scolaire, et de forcer la population bulgare à passer sous l'autorité du patriarcat grec. Comme c'est au nom des présidents de communauté que sont délivrés les permis d'ouverture des écoles et que ces présidents sont emprisonnés ou internés, la population bulgare reste sans représentants légaux auprès des autorités turques, abandonnée à la merci de toutes les propagandes.

Le mudir de Gorémé (caza de Petrich) a fait dernièrement réunir les notables bulgares de ce village et leur a enjoint de renoncer à l'exarchat et de reconnaître le patriarcat, en leur disant que « les Bulgares exarchistes

sont des ennemis de l'Empire et que, s'ils veulent éviter les poursuites, ils doivent obéir à son injonction ».

Encouragés et secondés par les autorités ottomanes, les évêques et les archimandrites grecs parcourent le pays, pénètrent de force dans les églises bulgares, foulent aux pieds ou brûlent les livres slaves, emploient les promesses et les menaces pour obliger la population bulgare de reconnaître le patriarcat. L'archimandrite grec de Salonique, prêchant aux habitants de Gradobor, Négovan, Zarovo, Novo-Selo, etc., a tenu ce langage que « le Sultan ne veut plus avoir de Bulgares exarchistes dans son Empire et que, s'il en reste, ils seront exterminés ». Ces prédications ont été faites en présence de fonctionnaires ottomans.

Des faits analogues de propagande ont eu lieu dernièrement aux villages de Taschly-Mouslin et d'Ortakeuy (caza d'Andrinople); les autorités ottomanes ont obligé seize familles bulgares du premier village de signer une déclaration comme quoi elles passaient au patriarcat; l'évêque grec s'est rendu à Taschly-Mouslin et a officié dans l'église bulgare malgré les protestations de la grande majorité des familles bulgares qui refusent d'abandonner l'exarchat. Le même évêque a fait emmener de force, par des gendarmes, à Ortakeuy, les notables des villages bulgares environnants et, dans sa prédication, il leur a dit que, « s'ils ne veulent pas être exposés aux poursuites du Gouvernement Impérial, ils doivent reconnaître le patriarcat ».

IV

RUINE ÉCONOMIQUE DES NÉGOCIANTS, ARTISANS ET OUVRIERS

Outre les arrêtés d'internement, il faut citer une autre mesure qui prépare la ruine économique des négociants, artisans et ouvriers bulgares. Conformément à des instructions venues de Constantinople, le vali (gouverneur général) de Monastir a transmis, le 23 avril dernier, à

toutes les autorités du vilayet un ordre ainsi libellé : « Il est défendu aux Bulgares de se rendre à l'étranger et surtout à Constantinople ». Depuis cette date, on n'a plus délivré de feuilles de route aux Bulgares qui, par le passé, allaient par milliers à Constantinople pour les besoins de leur commerce.

Cet ordre a été même interprété à ce point que l'on interdit aux Bulgares de se rendre dans les grands centres commerciaux tels que Salonique, pour y faire les achats nécessaires ou pour y régler leurs affaires : on les oblige ainsi d'avoir recours à des commerçants turcs qui, peu à peu, les ruinent ou les supplantent.

V

VENTE DES BIENS. — PERCEPTION DES IMPÔTS. — RUINE ÉCONOMIQUE DES FAMILLES BULGARES DANS LES VILLAGES

L'administration provinciale emploie tous les moyens possibles pour installer des musulmans dans les villages bulgares et pour les aider à accaparer peu à peu des terrains appartenant aux Bulgares. Sous le prétexte le plus futile, on saisit et l'on vend à vil prix les propriétés bulgares dont les Turcs deviennent acquéreurs. Taillable et corvéable à merci, la population bulgare travaille pour les beys féodaux, possesseurs d'immenses fermes (tchifliks). Dans le vilayet de Salonique, sur huit cent quatre-vingt-dix-neuf villages peuplés de Bulgares, trois cent quarante-cinq sont des fermes complètes et quatre-vingt-trois des fermes mixtes où travaillent des Bulgares; dans le vilayet de Monastir, sur huit cent onze villages, il y a cent soixante-neuf fermes complètes et cent six mixtes; dans le vilayet d'Uskub, sur sept cent soixante-six villages, deux cent vingt et un sont des fermes complètes et quatre-vingt-quatorze mixtes.

Cette condition de servage des Bulgares explique leur misère, et c'est là une des causes principales du mécon-

tentement de la population de ces contrées. Si l'on ajoute les exactions fiscales, — perception des impôts pour plusieurs années d'avance; prélèvement de la taxe d'exonération militaire pour dix, quinze et vingt ans, etc., — il ne faut pas s'étonner que, voyant sa ruine se consommer lentement mais sûrement, cette malheureuse population se révolte contre un pareil régime d'arbitraire et de servitude.

Les faits qui viennent d'être exposés condamnent une fois de plus le régime ottoman. Il n'y a pas longtemps, la Sublime-Porte s'efforçait de dénoncer les entreprises révolutionnaires en Turquie comme étant fomentées par la Bulgarie, et d'en rejeter la responsabilité sur le Gouvernement princier. Aujourd'hui, elle doit reconnaître que la mauvaise administration de ses provinces est la seule et unique cause des troubles qui s'y produisent. Elle aurait dû pourtant puiser dans les tristes expériences du passé la conviction que ce n'est pas avec des persécutions systématiques et des répressions sanglantes que ses autorités feront régner l'ordre et la paix dans son pays.

La Sublime-Porte avait accepté, en principe, un projet de réformes qu'elle n'a pas appliqué en fait : elle a déclaré que ce projet était insuffisant. En dernier lieu, après la note du 16 juin du Ministère princier des Affaires étrangères, elle avait formellement promis au Gouvernement bulgare de rapporter les mesures d'arrestation et d'internement relatives aux prêtres et aux maîtres d'école, d'ordonner la réouverture des églises et des écoles, de relaxer les Bulgares innocents qui, par milliers, sont maintenus en prison, de punir les agents de l'autorité coupables d'exactions, d'abus de pouvoir et de crimes, en un mot de faire œuvre de justice et d'apaisement : elle n'a tenu aucune de ses promesses encore plus restrictives.

Qu'est-il résulté de tout cela?

Lasse d'attendre la réalisation des promesses d'un sort meilleur et ne prenant conseil que de son désespoir, la population bulgare de Turquie d'Europe s'est jetée dans la voie de la révolution : un mouvement insurrectionnel vient d'éclater dans le vilayet de Monastir, dans une pro-

vince ottomane située à 250 kilomètres des frontières de la principauté de Bulgarie. Les causes de cette révolution sont aujourd'hui connues et les responsabilités d'ores et déjà établies : la Sublime-Porte ne pourra plus en accuser la Principauté.

Sophia, le 28 juillet (10 août) 1903.

IV

UNE ACTION ANGLO-FRANCO-ITALIENNE

(Novembre-décembre 1903)

I

Crète et Macédoine. — L'amiral Pottier. — Les massacres hamidiens. — Les représailles chrétiennes. — L'intervention française en faveur des musulmans. — Expédition de Paraspori. — Action franco-italienne. — Expédition de Roukaka. — Action anglo-franco-italienne. — Expédition de Kandamos.

La diplomatie européenne reprend aujourd'hui en Macédoine les errements qu'elle a suivis jadis en Crète. Aux doléances et réclamations des Macédoniens, elle pense avoir fait une réponse suffisante. quand elle a prononcé les mots « action austro-russe » : c'est tout pareillement qu'elle répondit de si longues années aux Crétois par le « concert européen ».

Quand ces malheureuses populations de Macédoine, lasses d'insurrections et de massacres, de répressions et de pillages, harassées de tyrans et de sau-

veurs, de Turcs et de Bulgares, de Grecs et d'Albanais, répliquent avec juste raison que cette prétendue action austro-russe n'est qu'impuissance et que, depuis six ans, le Russe et l'Autrichien n'ont été en Macédoine que les dupes ou les complices d'Abd-ul-Hamid, l'Europe allègue son autre « tarte à la crème » : la question macédonienne est insoluble, dit-elle, à cause des intérêts incompatibles qui, dans cette province, mettent aux prises sept ou huit héritiers du Turc, le Bulgare, le Grec, le Valaque, le Serbe, l'Albanais, etc., sans parler des puissances européennes.

C'est tout pareillement aussi que, jadis, elle nous montrait en Crète cinq ou six partis irréconciliables — grec, autonomiste, unioniste, chrétien, musulman — qui se devaient déchirer et détruire le jour où la « petite main » d'Abd-ul-Hamid ne régirait plus cette terre de discordes.

Il faudrait pourtant que l'expérience crétoise servît à quelque chose. De 1821 à 1897, durant soixante-seize ans, la diplomatie européenne a déclaré que ce problème crétois était insoluble : durant trois quarts de siècle, la Crète n'a été que révoltes et batailles. Or, de février 1897 à décembre 1898, il a suffi de moins de deux ans pour que la droiture et l'énergie d'un seul homme résolussent ce problème éternel et fissent, de la Crète misérable, l'île heureuse et tranquille que nous connaissons aujourd'hui.

En deux ans, malgré la mauvaise volonté d'une moitié des puissances et malgré l'indifférence de l'autre moitié, le contre-amiral français E. Pottier accomplit cette œuvre de justice, sans violence, sans cris, par le seul exercice d'une volonté inlassable et d'une intransigeante équité. Je le connaissais depuis

longtemps. En 1888, membre de l'École française d'Athènes, j'avais été reçu par lui sur le *Vauban* qu'il commandait. Il m'avait prouvé son affection. Comme tous ceux qui l'approchaient, j'avais été conquis par le prestige de son énergique bonté. En 1897, quand la *Revue de Paris* m'envoya en Crète, je le retrouvai en rade de la Sude. Il me facilita de tout son pouvoir ce voyage assez peu commode. Il m'obtint du Conseil des Amiraux l'autorisation de tout voir à mon aise. Il me donna des compagnons de route pour pénétrer à l'intérieur. Sur les vaisseaux européens, dans les postes des Puissances, chez les Turcs et les insurgés, sa signature me fit accueillir.

A mon départ de Crète, comme je le remerciais une dernière fois, il me remit une liasse de rapports : « Vous n'avez qu'une façon, ajouta-t-il, de me témoigner votre reconnaissance. Quand je serai à la retraite ou quand je ne serai plus, il faudra que vous racontiez ce que mes hommes ont fait ici. Voici des rapports qui n'ont rien de confidentiel : les Amiraux les ont communiqués à Djevad-Pacha, aux gens d'Athènes et aux insurgés. Il faudra les publier un jour ».

Je les publie. Je suis sûr que le lecteur en pourra tirer quelques conclusions applicables à la Macédoine. Par des rapports officiels, il verra comment en pays turc la politique hamidienne fomente le massacre. Par des récits impartiaux, il verra des deux côtés, musulman et chrétien, même explosion de haine tant qu'Abd-ul-Hamid est là pour souffler la discorde, même capacité et mêmes retours de pitoyable tendresse quand le spectacle de la souffrance et de la misère, la vue de vieillards en sang ou de femmes en pleurs réveille chez les plus fanatiques quelques

sentiments humains. Par un exemple typique, le lecteur verra enfin ce que put faire en Crète, ce que pourrait faire en Macédoine une cordiale entente anglo-franco-italienne et la coopération des trois nations libérales au salut de la Turquie et au bonheur des chrétientés. Mais le lecteur français en tirera aussi de précises informations sur le rôle de notre marine en Crète. Nous ignorons trop souvent les œuvres nationales dont nous devrions être fiers : en Crète, la France eut l'initiative et l'honneur de la pacification par la bonté ; ce qu'il y a de meilleur en notre race fut alors personnifié par l'amiral Pottier et par ses équipages.

*
* *

Le contre-amiral E. Pottier arriva dans les eaux crétoises le 11 février 1897. Il les quitta le 28 décembre 1898. Pendant ces vingt-deux mois, il ne fut pas toujours le chef nominal des forces européennes : il en fut toujours le directeur réel. A son arrivée, l'ancienneté de son grade lui donna d'abord le commandement. Mais quatre jours plus tard (15 février 1897), survint le vice-amiral italien, Canevaro, qui, supérieur en grade, reçut la présidence du Conseil des Amiraux : il la garda jusqu'en juin 1898. Le contre-amiral E. Pottier la reprit alors et la garda jusqu'au bout. Si donc il n'exerça pas, durant toute l'occupation européenne, le commandement effectif, ce fut lui néanmoins qui, au début et à la fin, prit les mesures décisives : il imposa à ces affaires crétoises la direction que de bout en bout elles suivirent.

Dans l'intervalle, d'ailleurs, de ses deux comman-

dements, il trouva chez le vice-amiral Canevaro moins un chef qu'un ami plein de déférence et de respect : en toute discussion, l'amiral italien adopta et fit prévaloir les idées de l'amiral français; l'entente cordiale et constante de ces deux hommes triompha du mauvais vouloir autrichien et allemand, de l'indolence russe, de l'indifférence anglaise, de la perfidie turque, de la duplicité grecque, et obligea l'Europe en fin de compte à régler une bonne fois la situation de la Crète, suivant les nécessités de la politique, sans doute, suivant aussi les principes de l'équité.

Depuis 1770, la Crète avait eu, tous les vingt ans, quelque grande révolte et, chaque année, quelque petit massacre : révolte de 1770; troubles de 1802; révolte de 1821; troubles de 1840; révoltes de 1858, de 1866, de 1878 enfin. Après un siècle de tueries, l'Europe s'était décidée à une intervention effective : en 1878, elle avait forcé le sultan à conclure avec les Crétois le Pacte de Khalépa.

Ce Pacte assurait en Crète la réforme du régime turc par l'installation d'une Assemblée élective. Mais, en maintenant un gouverneur ottoman, ce Pacte livrait encore les Crétois au régime hamidien et, du jour où les meurtres et massacres reprendraient, il est trop clair que la réforme ne devait satisfaire personne. Le premier « vali » (gouverneur) nommé pour cinq ans, Photiadès-Pacha, eut l'énergie d'être honnête : malgré les intrigues d'Abd-ul-Hamid, il gouverna suivant la légalité; de 1880 à 1886, tout en Crète fonctionna régulièrement. Mais les successeurs de Photiadès furent victimes ou complices de la politique hamidienne.

Le Pacte de Khalépa, s'il était conforme aux intérêts des Crétois, était conforme aussi à l'intérêt

de la Turquie. La Crète, depuis un siècle, avait été un gouffre pour l'armée et les finances turques. Un budget crétois bien équilibré et les garnisons diminuées ou même rappelées pouvaient soulager notablement les dépenses de la Porte. Mais Abd-ul-Hamid poursuivait sa politique khalifale : les intérêts de la Turquie le préoccupaient beaucoup moins que les intérêts de l'Islam et, en particulier, des musulmans Crétois.

Pour sauver l'Islam en Crète, il travailla à ruiner le Pacte de Khalépa. Le gouvernement de Photiadès-Pacha, ayant duré six ans, était d'un mauvais exemple · les Crétois et l'Europe s'en prévalaient pour vanter le nouveau régime. De 1886 à 1889, Abd-ul-Hamid usa quatre gouverneurs. En 1889, profitant de l'indifférence de l'Europe et des bons offices de la Grèce dupée, il envoya de nouvelles troupes dans l'île et la fit occuper tout entière. Puis, de sa propre autorité, il cassa le Pacte de Khalépa, ce contrat bilatéral conclu entre les Crétois et lui, sous la médiation et avec la garantie des Puissances.

Le pouvoir absolu du gouverneur turc fut restauré. On rendit aux musulmans les offices, les élections et les tribunaux. Les notables musulmans, les « beys » reprirent leur exploitation légale : de 1890 à 1895, ils eurent cinq bonnes années. Les Crétois protestaient contre le nouvel état de choses. Mais ils sentaient l'indifférence de toute l'Europe et surtout de la Russie, qui, depuis 1890, se faisait la protectrice du Sultan. Ils protestaient donc, mais ne s'insurgeaient pas.

Pendant cinq ans, la Crète fut le jouet de gouverneurs, de « valis » éphémères. A ce régime, elle tomba dans une anarchie complète : dès 1894, le vali

avouait l'impossibilité de pousser l'expérience plus avant. Les impôts ne rentraient plus. Les nouvelles d'Arménie relevaient les espoirs des Crétois. Au début de 1895, l'agitation commença pour revendiquer le retour d'un état légal. L'Europe, qui ne voulait pas d'affaires en Orient, intervint alors et força le Sultan à nommer un gouverneur chrétien, Karathéodori-Pacha. Aussitôt les beys entrèrent en campagne contre cet envoyé de l'Europe et dressèrent les musulmans au massacre :

18 août 1895.

Les musulmans paraissent désireux de montrer qu'ils ne peuvent pas s'accommoder d'un gouverneur chrétien : en quelques jours, quatre chrétiens étaient tués dans la province de Sélino; un autre chrétien était assassiné aux portes mêmes de la Canée. Ces assassinats ont été ordonnés par le *Comité musulman de la Canée*, et, détail singulier, l'ordre aurait été porté par un sergent musulman de la gendarmerie et exécuté aussitôt par ses deux fils [1].

4 septembre 1895.

On signale de nouveaux meurtres de chrétiens par des musulmans. La population chrétienne croit à un complot organisé pour obtenir le rappel de Karathéodori-Pacha et son remplacement par un vali musulman.

18 septembre 1895.

Encouragés par l'impunité complète, les musulmans se livrent à toutes sortes d'agressions contre les chrétiens; sans l'arrivée inespérée d'un croiseur russe, nous n'eussions pas échappé au triste spectacle de désordres sérieux à la Canée et à Rhétimno. A la Canée, dans la journée de vendredi, des musulmans armés de couteaux poursuivaient

1. *Livre Jaune*, *Affaires de Crète*, p. 20, 23.

en plein midi, et presque sous les fenêtres du consulat d'Autriche, un chrétien qui ne dut son salut qu'à la rapidité de sa fuite. Une heure après, ils poignardaient un autre chrétien sur la route de la Sude.

Cette lutte des musulmans contre l'Europe dura toute l'année 1896. Les beys recevaient les encouragements et les subsides de Constantinople. « Leur attitude, écrira le consul de France le 14 janvier 1897, me confirme de plus en plus dans l'idée qu'ils obéissent à un mot d'ordre envoyé de Constantinople. » Les chrétiens, dociles jusqu'au bout, se prêtèrent à toutes les expériences. Vali chrétien, vali musulman, Assemblée convoquée, retardée, rappelée, réunie, commissions européennes, séances de consuls : ils acceptèrent toutes les combinaisons. Tout se liguait pour les pousser à bout : « On ne peut pas se dissimuler que la Porte a fait tout ce qui dépendait d'elle pour augmenter le mécontentement et favoriser la propagande révolutionnaire... Tous les meurtres commis par les musulmans, toutes les violences, tous les actes arbitraires reprochés à la gendarmerie et aux fonctionnaires turcs sont la conséquence d'un plan arrêté qui a pour but d'exaspérer les chrétiens et de les pousser au désordre[1]... »

Vers le mois de février 1896, les beys annonçaient tout haut le massacre général[2]. Le jour du Baïram, le 24 mai 1896, ils le tentèrent : après avoir assassiné les deux cawas des consuls russe et grec, ils marchèrent sur le quartier chrétien de la Canée[3]. L'arrivée de vaisseaux européens arrêta pour quelque

1. *Livre Jaune*, p. 31.
2. *Id.*, p. 21.
3. *Id.*, p. 50.

temps leur ardeur. Ils continuèrent du moins de brûler les villages chrétiens. En juin, les consuls prévoyaient de nouveaux désordres « avec l'entente des soldats et des musulmans indigènes »[1].

Quand l'Europe eut bien déclaré son intention de passer outre et de rétablir un gouvernement régulier, le jour où les Crétois allaient enfin recueillir le prix de leur sagesse, « des placards appelèrent les musulmans à la guerre sainte et les invitèrent à massacrer les chrétiens »; des proclamations furent affichées aux portes des mosquées disant que « puisque les droits des musulmans sont méprisés par les Puissances et que le Sultan lui-même abandonne ses enfants, il ne reste plus aux musulmans qu'à s'ensevelir sous les ruines de leur patrie »[2].

Le 4 janvier 1897, tentative de massacre à la Canée. Le 15 janvier, un mot d'ordre arrive de Constantinople pour que chacun soit prêt à la besogne[3]. « Ce mouvement, écrit le consul de France, a été provoqué, à la suite d'incitations de certains personnages musulmans de Constantinople, par les beys crétois qui veulent recommencer à Candie la tentative avortée à la Canée[4]. » Le 5 février, le quartier chrétien de la Canée s'allume et les chrétiens, à Sitia, à Candie, à Hiérapétra, à Rhétimno, à la Canée, dans toutes les grandes villes, sont massacrés.

Ces massacres avaient été prévus, annoncés. Le consul de France écrivait trois jours auparavant : « J'ai la preuve que ce mouvement simultané des musulmans à Candie, Rhétimno, la Canée, etc., est

1. *Livre Jaune*, p. 70, 73.
2. *Id.*, p. 276, 290.
3. *Id.*, p. 321.
4. *Id.*, p. 331.

la conséquence d'instructions envoyées de Constantinople ». Il ajoutait le 9 février : « L'opinion unanime ici est que le Sultan, en ordonnant le soulèvement de la populace musulmane, a voulu démontrer que le monde musulman ne saurait se soumettre à l'application de réformes imposées par l'Europe »[1].

Ces massacres avaient été systématiquement préparés. Pour les accomplir, les beys avaient appelé dans les villes côtières leurs coreligionnaires de la campagne. Sur un ordre, les villageois musulmans avaient en masse émigré de l'intérieur vers les ports, où l'élément chrétien était en majorité, mais où la présence de l'armée et de l'autorité turques assurait aux massacreurs une parfaite sécurité[2]. Les soldats turcs donnèrent le signal. Ils se mirent à la tête des bandes[3]. Cinq ou six mille chrétiens furent exécutés.

1. *Livre Jaune*, p. 333; II, p. 20.

2. *Id.*, II, p. 2 : Cette émigration en masse des musulmans est certainement la conséquence d'un mot d'ordre. Il n'y a pas pour moi le moindre doute à cet égard. Mais ce mot d'ordre, qui a bien pu le donner? Il est évident que seuls, les beys musulmans ont assez d'influence sur leurs coreligionnaires pour les ébranler en masse. J'ai donc la conviction que ce sont eux qui ont envoyé des instructions formelles et péremptoires auxquelles la population musulmane a obéi aveuglément. Mais qui a pu inciter les beys à jouer une partie aussi dangereuse? D'aucuns sont persuadés que les beys y ont été encouragés par des conseils de l'étranger. D'autres croient qu'ils ont reçu de Constantinople l'ordre de provoquer des troubles pour empêcher les réformes et rendre nécessaire une répression par les troupes impériales.

3. *Id.*, II, p. 6 et 7 : La confusion et la panique sont effroyables; les bateaux étrangers recueillent tous les réfugiés chrétiens, mais les moyens commencent à manquer. Après avoir fait feu toute la journée sur les chrétiens dans la ville et avoir marché avec les indigènes musulmans contre les chrétiens dans les environs, les soldats turcs nous prêtent aujourd'hui leur concours en présence de l'imminence du péril. Mon avis est que toutes ces scènes effroyables ont été la conséquence

Le reste parvint à s'échapper des villes sur les bateaux qui se trouvaient en rade et qui les transportèrent dans les îles et ports grecs [1].

Les villes côtières sont désormais au pouvoir de la population musulmane et de l'armée turque. Mais l'intérieur de l'île est aux mains des chrétiens révoltés, qui se jettent sur les villages musulmans, massacrent vieillards, femmes, enfants, tout ce que les beys n'avaient pas attiré dans les villes, puis marchent contre celles-ci et les assiègent. En Grèce, l'afflux des fuyards et blessés soulève l'opinion : une escadre sous le prince Georges et une petite armée sous le colonel Vassos sont expédiées en Crète. C'est alors que le contre-amiral E. Pottier est envoyé de France : parti de Toulon le 7 février 1897, il arrive le 11 devant la Canée.

*
* *

Ayant à plusieurs reprises commandé au Levant, il avait l'expérience des choses turques. Il avait reçu les instructions de son gouvernement : M. G. Hanotaux, qui ne demandait que « le maintien de l'ordre », conseillait seulement « d'empêcher autant que possible l'effusion du sang et de soulager les misères [2] ». Les consuls à la Canée, tout en dénonçant les crimes d'Abd-ul-Hamid, pensaient encore à « maintenir la

d'un accord préparé entre le Gouvernement ottoman et les musulmans crétois pour empêcher la mise en application des réformes imposées par les puissances européennes.

1. *Livre Jaune*, II, p. 9 : Toute la population chrétienne a été embarquée sur les navires de guerre qui la transportent soit à Milo, soit à Syra. La populace musulmane continue à piller.

2. *Id.*, II, p. 35.

domination du Sultan, en Crète »[1]. Il semble que, dès l'abord, l'amiral E. Pottier se soit fait une idée tout autre des véritables devoirs de l'Europe.

Les diplomates, jusque-là, parlaient seulement d'intérêts. La Crète et la vie des Crétois n'étaient pour eux qu'une marchandise d'échange, une sorte de titre au porteur, de valeur négociable, que chacun s'efforçait de garantir à ses amis ou d'arracher à ses adversaires. L'Allemagne, courtière et pourvoyeuse d'Abd-ul-Hamid, déclarait avec menace que la Crète devait rester turque : « Le baron de Marschall, écrivait notre ambassadeur à Berlin, regarderait l'annexion de la Crète à la Grèce comme l'ouverture du partage de l'Empire ottoman et, très probablement aussi, comme *le prélude d'une guerre européenne* ». L'Angleterre, par contre, laissait entendre que ce partage de l'Empire ottoman n'avait rien qui pût lui déplaire : d'avance, elle tenait en Égypte la part qu'elle s'était choisie.

Entre ces deux solutions radicales, les autres Puissances oscillaient, Autriche dans le sillage allemand, Italie dans le sillage anglais, Russie dans l'incertitude et l'ignorance ordinaires, France enfin dans les dispositions où nous l'avons vue et qui persisteront tant que M. Hanotaux sera ministre, c'est-à-dire jusqu'en juin 1898.

Dès son arrivée, l'amiral E. Pottier envisagea tout autrement cette question crétoise. Que l'Europe eût en Crète et en Turquie des intérêts à défendre, il le savait mieux que personne : ses campagnes précédentes au Levant l'en avaient instruit. Que la France en particulier n'eût pas le droit de risquer la moindre

1. *Livre Jaune*, II, p. 34.

perte d'hommes ni la moindre complication diplomatique pour régler les affaires de ces Crétois qui ne voulaient pas ou ne pouvaient pas les régler eux-mêmes, personne encore ne le disait mieux que lui, et la presse d'Athènes répéta avec horreur ce dicton qui lui était familier : « Toute la peau d'un de ces moricauds ne vaut pas l'oreille d'un de mes hommes ».

Mais, chargé de cette affaire crétoise, il conçut très nettement et fit prévaloir cette idée que, si les intérêts européens en étaient un facteur important, les intérêts crétois en étaient le facteur principal : les intérêts européens, disait-il, n'arriveront à être sauvegardés que si les intérêts crétois sont d'abord satisfaits, ou du moins respectés; à ses yeux, la solution rationnelle, définitive, de ce problème crétois était en Crète, non pas ailleurs.

Ramener en Crète la paix civile; empêcher désormais les Crétois de se massacrer les uns les autres, en les délivrant tout à la fois des perfidies hamidiennes et des intrigues helléniques; rétablir chacun dans ses biens et propriétés, chrétiens dans les villes, musulmans dans les villages; assurer enfin à tous un régime de sécurité, de droits égaux et de tolérance, non seulement par la réforme du régime turc, mais aussi par la suppression du régime hamidien; bref, organiser une Crète où chacun pût vivre : dès les premiers jours, l'amiral Pottier exposa ce programme et jusqu'au bout il ne cessa pas de l'exposer, tout en l'exécutant.

Car cet homme d'action exposait volontiers d'avance tout ce qu'il comptait faire. Il avait grande confiance dans les procédés d'ouverte franchise et de décisions publiquement annoncés. Durant deux années, il ne passera jamais à l'acte sans avoir prévenu les inté-

ressés longtemps à l'avance, sans leur avoir fixé l'heure, le lieu et le mode de son intervention. Il appellera tour à tour fonctionnaires turcs et officiers grecs, notables musulmans et chefs insurgés. Il ne croira pas déroger en expliquant à tous les raisons de sa conduite et la teneur de ses ordres. Il enverra ses embarcations ou ses piquets de marins distribuer des proclamations sur le pourtour et à l'intérieur de l'île. Il décidera les Amiraux, ses collègues, à se rendre en personne dans les lignes insurgées.

Dès le début de mars 1897, alors que les flottes européennes sont encore réduites à user du canon contre les chrétiens, il entraîne l'amiral Canevaro à visiter ces lignes mêmes d'Akrotiri, qui dominent la rade de la Sude et que les obus européens ont bouleversées l'avant-veille. Les amiraux sont mal reçus d'abord à proposer l'autonomie, et non pas l'annexion à la Grèce. Mais ils offrent des médecins et des médicaments, ils distribuent des secours et, bientôt, les insurgés sont persuadés que l'Europe n'est pas venue seulement pour défendre le Turc, que le Conseil des Amiraux tiendra la balance égale entre musulmans et chrétiens et que ses promesses ne seront pas changeantes et doubles comme celles des diplomates.

Tout en usant de la parole, l'amiral E. Pottier n'en fut jamais prodigue. Quand une fois il avait parlé, l'acte suivait toujours. En moins d'une semaine, les Crétois des deux camps apprenaient ce que valait l'un de ses engagements, paraphé de la brève interjection qui lui était familière. Quand il avait ordonné à un préfet turc de vider les lieux, on savait que, de gré ou de force, par la fenêtre ou la porte, le fonctionnaire de Sa Hautesse quitterait la place. Quand, aux insurgés massacreurs de musulmans, il avait

annoncé que trois obus à la mélinite leur montreraient la rectitude de son tir, on savait que le lendemain, à l'heure dite, au lieu fixé, les trois obus tomberaient à cinq minutes d'intervalle, sans causer mort d'homme ni grand dommage pour la première fois, mais en prouvant à tous les yeux l'excellence de son artillerie et de ses pointeurs.

Avant de recourir à l'obus, il épuisait tous les autres moyens. Il disait dans ses premières instructions aux commandants des navires français : « Vous devez concourir avec les bâtiments étrangers à empêcher les insurgés de s'avancer davantage... Vous n'ouvrirez le feu qu'à la dernière extrémité, quand vous aurez bien constaté *par vous-mêmes* qu'un mouvement bien accentué en avant a été fait. Vous ne tirerez qu'après les autres bâtiments et enfin, si vous êtes réduit à cette extrémité qui, je l'espère, ne se présentera pas, vous réglerez le tir de manière à ne pas atteindre le but. Je considère en effet que cette action, si nous y sommes contraints, est surtout un procédé d'intimidation ».

A l'intimidation, il joignit toujours le grand correctif de la générosité. Que le résultat fût atteint sans que, pour lui-même, en rejaillît aucun bénéfice de vanité ou de réputation : peu lui importait. Il se préoccupait d'abord de ménager l'amour-propre et l'honneur de ceux qu'il réduisait à l'obéissance. Il arrangea toutes choses pour que les insurgés pussent se vanter de chacune de leurs reculades. Il épargna aux officiers turcs l'humiliation du désarmement. Sa bonté fit le reste : il sut compatir et prouver à tous qu'il compatissait à toutes les souffrances. Les beys musulmans et les chefs insurgés lui écrivirent tour à tour : « Tu as pleuré avec nous et nous savons que tu nous aimes ».

*
* *

Il fallait avant tout arrêter le massacre. Assiégée dans les villes de la côte et massacrée dans les villages de l'intérieur, la population musulmane était menacée d'une entière destruction. Les villageois chrétiens ne faisaient que venger leurs coreligionnaires des villes. Il est certain que, par leurs attentats de la Canée, de Candie et de Rhétimno, les musulmans avaient mérité toutes les représailles. Mais ces malheureux, fanatisés par leurs beys, n'avaient été que les instruments d'Abd-ul-Hamid.

Le Conseil des Amiraux décida tout aussitôt qu'il prenait sous sa protection les villes crétoises et qu'il défendait aux insurgés de poursuivre leurs attaques. On planta les drapeaux européens sur les villes. On débarqua quelques troupes. On installa entre insurgés et musulmans des cordons militaires, au moyen de postes très espacés, très peu nombreux, mais que couvraient aussi les drapeaux de l'Europe. Les insurgés firent mine de rompre ce cordon : on les canonna, en réglant d'abord le tir comme l'amiral Pottier l'avait demandé. Ils revinrent à l'attaque : on les canonna en visant mieux. Puis les visites et proclamations des Amiraux les ramenèrent à des prétentions plus raisonnables.

Mais alors ce fut le tour des musulmans. Excitée par les autorités turques, pressée d'ailleurs par la faim, la populace musulmane partit la nuit en maraude et, se glissant à travers les postes européens, s'en alla dans la campagne récolter du bois, des herbes, des fruits encore verts, ou, dans les lignes mêmes des insurgés, couper des oreilles et des nez

qu'elle rapportait en triomphe. Il fallut canonner cette racaille; mais ici on prévint les Turcs qu'à la première sortie des musulmans, c'étaient les gouverneurs et préfets turcs que l'on expulserait.

Lentement, après bien des alertes, des coups de main et quelques canonnades, un état de trêve mélangée d'hostilités, traversée d'assassinats, de viols, de mutilations et d'atrocités réciproques, finit par s'établir. Jusqu'au bout, les insurgés tiendront les villes assiégées : ils les dominent et les fusillent parfois, du haut des montagnes voisines. Jusqu'au bout, les musulmans essayeront aussi de renouveler leurs nocturnes exploits. Mais si les meurtres individuels continuent, le massacre général est évité et même, en certaines villes, de pacifiques relations reprennent, à travers les lignes européennes, entre insurgés et musulmans.

La première de ces villes fut Sitia, que l'amiral Pottier avait sous son administration directe. Car les Amiraux, ayant fixé leur siège et comme leur capitale à la Canée, s'étaient partagé le reste de l'île : Français à l'est, à Sitia et Spinalonga; Italiens au sud, à Hiérapétra; Anglais et Russes au centre, à Candie et Rhétimno; Autrichiens à l'ouest, à Kissamo et Sélino. La différence de ces commandements, bien qu'un peu corrigée par les délibérations communes du Conseil des Amiraux, ne tarda pas à se traduire dans l'état des différentes provinces.

Retranchés derrière les remparts de leurs villes, les Autrichiens, les Anglais et les Russes ne regardèrent jamais au delà de leurs avant-postes, et les Italiens furent d'abord chassés de Hiérapétra par l'insalubrité des marais. Toute la Crète de l'ouest et du centre fut ainsi livrée aux représailles des insurgés. Ne pouvant

plus attaquer les villes, les chrétiens passèrent leur bravoure sur les villages musulmans de l'intérieur, sur ce qui restait encore des propriétés et personnes musulmanes. Dans toute l'île, on coupa les oliviers, on brûla les maisons, on éventra les femmes, on martyrisa les enfants et les vieillards musulmans, on souilla les cimetières et les mosquées. Dans la seule province de Sitia, les ordres et l'intervention directe de l'amiral Pottier coupèrent court à ces exploits dès le 20 février 1897.

Il faut rendre cette justice aux deux commandants français du *Suchet*, le capitaine de vaisseau Hennique et le capitaine de frégate Pivet, qu'ils réclamèrent ces ordres de leur amiral. Le *Suchet* se trouvait sur rade de Sitia avec un bateau anglais, *Nymph*, et un bateau italien, *Etna*. Le commandant Hennique apprit que les massacres transformaient en abattoir cette province, la plus mêlée de l'île, la plus enchevêtrée de villages musulmans et chrétiens. Il demanda la permission d'envoyer son second, le commandant Pivet, rechercher et ramener à la côte ce qui pouvait rester de musulmans à l'intérieur.

Au Conseil des Amiraux, tous prétendaient que se risquer loin de la côte, hors de portée des canons, parmi les insurgés furieux, c'était chercher une collision, une bataille, et, l'honneur du drapeau une fois engagé, où faudrait-il aller? Certains amiraux avaient à ce sujet des ordres formels : « Le comte Goluchowski estime que les troupes ne devront jamais être employées à une expédition à l'intérieur »[1].

L'amiral français tint bon : journellement on apportait à l'hôpital de Sitia des femmes éventrées,

1. *Livre Jaune*, II, p. 160.

des enfants mutilés; il déclara que pareil spectacle lui était intolérable, qu'il avait d'ailleurs négocié un arrangement avec les chrétiens, qu'il n'avait pas beaucoup de confiance dans la parole de ces bavards, mais que, prenant sur lui toute la responsabilité, il mettrait en route ses seuls Français, — huit hommes et deux officiers, — sans demander le concours des Anglais et Italiens présents à Sitia. Voici le récit de cette première expédition :

Commandant, sur la prière instante que les musulmans, bloqués à Paraspori et à Roukaka, vous avaient adressée le 19 février, vous aviez obtenu des chefs chrétiens de la province qu'en reconnaissance du service que vous veniez de rendre à leur parti, en faisant relâcher leurs 380 coreligionnaires bloqués à Hiérapétra, ils feraient rendre la liberté aux musulmans de Paraspori et de Roukaka, si ces derniers consentaient à déposer leurs armes. Mais ceux-ci, connaissant la cruauté de leurs ennemis, avaient déclaré qu'ils aimaient mieux mourir les armes à la main que courir le risque d'être égorgés, dès qu'ils les auraient rendues. Toutefois ils ajoutaient que, pleins de confiance dans la protection du pavillon français, ils se remettraient, eux et tous les leurs, à l'officier que vous enverriez et lui livreraient leurs armes.

C'est dans ces conditions que je suis parti le 22 février au matin de Sitia, emmenant avec moi le capitaine d'armes et huit marins armés du *Suchet*, Ibrahim Effendi, adjoint au kaïmacan de Sitia et deux notables de la ville. M. Saounazzo, notre agent consulaire à Rhétimno, avait bien voulu m'accompagner et m'a rendu, comme interprète, les plus grands services.

A neuf heures un quart, nous arrivons à Piskoképhalo où nous sommes reçus par tous les habitants armés de fusils Gras, de l'adulte au vieillard. En raison de sa proximité de Sitia, qui est le centre musulman de la contrée, le village de Piskoképhalo est le poste avancé du parti chrétien; c'est là que se sont réfugiés les commerçants

chrétiens de Sitia et que se tiennent les assises du Comité insurrectionnel de la province (Épitropie). Ainsi qu'il a été convenu hier avec les chefs chrétiens, M. Stéphanidis, démarque, et M. Démitzakis, notable à Piskoképhalo, se joignent à nous. Un de leurs hommes portant un pavillon blanc marche en tête, à côté du pavillon français.

Vers dix heures, en approchant du village chrétien d'Akladia, nous voyons surgir autour de nous des hommes armés qui semblent placés en avant-postes et qui, tout en se défilant par habitude, arrivent jusqu'à nous. Au moment où nous atteignons les premières maisons, les habitants en armes sortent de tous côtés. Ils ont été prévenus de notre passage et ne font rien pour nous arrêter; mais il est facile de voir à leur mine que notre mission n'a nullement leur sympathie. Autant ils avaient mis de nonchalance à nous recevoir, autant ils mettent d'empressement à nous suivre, lorsque nous sortons du village. Ce cortège menaçant ne pouvant qu'effrayer les femmes et les enfants que nous allons chercher, je tâche de m'en débarrasser en les remerciant d'abord de leur conduite, puis en les invitant fermement à rester chez eux.

A onze heures, nous arrivons à l'entrée de Paraspori et je fais rallier auprès de moi mon petit détachement, tandis que sur ma demande le démarque et M. Démitzakis s'efforcent de retenir derrière nous les montagnards d'Akladia, de Skopi et de Paraspori dont l'aspect est franchement mauvais. Je traverse avec les notables turcs tout le village que les habitants musulmans ont abandonné pour se réfugier ensemble, à l'autre extrémité, dans un groupe de deux ou trois maisons isolées où la défense leur était sans doute plus facile. J'avais tenu, pour leur inspirer confiance, à me présenter aux musulmans dans les conditions qu'ils nous avaient eux-mêmes indiquées, c'est-à-dire avec notre pavillon entouré de quelques marins armés et accompagné seulement d'autorités turques, qui devaient les décider à se fier à nous et leur dire que le gouverneur leur ordonnait de suivre vos instructions.

Fort heureusement, nous pûmes arriver jusqu'à la porte derrière laquelle ils se tenaient, les armes à la main, avant

que les chrétiens, qui gagnaient peu à peu du terrain, se fussent sensiblement rapprochés, car il était à craindre que ces ennemis, aussi fanatiques les uns que les autres, se trouvant pour ainsi dire face à face, les fusils partissent tout seuls, et non seulement nous aurions été pris entre deux feux, mais encore notre mission eût été complètement manquée et la situation des prisonniers rendue plus périlleuse encore.

Quelques musulmans sortent des maisons, sans armes. Couverts par les pavillons blanc et tricolore, ils prennent courage, m'expriment toute leur reconnaissance et se disent prêts à m'apporter leurs armes. Pendant ce colloque, les chrétiens se sont avancés et j'ai beau leur dire que leur vue empêche les femmes de sortir, les prier de s'éloigner, les menacer même : tout est inutile ; ils veulent voir les armes, les compter et s'assurer que les musulmans n'emportent sur eux ni couteau ni pistolet. Ils sont furieux que les chefs chrétiens de Piskoképhalo aient consenti à ce que les armes soient remises à mon entière disposition. Ils voudraient que, suivant l'usage, elles leur fussent données, moins peut-être pour ce qu'elles valent, que parce qu'elles attesteraient leur victoire.

Cependant le va-et-vient commence. Tandis qu'on dépose auprès de moi un tas de vieux fusils à pierre ou à piston, qu'on remplit un sac de pistolets, sabres et poignards, et que l'attention des chrétiens est tout entière absorbée par cette opération, les femmes musulmanes, voyant que personne ne fait attention à elles, se disposent à partir. Elles emportent tout ce qu'elles ont sauvé de chez elles, quand elles se sont réfugiées dans cette maison, vêtements, matelas, couvertures, etc. Elles vont se grouper dans un endroit écarté où nos marins chargent avec elles des sacs et couvertures sur les cinq ânes que j'ai amenés de Sitia ; on installe par-dessus des vieillards et des enfants.

Les musulmans placent sur leurs épaules les objets les plus lourds et vont rejoindre le convoi. Je fais décharger et amarrer sur un âne les vingt-quatre fusils qu'on m'a remis, mais le sac contenant les petites armes a disparu et les chrétiens se gardent bien de le réclamer ! En revanche, ils

prétendent que leurs ennemis possédaient sept fusils Martini et trois revolvers qu'ils n'ont pas vus passer. Maintenant que la maison est évacuée, je les autorise à chercher. Mais ils n'ont pas attendu cette permission pour se jeter à la curée : ils fouillent partout et emportent tout ce que les musulmans ont pu oublier.

A midi quinze, notre colonne se met en route par un chemin plus direct. En tête, marche avec nos pavillons le démarque de Piskoképhalo, qui servira de guide et assurera notre passage dans les villages chrétiens. Je me tiens avec le capitaine d'armes et quatre marins à l'arrière-garde pour protéger les deux cent dix-sept malheureux contre un retour offensif toujours possible et pour veiller à ce qu'aucun d'eux ne reste à la traîne.

Alors, commence notre retour, exode biblique à travers la montagne, par des sentiers scabreux où les vieillards, les femmes et les enfants avancent péniblement, s'arrêtent souvent au bord du chemin, pour déposer le fardeau qui écrase leurs épaules et se reposer un instant. Mais ils sont si heureux d'avoir échappé au danger qui les menaçait nuit et jour, qu'aucune fatigue ne leur coûte; ils s'excitent les uns les autres; les mères abandonnent leurs enfants à nos marins; les vieillards s'appuient sur le bras de nos hommes; au moindre signe de ma part, chacun se remet en marche.

Ils ont en nous une telle confiance qu'ils n'hésitent pas à suivre notre pavillon dans le village chrétien de Skopi, dont ils savent pourtant combien les habitants leur sont hostiles. Ils pénètrent, serrés les uns contre les autres, dans les ruelles étroites, au milieu de tous ces gens en armes qui n'auraient qu'à étendre le bras pour les frapper et pour assouvir sur eux leur haine ou leur vengeance.

Lorsque toute la colonne est sortie du village, je m'arrête au milieu de la population chrétienne qui remplit le chemin et couvre les terrasses des maisons, et je la remercie, par l'intermédiaire de M. Saounazzo, de nous avoir laissés librement passer. Je lui rappelle que grâce à vous, commandant, quatre cents de ses coreligionnaires, bloqués par les musulmans à Hiérapétra, ont été relâchés.

J'exprime le ferme espoir que ceux qui s'honorent du nom de chrétien ne se montreront pas moins humains que les fanatiques disciples de Mahomet; je les exhorte à déposer les armes et, s'ils trouvent quelque musulman égaré ou caché dans la montagne, à nous l'amener loyalement à Sitia. Nos paroles ont été comprises et nos sentiments bien interprétés : car la population, manifeste l'intention de suivre nos conseils; en témoignage de confiance et d'amitié, des chrétiennes nous apportent du vin, de l'eau-de vie et remplissent nos poches de citrons et d'oranges.

A quatre heures et quart, nous arrivions à Sitia et nous remettions à la population musulmane, accourue au-devant de nous, les deux cent dix-sept prisonniers de Paraspori. En terminant, commandant, je dois vous dire combien j'ai été satisfait de la conduite de mes huit marins et du zèle apporté par le capitaine d'armes à me seconder. Tous ont rivalisé de dévouement, aidant les vieillards à marcher, portant les enfants, prenant sur leurs épaules une partie du bagage des femmes et gagnant par leur cordialité et leur entrain la confiance de tous. Je tiens à exprimer aussi ma reconnaissance pour l'obligeance extrême de M. Saounazzo qui, par sa parfaite connaissance des Crétois et son empressement à traduire mes pensées, a largement contribué au succès de ma mission.

PIVET.

*
* *

Cette première expédition ayant réussi, les commandants Hennique et Pivet en organisèrent une plus importante, qui devait rayonner beaucoup plus loin. Car les massacres reprenaient à l'intérieur. Chaque jour, arrivaient à la côte de plus lamentables convois. Les ambulances du *Suchet* étaient encombrées de blessés qui, tous, portaient les traces d'abominables férocités : une femme avait la figure hachée et brûlée d'un coup de fusil à bout portant; une autre avait les

deux seins coupés ; une fillette avait les oreilles arrachées...

Mais le *Suchet*, sur ces entrefaites, dut regagner la Sude pour se ravitailler. Le *Chanzy* le remplaça et ce furent les commandants du *Chanzy*, le capitaine de vaisseau Antoine et le capitaine de frégate Adam, qui prirent en main la seconde expédition. Il s'agissait d'atteindre le village de Roukaka, en pleine montagne, à vingt-cinq kilomètres de la mer. Les Italiens présents sur rade de Sitia demandèrent l'honneur de se joindre aux Français. Voici, résumé, le rapport du commandant Adam.

Commandant, j'ai l'honneur de vous rendre compte de la mission que vous m'avez confiée le 23 février dernier. Il s'agissait de se porter le plus rapidement possible à Roukaka, à six heures de marche, pour sauver environ 600 musulmans. Je me suis mis en route le 23 à midi, accompagné de M. Giran, lieutenant de vaisseau du *Chanzy*, de M. da Pozzo, aspirant du cuirassé italien le *Doria*, et d'un détachement armé de 26 marins.

Nous traversons le village de Piskoképhalo. Vers quatre heures j'arrive avec l'avant-garde au village musulman de Daphnais, entièrement détruit par le feu. Dans les maisons, on trouve des cadavres, les uns carbonisés, d'autres saignant encore. Je fais halte pour masser la colonne, qu'allongent les mauvais chemins et les ânes récalcitrants qui doivent rapporter les malades, les blessés, les femmes, les enfants, etc...

Vers six heures, le guide me signale l'évêque grec à cheval avec son escorte armée. L'évêque se joint à nous et nous arrivons à Roukaka vers six heures un quart. L'évêque a reçu votre lettre et est monté de suite à cheval ; il me déclare que sa mission n'est pas facile ; les chrétiens, dit-il, sont aussi brigands que les musulmans et ne reconnaissent pas son autorité. Il est très pessimiste.

Nous sommes reçus à l'entrée de Roukaka par un peloton d'une quarantaine de chrétiens en armes. L'évêque reste avec eux; j'entre dans le village accompagné d'un quartier-maître portant le pavillon français, de l'interprète et de deux hommes. Je trouve la rue pleine de chrétiens armés, embusqués derrière les portes, aux fenêtres. Ils me saluent, mais conservent leur attitude offensive à l'égard d'un ennemi que je ne vois pas et qui se trouve établi dans des maisons plus loin. Je leur demande de se retirer et de faire trêve pendant que je vais parler aux musulmans.

Un premier coup de feu part alors du côté musulman. Je fais aussitôt masquer les trois hommes qui m'accompagnent. Deux autres balles sifflent. Je montre le pavillon français et je m'avance. Deux musulmans sortent d'une maison barricadée de pierres. Une quinzaine d'autres, étendus sur la terrasse, le fusil à la main, surveillent les chrétiens. J'essaie de parler avec deux chefs; mais je suis aussitôt prévenu qu'ils ne répondent pas de moi; les chrétiens ont avancé, espérant que ma marche en avant détournerait l'attention de l'ennemi : « Nous allons tirer, me dit un des musulmans; les chrétiens vont riposter; vous allez vous trouver entre deux feux ». J'envoie dire aux chrétiens de se retirer; mais ils continuent de se faufiler en avant. La nuit vient. Je me retire en déclarant aux musulmans que je les verrai le lendemain matin.

Le soir, l'évêque fait appeler les chefs chrétiens. Après l'avoir écouté, ils hésitent à laisser sortir les musulmans qu'ils sont sûrs de prendre et de massacrer. Je leur répète alors comment les Français ont sauvé 400 chrétiens, que les musulmans ont laissés partir de Hiérapétra; je leur dis qu'il ne serait ni humain, ni généreux de massacrer des vieillards, des femmes, des enfants, etc. Ils consentent enfin à laisser les musulmans se retirer sous notre protection; mais leurs armes devront être remises aux Français.

Le lendemain matin, vers six heures, en présence de l'évêque, j'envoie chercher les chefs musulmans. Ils se rendent à mon appel. Je leur demande s'ils veulent se

mettre sous ma protection et venir avec moi à Sitia. Ils acceptent sans difficulté de me rendre leurs armes et me demandent, une fois désarmés, si je réponds d'eux et de leurs familles. Sur mon affirmation, ils se déclarent prêts. Nous nous rendons aussitôt devant leurs maisons. Les hostilités cessent. Un cordon de marins empêche les chrétiens d'approcher. Les musulmans déposent leurs armes : — « C'est le moment le plus dangereux, car le moindre coup de feu mettra le feu aux poudres », me dit l'évêque.

Enfin, malgré quelques cris et quelques vociférations, tout se passe très bien; les familles sortent; quelques vieillards, femmes et enfants sont installés sur les ânes; vers 8 h. 45, la caravane se met en marche, en tête M. le lieutenant de vaisseau Giran, en arrière-garde M. l'aspirant italien da Pozzo.

Cette colonne, composée de près de 600 personnes, presque toutes chargées de colis, a été très difficile à conduire. Elle se traînait sur plus d'une lieue, dès que la fatigue a commencé. Les marins de l'arrière-garde ont montré beaucoup de cœur, prenant les bagages des femmes ou des vieillards retardataires, portant pendant une vingtaine de kilomètres une vieille femme estropiée qui ne pouvait supporter le cheval. Le spectacle de cette caravane était navrant. Une pauvre fillette de six ans a longtemps porté sur son dos sa petite sœur. Il y avait ainsi 25 à 30 kilomètres à faire.

Un peu avant d'arriver à Piskoképhalo, j'ai fait rassembler la colonne. Il a fallu plus d'une heure pour attendre les traînards. J'ai envoyé l'interprète informer le maire de Piskoképhalo que nous allions traverser le village et que j'espérais que ses administrés se montreraient bons et compatissants envers des malheureux sans armes, des femmes et des enfants. Le maire me fit répondre que je pouvais passer, que ma caravane serait respectée. Je me mis à l'avant-garde. A notre arrivée, tous les gens de Piskoképhalo étaient réunis en armes sur notre passage. Je m'arrêtai alors avec deux marins et je fis défiler toute la cara-

vane, me tenant au milieu de chefs chrétiens, prêt à tout événement. Une heure plus tard, nous arrivions à Sitia, de nouveau débandés, mais tout mon monde au complet.

ADAM.

*
* *

Les musulmans implorèrent une troisième expédition. Le *Suchet* ayant repris la station de Sitia, ce furent les commandants Hennique et Pivet qui de nouveau organisèrent la mission. Mais cette fois les Anglais et les Italiens, présents sur rade de Sitia, demandèrent à y prendre part. Voici le second rapport du commandant Pivet :

Ma mission avait pour but de rechercher les musulmans cachés dans différents villages de la province, de les amener à Sitia et de compléter ainsi l'œuvre commencée à Paraspori et Roukaka. Le 1er mars, je me suis mis en route avec un détachement armé, composé de : 1 sous-officier et 4 marins anglais, commandés par M. Penny, *pay-master* de la *Nymph;* 4 officiers-mariniers et 6 marins italiens, commandés par M. Megera, *guardia-marina* de l'*Etna;* 2 officiers-mariniers, 23 marins et 1 clairon français. En tête, marchaient quatre hommes, portant les pavillons anglais, français, italien et le drapeau blanc parlementaire. J'étais accompagné de M. Saounazzo, agent consulaire de France à Rhétimno, dont le concours m'avait déjà été si précieux dans notre voyage à Paraspori.

Tout le personnel était à terre depuis plus d'une heure; mais c'est avec beaucoup de peine et seulement en m'en rendant responsable que j'obtins des habitants de Sitia 3 chevaux et 8 ânes, qui devaient porter à l'aller les officiers, les couvertures et les vivres des hommes, et au retour les femmes et les enfants musulmans. J'aurais désiré emmener deux ou trois notables musulmans, comme je l'avais fait à Paraspori, pour être nos intermé-

diaires avec leurs coreligionnaires et pour les convaincre, s'il le fallait, qu'ils pouvaient se fier à nous. Mais les chrétiens m'en avaient empêché, disant qu'ils vengeraient sur les premiers musulmans qui paraîtraient dans leur village le meurtre de leur ami Papadaki, disparu depuis deux jours et qu'ils affirmaient avoir été assassiné à Sitia.

A 8 h. 45, nous sommes reçus à Piskoképhalo par toute la population du village et, jusqu'à 9 h. 30, il nous faut entendre les plaintes des uns et des autres relativement à la surveillance des magasins de Sitia, au meurtre de Papadaki, à la recherche des chrétiens restés dans l'île de Dragonera, etc. Suivant vos ordres, commandant, je leur dis les mesures militaires prises pour la sécurité de leurs propriétés, l'enquête faite au sujet de Papadaki, dont la mort n'est nullement prouvée, l'envoi de la *Nymph* à Dragonera et la mise d'un navire de guerre à leur disposition pour transporter à Syra les familles chrétiennes.

Nous allons visiter un officier insurgé qui a reçu, il y a une quinzaine de jours, une balle dans le genou, et nous lui proposons de le faire transporter à Sitia, où il recevra dans l'ambulance européenne les soins de nos médecins; mais il craint que, même dans cette ambulance, des musulmans ne viennent lui faire un mauvais parti.

Nous allions nous remettre en route, lorsqu'un courrier arrive de Kandra et jette un véritable effroi dans la population massée autour de nous. Un vapeur mouillé, dit-il, sur la côte sud, dans le canal de Koupho, a débarqué à Atherinolako de nombreux bachi-bouzouks turcs. J'ai beau leur dire que le fait est impossible, une dépêche des Amiraux reçue la veille affirmant qu'aucun bachi-bouzouk ne serait débarqué. Ce mot de bachi-bouzouk circule dans toutes les bouches et je ne puis les rassurer qu'en leur promettant d'aller voir moi-même ce qu'il en est et de vous informer immédiatement si le fait est exact.

De Piskoképhalo, nous emmenons le démarque, M. Stéphanidis, qui jouit d'une grande influence dans toute la province, et, comme guide, le nommé Héraclis, notre fournisseur du bord. Nous descendons jusqu'au fond de la vallée et nous suivons pendant une heure le lit d'un

torrent actuellement à sec, mais qui, durant l'hiver et à l'époque de la fonte des neiges, se remplit abondamment et roule jusqu'à la baie de Sitia les eaux des montagnes environnantes. A 10 h. 40, nous nous arrêtons sur le bord de la rivière au joli village de Marounia, résidence de Mgr Ambroise, évêque orthodoxe de Sitia et Hiérapétra. Là encore, toute la population vient au-devant de nous; mais le courrier de Kandra a traversé le village et, bien qu'assez éloignés de la côte sud, tous redoutent l'arrivée prochaine des bachi-bouzouks.

A 11 h. 15, nous prenons congé de l'évêque, que l'affolement des habitants empêche de nous accompagner. Deux notables, MM. Vatsakis et Démitzakis, se joignent à nous, jusqu'au village de Tourtouli, où nous passons à midi. Nous franchissons par un sentier très difficile plusieurs collines abruptes et absolument stériles. Puis, la route gagnant la plaine s'embellit; à midi 40, nous arrivons à Sikia, où nous nous arrêtons pour déjeuner et prendre un peu de repos. Contrairement à ce qu'on m'avait dit, ce village ne comprend que quelques misérables maisons, que nous visitons rapidement pour nous assurer qu'elles ne renferment plus aucun musulman. Dans le même but, je fais sonner par le clairon dans toutes les directions : personne ne répondant à notre appel, nous mettons en route à 2 h. 20 m.

Nous longeons les villages de Bori et de Lithinais, où je fais entendre le clairon, sans nous y arrêter, tous les chrétiens qui nous accompagnent affirmant qu'il n'y a plus depuis longtemps aucun musulman. A 3 heures, nous passons à Papaïnadais, grand village uniquement chrétien, dont la population nous barre aimablement la route pour nous offrir du vin et du fromage. A 3 h. 20, nous arrivons à Etia qui, avant les troubles d'il y a trois semaines, possédait d'assez nombreux musulmans. Il n'y reste plus aujourd'hui que des chrétiens qui nous arrêtent devant les grandes voûtes vénitiennes du sérail et nous renouvellent le gracieux accueil du village voisin. Ils ont mis leurs armes de côté et, n'ayant plus de musulmans auprès d'eux, ils semblent avoir oublié leurs fusillades du mois dernier.

A 3 h. 45 m., passant à deux kilomètres du couvent d'Agia-Sophia, j'envoie demander si les deux musulmanes, dont on on nous a parlé à Sitia, s'y trouvent encore. Il y a effectivement deux femmes; mais ce sont deux Grecques, servantes des moines du couvent. C'est dans ce couvent que s'étaient réfugiées les femmes des musulmans d'Etia; m esi elles l'ont quitté pour aller dans des familles amies d'Armenos, et c'est là que nous allons les reconnaître.

L'une d'elles est une jeune et très jolie femme, Hanoun Salis Scarvelaki. Sa mère était chrétienne; sa tante, Despina Condoyorkaki, qui l'a recueillie ici, l'est également. Elle ignore où est son mari; peut-être est-il mort. Dans tous les cas, elle refuse de nous suivre et veut rester avec ceux qui l'ont sauvée. L'autre, Fatmé Hamed Smarlakis, est ici, comme sa compagne, depuis vingt-deux jours. Elle vivait à Etia chez son père; mais elle ne sait ce qu'il est devenu, pas plus que sa sœur mariée dans un village voisin. Nicolas Kasanarakis, qui lui a donné l'hospitalité, me dit vouloir la garder dans sa famille.

Malgré l'insistance avec laquelle je l'engage à venir à Sitia, où elle retrouvera probablement tous les siens, elle déclare avoir toute confiance dans son protecteur et ne plus vouloir le quitter. Il en est de même d'une fillette de onze à douze ans, Fatmé Nosiphi Psimocrisaraki, qui s'attache à un vieillard nommé Yanni Remondakis et crie, à la grande joie des chrétiens qui nous entourent, qu'elle les aime et ne partira pas. Je ne puis que les féliciter des bons soins qu'ils ont eus pour ces malheureuses, dont la reconnaissance éclate d'un façon si vive et si sincère.

Enfin, devant toute la population remplissant la rue et couvrant les terrasses des maisons, on nous amène deux enfants, l'une âgée de six à sept ans, l'autre de trois ans environ. Ces deux enfants ont entendu dire que leurs parents, qui habitaient Etia, sont partis pour Sitia; mais elles se cramponnent à leurs pères adoptifs et ne veulent pas s'en séparer. Ceux-ci d'ailleurs s'engagent publiquement à rendre les enfants, si un parent quelconque, dûment autorisé, vient les réclamer. En arrivant à Sitia,

nous avons eu la preuve que la confiance de ces cinq musulmanes était bien placée.

A 5 heures et demie, nous arrivons à Kandra, où nous devions passer la nuit. La population de ce grand village (800 à 900 habitants), un des plus importants et des plus riches de l'île, était prévenue de notre arrivée et nous fit le plus cordial accueil. Les chevaux et mulets étaient à peine débarrassés des bagages, que les habitants se disputaient à qui les logerait chez soi ; comme nos marins avaient l'ordre de ne pas s'en séparer, ce furent des rires dans la foule quand on sut que, les montagnards de Roukaka nous ayant fait payer leur hospitalité du vol d'une partie de nos montures, nous n'accordions plus aisément notre confiance à nos hôtes.

Des maisons avaient été préparées pour nous. L'une reçut les détachements anglais et italien, une autre le français, et leurs façades portèrent immédiatement nos pavillons; une troisième, les sous-officiers, et une quatrième, les officiers.

Suivant l'usage, nous nous rendîmes au café, où, grâce à l'obligeance extrême de M. Saounazzo, nous pûmes entretenir les habitants de la situation du pays, leur remettre la proclamation des Amiraux, — ce que j'avais fait, du reste, dans tous les villages que nous avions traversés, — et les féliciter d'avoir indiqué à leurs compatriotes la véritable voie à suivre : celle de déposer les armes et de s'en rapporter aux grandes Puissances du soin de donner à la question crétoise une solution conforme à leurs vœux.

Tous affirmèrent qu'ils n'auraient pas songé à s'armer si, vers le mois de septembre dernier, ils n'avaient constaté que les musulmans avaient avec Sitia des rapports plus fréquents, qu'ils envoyaient à la côte tous leurs produits et laissaient entendre, avec des airs menaçants, que jamais les Crétois n'obtiendraient les réformes promises, mais qu'on verrait en février de quelle façon les Turcs traiteraient ceux qui oseraient les réclamer. C'est alors que les chrétiens avaient fait venir des fusils Gras, et tous ceux qui disposaient de cinquante francs s'étaient armés.

Ils ajoutèrent qu'il manquait encore 1 500 fusils pour compléter l'armement de la province, mais qu'ils ne tarderaient pas à les avoir.

D'ailleurs, bien qu'ayant déposé les armes, ils étaient toujours prêts à les reprendre : témoin ce qui s'était passé le matin même. A la nouvelle qu'un bâtiment turc avait débarqué des bachi-bouzouks à Atherinolako, la cloche de l'église avait sonné le rappel; de Kandra et des environs, 500 hommes armés avaient couru à la côte. Cette nouvelle qui avait tant effrayé les villages du nord était absolument inexacte. Il ne s'agissait que du petit bateau à vapeur grec *Knossos*, venu pour prendre un chargement, et nullement d'un vapeur turc.

Le lendemain à 7 heures du matin, les habitants nous amenaient toutes nos montures en parfait état. Les marins chargeaient les bagages et à 7 heures et demie nous adressions à la population, qui nous avait accompagnés jusqu'en dehors du village, nos vifs remerciements pour la cordialité avec laquelle elle nous avait reçus et pour l'empressement loyal et généreux qu'elle mettait à favoriser l'accomplissement de notre mission.

A 8 h. 30, nous arrivons à Ziro, dans une vallée riche et bien cultivée, la première que nous voyions depuis que nous parcourons la province de Sitia. A l'entrée du village, nous passons entre les rangs des habitants qui présentent les armes à nos trois pavillons. Au clocher de l'église, flotte la bannière bleue à croix blanche de l'Église orthodoxe et, près de la porte, est planté le drapeau grec que gardent quelques hommes qui présentent les armes à notre approche. Bientôt arrivent 6 femmes et 11 enfants musulmans. Toutes tremblent de frayeur en traversant dans les ruelles étroites cette foule d'hommes armés qui, il y a trois semaines, combattaient contre les Turcs et qui n'auraient qu'à étendre le bras pour venger sur elles la mort d'un des leurs.

M. Antoine Catheklakis me conduit chez lui où il a recueilli deux femmes et quatre enfants. Il sait que le mari de l'une d'elles a succombé dans la mosquée, mais après avoir tué un chrétien, et il n'ose pas faire sortir ses protégées

avant que tout notre cortège soit formé et prêt à partir. Devant nous, ces deux femmes expriment en pleurant leur reconnaissance envers leur bienfaiteur, qui, non content de les avoir sauvées, va louer un âne pour porter jusqu'à Sitia les quatre petits enfants.

A 10 heures, pendant que nos marins vont déjeuner, je monte à Lamnoui avec les deux officiers anglais et italien, les hommes qui portent nos pavillons, le clairon et quelques Crétois de Ziro. Après une ascension difficile, nous arrivons au village que les habitants, tous musulmans, avaient abandonné le 6 ou 7 février, pour rejoindre leurs coreligionnaires dans la mosquée de Ziro. Bâti sur un pic escarpé, il domine une riante vallée qu'entourent de très hautes montagnes. C'est ici, dit-on, que les musulmans échappés à l'incendie de la mosquée ont cherché un refuge, mais nul ne peut dire où ils sont.

Nous plantons nos pavillons sur l'endroit le plus apparent du village, et le clairon sonne en faisant le tour de l'horizon. Bientôt des enfants qui nous ont accompagnés distinguent au loin quelque chose qui bouge. Le clairon sonne de nouveau dans la direction indiquée, et nous apercevons effectivement deux femmes qui, par instinct ou par curiosité, cherchent d'où vient cet appel, puis, saisies de frayeur, rentrent dans leur cachette. Notre guide et un Crétois de Ziro courent vers elles et nous les amènent.

L'une est une jeune fille d'une quinzaine d'année, l'autre, une femme jeune encore, mais épuisée de fatigue, qui porte dans ses bras un bébé de quelques mois et que suit une enfant de quatre à cinq ans. En arrivant à nous, cette malheureuse, toute tremblante d'émotion, pose son enfant à terre et se précipite en rampant pour baiser nos pieds. Lorsqu'elles peuvent parler, elles nous racontent que depuis vingt jours elles vivent dans la montagne, ne se nourrissant que d'herbes, craignant le jour, d'être massacrées, la nuit, de mourir de froid ou d'être mordues des bêtes. Il y a trois jours, le mari est parti pour chercher du pain, mais il n'est pas revenu et, sans doute, dit la mère, il a été tué par quelque chrétien. Nous leur donnons

du pain qu'elles trempent dans de l'eau; mais leur gorge est tellement resserrée qu'elles ne peuvent plus avaler. Elles nous disent que plusieurs familles ont fui comme elles dans la montagne, mais elles ne savent de quel côté. Ceux qui étaient avec elles les ont abandonnées. La mère montre un coup qu'elle a reçu, sur la figure, d'une femme musulmane parce que les cris de son enfant allaient révéler leur cachette et les faire tuer par des chrétiens.

A 11 h. 40, après avoir fait inutilement de nouveaux appels au clairon, nous mettons la mère et ses deux enfants sur un mulet et nous regagnons Ziro, où nous trouvons notre déjeuner gracieusement préparé par la famille Skouloudi.

Celui-ci nous raconte qu'à la fin de janvier beaucoup de musulmans du pays étaient partis pour Sitia et que, le 5 février, les fanatiques de Ziro et de Lamnoui s'étaient enfermés dans la mosquée, d'où ils avaient commencé à tirer sur les chrétiens. Comme on les menaçait de les détruire tous, s'ils ne voulaient pas se rendre, ils demandèrent le démarque; au moment où celui-ci entrait dans la cour, quatre coups de fusil partaient à la fois, mais heureusement sans l'atteindre. Cette sauvagerie exaspéra les chrétiens qui, après les avoir encore une fois sommés de se rendre, lancèrent contre eux une cartouche de dynamite qui abattit un pan de la mosquée et fit une quarantaine de victimes.

C'est alors que beaucoup de musulmans se sauvèrent affolés, les uns par les rues du village, où quelques-uns furent recueillis, les autres vers la montagne. Les fanatiques montèrent sur le minaret, où ils furent bientôt tués, mais après avoir tué eux-mêmes deux chrétiens et blessé grièvement un troisième.

Au moment où nous nous préparions à partir, on nous amène encore deux hommes, un enfant et deux femmes qui étaient cachés en dehors du village et qui arrivent à nous, tremblant et pleurant de peur et de joie. Ceux-là, comme tous les autres, n'ont pour se couvrir que des lambeaux de vêtements : ils sont affamés et dévorent le pain que nous leur offrons.

A une heure, nous formons notre convoi devant toute a population qui remplit les rues et couvre les toits des maisons. Les marins placent les enfants sur les ânes; mais il nous faut prendre par la main les malheureuses femmes qui, tremblantes de frayeur, se blottissent les unes contre les autres et n'osent avancer. Et pourtant, nous le constatons avec bonheur, dans cette foule émue, pas une parole de haine, pas un murmure, pas un geste menaçant. Il semble que dans tous ces cœurs il n'y a plus de place que pour la pitié. Nous voyons des chrétiennes embrasser en pleurant des enfants qu'elles cherchent même à garder auprès d'elles, pleines de compassion pour ces petits êtres voués si jeunes à la misère. D'autres apportent des couvertures et des vêtements.

J'exprime en partant tous mes remerciements à M. Skouloudi pour les nobles sentiments que manifeste la population de Ziro. Je le remercie lui-même et toute sa famille de leur aimable accueil, et je lui promets de vous signaler le zèle avec lequel il s'efforce de rétablir l'ordre : « Je ne fais que mon devoir, dit-il simplement; j'ai accepté la présidence du Comité de la Paix du district de Ziro, et j'espère qu'avant peu tous nos mauvais souvenirs seront oubliés ».

A 1 h. 25, nous sortons du village, M. Penny en tête avec nos pavillons et le guide, pour régler l'allure de notre colonne, M. Megera vers le milieu, et moi fermant la marche pour m'assurer qu'aucun des malheureux dont nous avons charge ne reste à la traîne.

A 2 h. 20, nous atteignons Kandra; là, nous sommes arrêtés par un accident que je prévoyais, mais que je n'avais pu éviter. Tous les habitants sont venus sur notre passage, remplissant les ruelles étroites que nous sommes forcés de suivre. Le défilé se fait dans un bruit assourdissant : tout le monde cause, on s'appelle, les enfants crient, les femmes pleurent et deux de nos musulmanes, prises de peur, s'évanouissent. Je les fais jeter sur des mulets et j'arrive non sans peine à sortir du village.

Quand on songe qu'il y a trois semaines à peine des atrocités étaient commises des deux côtés, que tous ces

gens habitant les mêmes villages se connaissent et que rien n'est plus facile que de frapper au passage la femme ou l'enfant de celui qui a égorgé l'un des vôtres, on comprend le danger que présente ce contact et avec quelle rapidité recommenceraient les massacres. Aussi je donne l'ordre au guide d'éviter dorénavant les villages. Il en résulte malheureusement un grave inconvénient : celui de quitter les chemins ordinaires qui laissent déjà beaucoup à désirer, pour ne plus suivre que des sentiers de chèvre, presque impraticables aux piétons, à plus forte raison aux mulets.

Mais le calme est revenu ; les femmes qui n'avaient pas osé confier leurs enfants aux marins les leur abandonnent ; une de celles qui s'étaient trouvées mal à Kandra s'appuie sur deux marins, qu'elle ne veut plus quitter. On voit des groupes de Babel : une musulmane donne le bras à un marin italien ; des marins français et anglais portent des bébés dans leurs bras, et tout ce monde rit et cause joyeusement.

A 2 h. 45, nous longeons le village de Voïla, où les riches musulmans venaient jadis passer l'été et qui est maintenant complètement abandonné. De là, nous nous dirigeons en ligne droite sur les ruines de Præsos, l'ancienne capitale de la province, aujourd'hui colline déserte. C'est vers cet endroit que s'est passé un acte de sauvagerie qui, sans l'énergie du second maître italien Latanza Giacomo, aurait sans doute coûté la vie à un de nos enfants. Un chrétien qui, depuis quelques minutes, avait pris rang dans la colonne, lui demanda l'enfant qu'il tenait dans ses bras, et le marin le lui donna, pensant qu'il ne voulait que le défatiguer un instant. Mais à peine le chrétien le tenait-il, qu'il sortait un couteau de sa gaine et allait évidemment le frapper, si le second maître, qui fort heureusement suivait ses mouvements, n'avait immédiatement braqué sur lui son revolver. L'autre jeta l'enfant à terre et se sauva dans la brousse. Ce fanatique n'était sans doute pas seul, car vers 5 heures et demie, alors que nous remontions de Marounia vers Piskoképhalo, deux coups de fusil, tirés sur la queue de la colonne, partirent der-

rière nous et j'entendis des balles passer dans les arbres de la route.

De Præsos, nous avions gagné le fond de la vallée et suivi le lit du torrent. A 4 h. 46, nous arrivions à Marounia où Mgr Ambroise avait eu la généreuse idée de faire préparer un souper pour les voyageurs. Pendant un arrêt d'un quart d'heure, les habitants donnèrent à boire et à manger aux marins et aux musulmans. A six heures, notre colonne traversait sans la moindre difficulté le village de Piskoképhalo.

A sept heures, nous avions la joie de remettre entre les bras des musulmans de Sitia, accourus au-devant de nous, leurs femmes et leurs enfants. Deux de ceux-ci, une fillette à laquelle un coup de fusil avait enlevé deux doigts de la main gauche, et un bébé, qui avait reçu un coup de couteau à la tête, furent portés à l'ambulance où ils reçurent immédiatement les soins de nos médecins.

En terminant, je tiens à vous dire, commandant, combien j'ai été heureux d'avoir auprès de moi M. Penny, de la *Nymph*, et M. Megera, de l'*Etna*, qui se sont multipliés et, veillant avec un soin minutieux à tous les détails de notre expédition, m'ont été du plus grand secours dans l'accomplissement de ma mission. Quant aux marins, ils ont été comme toujours au-dessus de tout éloge, se pliant avec douceur et intelligence à toutes les situations, aidant les femmes à marcher, portant les enfants, conduisant les mules, et gagnant, par leur attitude simple et cordiale, la confiance de tous les habitants.

PIVET.

*
* *

Après cette triple expérience, les Amiraux furent convaincus de l'excellence des méthodes françaises. A l'autre bout de l'île, une armée d'insurgés, appuyée de soldats grecs et commandée par des officiers grecs, assiégeait six cents soldats turcs dans la

ville côtière de Sélino et bloquait deux mille cinq cents musulmans dans le bourg intérieur de Kandamos. Les Autrichiens, chargés de cette province, n'avaient osé ou voulu débarquer ni un canon ni un homme : le comte Goluchowski persistait à interdire toute action militaire à l'intérieur de l'île [1].

Au début de mars 1897, les assiégés et les bloqués commençaient à mourir de faim. Depuis longtemps, l'amiral Pottier demandait qu'on allât chercher aussi ces misérables. Le double succès de Sitia fit prévaloir enfin son avis. Il fut décidé au Conseil des Amiraux qu'une petite colonne internationale débarquerait à Sélino et monterait jusqu'à Kandamos. Chaque Puissance fournit son contingent. Un officier anglais reçut la direction. Mais on mit les Français à l'avant-garde pour aller, à l'arrière-garde pour revenir, aux postes de confiance et de danger, et le commandant en second du *Chanzy*, le capitaine de frégate Adam, fut chargé de la première reconnaissance.

Malgré le mauvais vouloir des Grecs, les insurgés laissent passer la colonne. Kandamos est à deux jours de la côte, au fond d'une gorge difficile d'accès, et l'on rencontre à chaque pas quelque résistance ou quelque prétention inadmissible. On arrive pourtant :

Prévenus de notre arrivée par le consul d'Angleterre, les musulmans de Kandamos ont déjà fait leurs préparatifs de départ. Les uns portent leurs ballots sur leurs épaules. Les autres en ont chargé des chevaux, des mulets, des bœufs. Les femmes portent les enfants que l'on n'a pas pu mettre en croupe. Le détachement français se déploie en tirailleurs pour protéger la formation de la colonne qu'entoure un nombre considérable de chrétiens très surexcités. Les autres détachements font la haie le long du

1. *Livre Jaune*, II, p. 163.

chemin et font défiler la population musulmane. Pendant que le consul d'Angleterre parlemente avec les chefs grecs, je hâte l'évacuation des femmes, des vieillards et des enfants.

Alors dans la vallée se passe un spectacle épouvantable. La lie de la population chrétienne s'est jetée sur les troupeaux, a envahi les maisons encore debout. C'est une mêlée indescriptible. Les troupeaux beuglent et bêlent dans une course folle; les pillards hurlent et se disputent la proie; les coups de fusil éclatent de toutes parts. Ce spectacle de la curée est horrible et nos matelots français manifestent hautement leur dégoût. Ils font défiler la population musulmane, qu'on dépouille ainsi, les femmes et les enfants en larmes, les vieillards qu'on sépare peut-être pour toujours de leurs biens, de leurs champs, de leurs cimetières, du pays qui les a vus naître et vieillir.

Enfin la colonne est formée et se met en marche, les Français à l'arrière-garde chargés d'assurer la retraite. Je ferme la marche avec mon ambulance. On marche d'abord assez rapidement. Chacun se rend compte de l'excitation des insurgés et désire s'éloigner au plus vite du gros de l'armée grecque...

Mais, après une halte de quelques minutes à Kakodiki, la marche se ralentit; les femmes et les enfants se fatiguent, courbés sous les fardeaux, dont ils jettent peu à peu les moins précieux. Les vieillards ne peuvent suivre. Les brancardiers en chargent trois. Mes hommes en prennent d'autres sous les bras. Cependant, les pillards filent le long de la colonne et, comme des chacals affamés, se ruent sur les moins valides, leur enlevant leurs armes, leurs animaux chargés, leurs ballots, leurs dernières ressources...

On arrive enfin à Spaniakos. L'exode des musulmans continue vers Sélino cahin-caha. Nous restons pour assurer l'évacuation du village. Puis nous nous remettons en marche, toujours suivis d'une nuée de pillards, qui espèrent se ruer de suite à la curée. Il faut que le commandant Adam ordonne volte-face aux troupes, pour assurer l'embarquement du convoi [1].

1. Rapport de M. le docteur Séguy, médecin du *Chanzy*.

On embarque lentement cette foule et ces bêtes. Les Français continuent de tenir les insurgés en respect. La nuit vient. Les insurgés ouvrent le feu et pensent rompre le cordon. Une brève mais vive riposte les fait reculer. Au matin, les Français se rapprochent de la mer. Les bandes se précipitent, occupent et razzient la plaine et veulent envahir Sélino. Quelques coups de canon les repoussent aux montagnes.

Alors un officier turc vient informer le commandant français qu'un poste turc de trente hommes est bloqué sur une de ces montagnes : ils vont être massacrés si on les abandonne. Le commandant français masse toute l'arrière-garde des Européens. On met baïonnette au canon. On balaie la plaine. Les insurgés se replient à toutes jambes. Pendant que les autres Européens cernent la montagne, le commandant Adam fait monter les Anglais par un sentier qui regarde la mer et que les canons des vaisseaux peuvent couvrir. On délivre la petite garnison.

Puis Sélino est évacuée et trois mille Turcs ou musulmans sont ramenés à la Canée.

Le gouverneur turc, Ismaïl-bey remercia les Amiraux par une lettre collective. Mais, en outre, il adressa une lettre spéciale au seul amiral Pottier :

Monsieur l'Amiral,

Nous nous empressons de vous exprimer, au nom du gouvernement ottoman, notre profonde gratitude. Nos infortunés concitoyens de Kandamos, tourmentés par les horreurs de la famine et menacés d'un massacre imminent, viennent enfin d'être délivrés. C'est à vous, monsieur l'Amiral, à vos sentiments généreux, à vos efforts dans une tâche si difficile et à votre zèle que ces malheureux doivent leur vie et celle de toutes leurs familles.

Certes nous savons que la satisfaction du devoir accompli et l'heureux résultat d'un dévouement désintéressé sont l'unique récompense qu'envie votre courageuse et noble nation. Vous permettrez cependant à la population musulmane de vous offrir l'infinie reconnaissance qu'elle doit à son sauveur. Nous vous prions d'agréer l'admiration que nous inspire votre humanité et l'éternelle reconnaissance attachée à votre nom et à votre nation.

H. Ismaïl,
Gouverneur général par intérim.

Par le Conseil des Amiraux, l'amiral Pottier fit répondre à Ismaïl-bey que désormais, si les bachi-bouzouks continuaient d'inquiéter les insurgés d'Akrotiri, on fusillerait sans pitié tout musulman pris les armes à la main.

II

La pacification. — Méthode française. — Sitia et le lieutenant de vaisseau Chevalier. — Spinalonga et le lieutenant de vaisseau Dupourqué. — Hiérapétra et le colonel Destelle. — L'amiral Pottier et Djevad-Pacha. — Coalition austro-allemande. — Opposition russe. — Indifférence anglaise. — Action anglo-franco-italienne. — La solution.

Grâce aux expéditions françaises, puis internationales, tous les musulmans crétois ont été ramenés à la côte, concentrés dans les ports : les massacres prennent fin. Mais on a dès lors deux Crètes en présence : la Crète musulmane derrière les remparts des villes côtières; la Crète insurgée dans le reste de l'île. Entre les deux, les Européens ont interposé leurs lignes d'avant-postes, qu'ils peuvent appuyer du canon de leurs vaisseaux. Mais entre les deux, ils sont impuissants à empêcher les meurtres individuels, les razzias et déprédations réciproques : la guerre civile subsiste; tant que les Amiraux ne l'auront pas supprimée, il est trop évident que le problème crétois restera insoluble.

Il ne semble pas d'abord que les autres Amiraux aient le moindre souci de ce devoir primordial. Dans la seule région de Sitia, les Français à peine installés s'efforcent de rétablir quelques relations pacifiques

entre les deux Crètes ennemies. Durant les six ou huit premiers mois (février-août 1898), la seule ville de Sitia verra les insurgés se mêler peu à peu aux musulmans, le marché et le port de Sitia servir aux échanges, et les maisons chrétiennes de Sitia se repeupler de jour en jour.

Pour cette deuxième étape de la pacification, ce sont encore les Français qui donneront l'exemple. Lentement, timidement, de très loin, les autres Européens suivront. Au bout de quinze ou dix-huit mois seulement, l'expérience française finira par imposer aux autres commandements la vraie méthode d'intervention et d'arbitrage.

*
* *

Arrivé sur rade de Sitia le 17 février 1897, le commandant du *Suchet*, Hennique, entra de suite en relations avec les insurgés et reconnut leur *Épitropie* (Comité insurrectionnel). Nous avons vu comment il arracha quatre cents chrétiens aux musulmans de Hiérapétra et huit ou neuf cents musulmans aux chrétiens de Paraspori, Roukaka, Sikia, etc. Puis, exécutant les ordres de son amiral, il ne se contenta pas, comme les Anglais à Candie ou les Autrichiens à Kissamo, de débarquer des canons et des troupes. Tout en étalant ses forces et en préparant la défense de la ville, il travailla à rétablir la concorde.

Le préfet turc de Sitia s'était enfui. La plupart des chrétiens, jetés à la mer, s'étaient réfugiés dans les îles grecques. Les villageois musulmans avaient envahi les maisons chrétiennes. La ville était en pleine anarchie. Le premier soin du commandant

Hennique fut d'installer une commission municipale de dix membres, cinq chrétiens et cinq musulmans, et l'un de ses lieutenants de vaisseau, « chargé des affaires indigènes », prit en main la police et l'administration.

En même temps, le commandant appelait à son bord les chefs insurgés de la province et, dès le 21 février, il obtenait d'eux une déclaration écrite par laquelle ils acceptaient l'occupation européenne des ports et s'en remettaient de leur propre sort aux décisions des Puissances : pour attendre la solution définitive, ils organisaient dans la campagne un gouvernement provisoire qui se portait garant de l'ordre et transmettrait aux chrétiens les désirs des Amiraux. En six jours, la province de Sitia est ainsi pacifiée. Un Comité de la Paix fonctionne dans chaque village.

Mais une telle solution ne saurait convenir aux agents et officiers grecs qui parcourent la Crète pour imposer leur mot d'ordre : « L'annexion ou la mort ! » Les Amiraux ne promettent pas cette annexion grecque, dont l'Allemagne ne veut à aucun prix[1] : ils promettent seulement une complète et réelle autonomie. Les chrétiens de la province de Sitia acceptent le programme des Amiraux et s'en tiennent satisfaits. En apprenant ce qu'ils appellent une trahison, les agents et officiers grecs accourent. Le brave capitaine Korakas et sa bande de héros, qui traînent à leur suite un ou deux canons de montagne, bombardent à bout portant Hiérapétra et Spinalonga que les Européens n'ont pas encore occupées, mais où ils ont empêché tout massacre. Quelques

1. *Livre Jaune, Affaires d'Orient*, p. 25, 33, 44, etc.

volées des grosses pièces européennes calment aussitôt ces bouillants Achilles.

Mais, à l'instigation des agents grecs, les meurtres et attentats à la dynamite reprennent dans la province. Les insurgés rompent toutes relations avec le commandant Hennique. Ils cessent de venir vendre au marché de Sitia. Ils recommencent leurs exploits contre les musulmans de la ville et même contre les Français. Il faut leur donner une leçon. Le commandant Hennique appelle les chefs chrétiens à son bord. Leur montrant leur église de Piskoképhalo, qui pointe dans les olivettes à six kilomètres de la côte, il les prévient que, si les meurtres de musulmans ou les coups de fusil contre les Français continuent, le lendemain, à midi, les trois vaisseaux mouillés sur rade, le français, *Suchet*, l'anglais, *Fearless*, et l'italien, *Etna*, enverront trois obus à droite, à gauche et au devant du clocher. Les chrétiens ne connaissent pas encore la vraie portée des canons européens. Ils se moquent de l'avis. Le soir même, le lieutenant de vaisseau français, administrateur de Sitia, essuie des coups de feu. Le lendemain, à midi moins cinq l'*Etna*, à midi le *Fearless*, à midi cinq le *Suchet* exécutent la promesse, en épargnant de parti pris le village et ses cultures, mais en démolissant quelques roches voisines (17 mars 1897).

Les meurtres et coups de fusil cessent. Les agents grecs persistent seulement à interdire aux villageois la fréquentation du marché de Sitia. Un bataillon d'infanterie de marine occupant désormais la ville et la mettant à l'abri de toute surprise, les Grecs désespèrent l'enlever de vive force; ils comptent du moins la gêner, la réduire peut-être par la famine et pousser les chrétiens ou les Français à quelque coup de force,

qui brouillera pour toujours les Crétois avec les Puissances. Mais l'amiral Pottier vient en personne; il convoque à son bord l'Épitropie; la bonne entente se renouvelle.

Les insurgés expulsent les agents grecs. Ils reviennent au marché de Sitia. Le 6 avril pourtant, fête nationale des Grecs, ils font encore une manifestation contre l'autonomie, en faveur de l'annexion : 1 400 ou 1 500 guerriers descendent à la plage, porteurs de drapeaux grecs; ils remettent au commandant Hennique une protestation contre « la barbarie de l'Europe », qui arrache à la mère patrie ses chers enfants crétois.

Ce fut leur dernier mouvement d'humeur. Six jours après, ils invitaient déjà les troupes françaises à venir visiter leurs villages. Marins et soldats français circuleront désormais dans la campagne : à cette heure, sur tout le pourtour de l'île, les Européens échangent encore des coups de fusil avec les insurgés, qui partout assiègent les ports. Les Amiraux et les diplomates croient encore que dix ou douze mille hommes seraient à peine suffisants pour pénétrer à l'intérieur de cette Crète insurgée, qu'ils jugent indomptablement rebelle. Les seuls Français circulent dans leur secteur. Leurs médecins vont dans les villages vacciner les enfants et soigner les blessés.

A la fin du mois d'avril, des envoyés du colonel Vassos essaient une dernière fois de débaucher les chrétiens de Sitia : malgré les efforts du « parti militaire », les insurgés restent fidèles au pacte conclu avec l'amiral Pottier. En retour, les Français évacuent de Sitia la garnison turque et toute la portion fanatique de la population musulmane. Ils maintiennent le drapeau turc et un fantôme d'administration otto-

mane dans la personne d'un *kaïmacan* (sous-préfet) et de quelques gendarmes turcs. Mais ces gendarmes sont toujours accompagnés, surveillés par des soldats français, et le kaïmacan, après quelque résistance, ne fait plus que contresigner les ordres et décisions du lieutenant de vaisseau « chargé des affaires indigènes ».

A Sitia, règne le lieutenant de vaisseau Chevalier. Chargé des affaires indigènes, quotidiennement aux prises avec les Turcs, les musulmans et les insurgés, cet homme sait imposer à tous son autorité conciliante. Assis sur son divan crevé, au bout du quai, il rend la justice en plein air, tranche d'un mot ou d'un sourire les différends, brise les coalitions et les résistances, et gouverne son peuple à la façon des bons khalifes de la légende, par ce mélange de tyrannie paternelle et de fantaisiste équité, que les Levantins ont toujours préféré à la stricte justice de nos codes. Les musulmans et les insurgés, qui ont bientôt appris quelques mots de français, ne l'appellent entre eux que « notre père Cheval ». Le commandant Hennique écrit :

17 mai 1897.

Nos troupes continuent à sortir chaque matin de la ville : pendant qu'une compagnie fait les exercices en dedans des premières collines, les autres vont faire des promenades militaires dans la région, s'éloignant de plus en plus vers l'intérieur. Nos hommes sont très bien accueillis par les chrétiens, qui leur vendent toutes sortes de provisions. Les officiers ont constaté que beaucoup de paysans sont retournés à leur champ et ne demanderaient pas mieux que de vivre dans le calme et la paix.

De jour en jour, la scission se fait plus complète entre les chrétiens : d'un côté, le parti militaire, les exaltés et

les fainéants, qui, trouvant commode de vivre aux frais de la communauté, ont pour toute occupation de fumer des cigarettes et de se promener, le fusil à la main; de l'autre, les gens paisibles, qui retournent à leurs villages et à leurs travaux. Le parti militaire voudrait empêcher les paysans de vendre des provisions à nos hommes, au cours de leurs promenades, et de venir nous en apporter à la ville; d'où rixes entre eux. Ce parti militaire est seul à entretenir l'agitation; pendant les promenades, on rencontre ses postes : on se tient sur la défensive sans les inquiéter. Les médecins des troupes et des navires sont constamment appelés dans les villages de la région. Malheureusement, nos médicaments ne peuvent suffire; j'en ai déjà demandé en supplément, et je le ferai encore, car j'estime que les services rendus par nos médecins sont un grand moyen d'influence.

Notre situation n'est pas moins bonne dans la ville de Sitia vis-à-vis des autorités turques et de la population musulmane. Le caïmacan, qui d'abord avait paru vouloir faire de l'opposition, a pris le parti très sage de reconnaître notre autorité. Tous les matins, il vient au rapport et ne fait rien d'important sans en demander la permission; en ce qui concerne la police et la propreté de la ville, il exécute les ordres de l'officier chargé des affaires indigènes. En résumé l'administration est passée petit à petit entre nos mains. La propreté de la ville a beaucoup gagné. On a fait brûler des quantités de loques et de débris accumulés dans les maisons abandonnées, vider les fosses et les puits qui étaient d'une malpropreté révoltante. MM. du Couëdic et Chevalier, lieutenants de vaisseau, chargés successivement des affaires indigènes, se sont donné beaucoup de mal pour diriger ces travaux d'assainissement; ils y ont employé des corvées de musulmans pauvres, qu'ils ont rétribués; nous travaillons ainsi à l'assainissement de la ville, tout en soulageant des malheureux dénués de toute ressource.

A la fin de juin 1897, l'amiral autrichien vient étudier cette œuvre des Français, et n'en peut croire ses

yeux : dans le secteur autrichien de Kissamo, on tire journellement le canon et, chaque nuit, les insurgés tentent quelque rapine; dans le secteur français de Sitia, depuis deux mois on n'a pas eu un coup de fusil.

Au mois d'août, c'est le tour de l'amiral anglais : à Candie, que défendent les Anglais, on ne peut circuler qu'à l'intérieur des avant-postes et le revolver à la ceinture; les musulmans de la ville n'obéissent qu'aux autorités turques; les chrétiens de la campagne razzient jusque dans le faubourg et coupent les conduites d'eau qui alimentent la ville; jusqu'en septembre 1898, après vingt mois d'occupation anglaise, le secteur de Candie restera un champ de bataille. A Sitia, l'amiral anglais ne met donc ses marins à terre que chargés de sabres et de revolvers; les Français les en débarrassent aussitôt pour une promenade à l'intérieur. L'amiral Harris rentre émerveillé.

Quand vient l'automne, la ville et la campagne ont repris leurs occupations :

7 novembre 1897.

Calme profond. Chaque jour, les chrétiens descendent en ville et s'y livrent à leurs affaires, trafiquant avec les musulmans des produits de la terre et leur achetant les objets manufacturés dont ils ont besoin, sans que la moindre contestation se soit élevée

Les chrétiens ont très bien compris que, occupant les propriétés musulmanes à la campagne, ils ne peuvent pas exiger l'évacuation de leurs maisons en ville. Toutefois quand ils s'aperçoivent, en venant commercer à Sitia, que leurs maisons sont évacuées, ils se hâtent naturellement de demander l'autorisation de s'en servir, soit comme magasins, soit comme habitations. Une dizaine d'établissements

chrétiens se sont ainsi, peu à peu, rouverts et vivent en parfaite intelligence avec les musulmans. Mais il est nécessaire d'être très prudent dans l'octroi de ces autorisations : pour ne pas inquiéter inutilement les musulmans réfugiés en ville, M. Chevalier n'accorde les autorisations qu'après avoir pris, un peu pour la forme il est vrai, l'avis du kaïmacan turc. La présence de ce fontionnaire rassure les musulmans et, d'autre part, empêche les chrétiens de formuler des exigences trop inconsidérées.

En fait, à l'heure actuelle, nous trouvons une aide sérieuse pour la pacification autant chez les membres du Comité chrétien de la province (Épitropie) que près des autorités ottomanes de la ville Les musulmans et les chrétiens ont depuis longtemps l'habitude de soumettre à M. Chevalier tous leurs différends. Il n'agit que comme conseil, en prenant bien soin de n'engager en rien notre responsabilité ; il laisse à tous pleine liberté d'action et ne donne, en apparence, que de simples avis auxquels ils se rangent presque toujours.

A mesure que le calme renaît et que les affaires reprennent, Sitia est pourvue par les Français d'un tribunal civil, d'un tribunal de commerce, d'une poste française. En théorie, tous ces tribunaux sont composés de deux chrétiens et de deux musulmans. En réalité, le « chargé des affaires indigènes » veille et préside à tout. Arbitre, maire, chef de la police, de la douane et de l'administration, personnification de tout le pouvoir exécutif et judiciaire, le lieutenant de vaisseau Chevalier gouverne avec une habileté qui durant deux années ne se fourvoie pas un instant. Quelques-uns de ses arbitrages lui valent bientôt la renommée d'un Salomon. A mesure que les chrétiens rentrent à Sitia, ils réclament leurs biens et meubles usurpés ou occupés par les musulmans ; d'où procès et revendications difficiles :

Une chrétienne a planté un rosier avant les troubles. Elle a quitté Sitia lors des massacres et c'est une musulmane qui, depuis, soigne, arrose la plante. La chrétienne revient en novembre 1897, après dix mois d'absence. Elle réclame son rosier. La musulmane le prétend garder, alléguant que, sans l'arrosoir, la plante serait morte. Nous ordonnons que la dame-planteur reprendra son rosier, mais qu'elle donnera les roses à la dame-arrosoir.

Au bout d'un an de ce régime français, le souvenir des troubles a presque disparu. Le reste de l'île est toujours dans l'anarchie. Kissamo, la Canée, Rhétimno, Candie, etc., toutes les villes sont encore assiégées par les chrétiens, et les campagnes restent en friche : les héros ne songent plus qu'à la bataille. La province de Sitia laboure ses vignes :

26 février 1898.

Rien de nouveau. Calme profond. Les chrétiens comprennent bien qu'il faut encore du temps pour tout régler. Confiants dans notre occupation dont ils nous remercient sans cesse, ils attendent patiemment. Les musulmans de la ville sont très calmes également et ne demandent qu'à travailler pour gagner leur vie. Les relations sont meilleures que jamais. Le nombre des chrétiens venant en ville augmente toujours. Beaucoup s'y installent à demeure. Ce mouvement est excellent et continuera à donner du travail à tous les réfugiés de la ville; mais il convient de mettre beaucoup de prudence dans la restitution des magasins, pour ne pas effrayer les musulmans. En principe, nous ne dérangeons pas une famille musulmane, à moins de lui avoir assuré par ailleurs le logement.

J'ai constaté, au cours d'une promenade, un fait qui marque, d'une manière frappante, les heureux progrès de l'apaisement. A environ un kilomètre de la ville, j'ai trouvé une dizaine de musulmans en train de labourer des vignes. Ils répondirent à mes questions qu'ils sont

employés à ce travail par un chrétien et payés à raison d'un franc par jour. Ces musulmans reviennent coucher en ville chaque soir. Je les ai félicités d'avoir accepté cette besogne et leur ai souhaité de reprendre bientôt tous leurs travaux des champs. « Plaise à Allah ! » m'ont-ils répondu. C'est, je crois, le plus heureux événement que nous ayons pu remarquer depuis un an.

Nous avons eu, cette semaine, un mariage chrétien célébré à l'église de Sitia. Cette cérémonie a marqué la reprise du culte orthodoxe, interrompu depuis près de deux ans. L'évêque présidait, entouré d'un nombreux clergé. Suivant l'usage, il a traversé processionnellement les rues de la ville. Les musulmans n'ont témoigné aucun sentiment hostile. Quelques-uns d'entre eux sont même venus lui baiser la main. L'évêque nous a remis les listes par village des chrétiens secourus avec nos envois. M. le kaïmacan m'a remis une liste analogue : il a secouru soixante-huit familles musulmanes, avec les fonds que l'amiral a bien voulu lui faire remettre.

Un vol a eu lieu en ville de musulman à musulman. Le caïmacan nous a demandé d'écrouer le coupable à notre prison. La même demande nous a été faite par le Comité chrétien (l'Épitropie) qui a saisi un chrétien, voleur de troupeau. Ce voleur cherchait à vendre aux musulmans de la ville douze moutons volés à la campagne. Avant de permettre le marché, les autorités ottomanes, se conformant à nos ordres, mirent le vendeur en demeure de prouver sa réelle propriété des moutons offerts. C'est ainsi que le vol fut manifeste. L'Épitropie s'est saisie du coupable et l'a conduit à notre prison. Si nos ordres continuent à être bien exécutés, nous finirons par enrayer les entreprises des voleurs.

CHEVALIER.

Toute la Crète orientale envie le bonheur de Sitia. Elle implore le même régime. Elle réclame une occupation française des ports et des villages. Les Français occupent successivement Spinalonga et

Hiérapétra sur la côte, Tourloti, Ziro, Néapolis, etc., à l'intérieur. Partout ils appliquent leurs méthodes. Spinalonga et Hiérapétra deviennent deux autres villes françaises, d'où les marins et les soldats rayonnent chez les insurgés.

*
* *

Spinalonga fut occupée la première. Spinalonga n'est à vrai dire qu'un îlot côtier, entièrement recouvert d'une vieille forteresse où les musulmans n'ont jamais toléré de chrétiens. En mars 1897, le brave capitaine Korakas survient avec ses canons et bombarde cette ville sans défense : une quarantaine d'obus, tirés à deux cents mètres, ruinent le haut quartier et tuent quelques femmes; les Français arrivent à temps pour empêcher le massacre. Ils prennent possession de la ville, évacuent la garnison turque et installent le lieutenant de vaisseau Dupourqué, qui durant deux ans va régner sur Spinalonga. Mais il fallait ici un autre régime qu'à Sitia. L'amiral Pottier écrit :

17 mai 1897.

Le détachement qui occupe l'îlot de Spinalonga a été porté de soixante-quinze hommes à cent. Ce chiffre est suffisant pour parer à toute éventualité, mais à condition d'exercer toujours une grande surveillance et de se tenir sur ses gardes. La population de l'îlot, entièrement composée de musulmans, est d'environ deux mille âmes. Elle jouit d'une réputation déplorable : de temps immémorial, les Spinaliotes ont été reconnus et redoutés comme pirates. Au début de notre occupation, on a pu croire que nous aurions sur ce point de graves difficultés; mais, grâce à la fermeté de M. le lieutenant de vaisseau Dupourqué, aucune complication n'est plus à craindre. La situation prise par

cet officier est excellente : il a su s'imposer; il est aujourd'hui maître à Spinalonga. Je n'en puis donner de meilleure preuve que cette lettre de réclamation écrite par le maire turc de Spinalonga à son chef direct, le gouverneur turc de Candie :

« Le commandant français s'interpose dans toutes les affaires privées; il prononce des sentences, impose des amendes et empêche toutes les demandes du gouvernement local. Un certain créancier avait à recevoir quelque argent du batelier Hussein Fanardjaki et s'était adressé au commandant français; celui-ci a condamné le débiteur à une amende de vingt francs et au paiement de sa dette. Hussein étant parti pour aller auprès de Votre Excellence afin d'être exonéré, le commandant français a donné à ses soldats l'ordre de le tuer à son retour. Il exige que tous les habitants se lèvent quand il passe, et il a déclaré qu'en cas contraire il les punirait. Mais, comme il se promène toujours dans les rues, les habitants qui sont occupés ne peuvent à chaque instant laisser leurs occupations pour se lever sur son passage. »

Cette lettre a été transmise par le gouverneur à l'amiral Canevaro, qui m'a fait engager M. Dupourqué à continuer, et les choses vont de mieux en mieux. Les hommes du détachement à Spinalonga sont installés aussi bien que possible : les locaux ont été appropriés, ornés, et ne laissent rien à désirer. Les hommes sont parfaitement tenus et se trouvent bien. La ville est devenue d'une propreté à laquelle on n'est pas habitué en pays turc (impression de l'amiral Canevaro dans sa visite récente à Spinalonga). Les rapports avec les insurgés sont devenus très bons. Les chrétiens vendent à nos hommes des provisions de toute nature. Les chefs ont invité nos officiers à aller les voir à Néapolis, dans l'intérieur.

Après un mois d'occupation française, l'amiral Pottier amène l'amiral autrichien à Spinalonga pour lui donner une leçon de choses :

L'amiral austro-hongrois arrive avec le cuirassé *Maria-Thérésa* et le croiseur-torpilleur *Satellit*; à ce moment le

pavillon austro-hongrois est hissé sur la forteresse à côté des pavillons français et turc. Je descends à terre avec l'amiral Hinke pour visiter la ville et les cantonnements de nos marins. Presque tous les officiers autrichiens des deux navires nous accompagnent. Nous sommes reçus au débarcadère par le commandant Hennique, M. Dupourqué et les officiers du détachement. Une section est sous les armes. Les notables sont rangés dans la principale et unique rue de la basse ville; en tête, le maire et son conseil municipal.

Nos hommes sont installés dans trois cantonnements, dont l'un servait de caserne aux troupes turques, le second était une école et le troisième un magasin. A l'arrivée de nos troupes, ces locaux étaient d'une malpropreté inouïe : pendant huit jours, ils ont été lavés au pétrole, briqués, passés à la chaux; à force de travail et de bonne volonté, les marins sont parvenus à les rendre d'une propreté irréprochable. La tenue des hommes est remarquable, telle que jamais je n'en ai vu d'aussi régulièrement et uniformément belle. La santé est parfaite; pas un malade; mais les piqûres de moustiques sont nombreuses et douloureuses, aussi les hommes attendent-ils avec impatience les moustiquaires demandés.

Pendant la première quinzaine de l'occupation, le détachement a été exclusivement employé aux travaux d'assainissement et de propreté, et il n'a été fait aucun exercice; mais, depuis, M. Dupourqué a adopté un tableau de service régulièrement suivi et qui, s'il n'est pas réglementaire, a du moins l'avantage d'être approprié parfaitement à l'existence spéciale de Spinalonga. En voici le résumé :

Lever, à quatre heures quarante-cinq. *Baignade* de cinq minutes (en remplacement du lavage à l'eau douce qu'il faut économiser). *Déjeuner*, de cinq heures à six heures.

De six heures à huit heures, *Exercices* : une section aux signaux à bras (tous les hommes savent aujourd'hui les faire couramment); une autre au tir, à l'exercice ou à la théorie du fusil; la troisième au gymnase; la quatrième de garde.

A huit heures, *Propreté des cantonnements*. A dix heures, *Inspection*.

Puis les hommes restent chez eux jusqu'à deux heures de l'après-midi.

De deux à trois heures, *Entretien des armes*. De trois à quatre heures, *Conférence* ou *Lecture*, au lieu et place de l'école élémentaire. Chaque officier, médecin compris, a bien voulu prêter son concours au commandant, et les hommes paraissent beaucoup goûter cette heure de causerie qui est profitable à tous et qui, rapprochant les hommes de leurs officiers, ne peut qu'augmenter l'estime, l'affection et la confiance réciproques. De quatre à six heures, *Exercices* très variés de gymnastique, luttes, baignade d'une demi-heure, obligatoire pour tous, y compris les sous-officiers. Il ne reste plus que deux hommes ne sachant pas nager. Après le souper, *Danses* et *Chansons* jusqu'au couvre-feu.

Tous les dimanches, M. Dupourqué part de grand matin, avec une soixantaine d'hommes, et visite tour à tour les villages chrétiens, Néapolis, San-Nicolo, etc., dont quelques-uns sont éloignés de plus de douze kilomètres. Ces promenades se font sans armes : on déjeune dans les villages et on ne revient que très tard dans la soirée.

La population urbaine, uniquement composée de musulmans, a assisté avec étonnement à cette activité déployée par nos marins pour nettoyer et assainir la ville basse que nous occupons; mais il ne lui est pas venu à l'idée de nous imiter. Après avoir vainement fait appel à leur bonne volonté, M. Dupourqué a pris un arrêté pour obliger les habitants à faire la propreté de la ville haute. Tous les jours, l'aspirant, chargé de la voirie, passe l'inspection de la ville basse et deux ou trois fois par semaine, celle de la ville haute; pour cette dernière, il est accompagné par le maire et le capitaine de gendarmerie turque. La ville haute est habitée par les femmes; les matelots n'y pénètrent jamais.

Une scission se produit parmi les musulmans : le parti du maire, qui nous fait de l'opposition, diminue chaque jour. Déjà bon nombre de notables ont consenti à envoyer

leurs enfants à une école que M. Dupourqué a ouverte et où notre interprète apprend le français à une vingtaine d'enfants. Ces mêmes enfants, en sortant de l'école, passent entre les mains d'un quartier-maître de mousqueterie qui leur donne des leçons de gymnastique.

Les habitants de Spinalonga ont de tout temps été réputés pour les actes de brigandage qu'ils vont commettre avec leurs barques. Aujourd'hui, elles sont toutes numérotées; les noms des patrons et des propriétaires responsables sont connus; aucune barque ne quitte le port ou n'y arrive sans être visitée à fond par le quartier-maître de service au port; aucune ne sort avec des armes. M. Dupourqué espère, avec raison, arriver ainsi à rendre bien difficiles les actes de brigandage.

Spinalonga devient l'établissement-modèle où successivement tous les amiraux étrangers vont étudier les méthodes françaises, — sans les appliquer encore au reste de l'île. L'amiral Pottier écrit en août 1897 :

L'amiral Harris rentre avec le *Revenge* de sa tournée des côtes. Aussitôt mouillé en rade de la Sude, il vient à bord me remercier de l'accueil qui lui a été fait dans le secteur français. Les marins de Spinalonga l'ont particulièrement frappé : à plusieurs reprises, il me parle de leur allure martiale, de leur air vigoureux et décidé. Quand, il y a un mois environ, 50 hommes ont été envoyés pour renforcer la garnison, ce détachement comptait 30 fiévreux, exempts de service : il n'y en a plus que trois ou quatre aujourd'hui.

La tranquillité du pays augmente chaque jour. Aujourd'hui chrétiens et musulmans circulent sur la côte et font paître leurs troupeaux en toute sécurité. M. Dupourqué a eu l'excellente idée de marquer au coaltar tout le bétail musulman : les vols ont cessé.

Spinalonga devient un sanatorium, où les garnisons françaises envoient leurs malades se rétablir. Le

détachement n'étant plus occupé à la défense ni même à la garde du rempart et les chaleurs ayant cessé, le capitaine Dupourqué ne veut pas laisser ses hommes dans l'inaction. Au sud de Spinalonga, une longue presqu'île sablonneuse coupe le golfe de Mirabello et empêche les communications directes entre Spinalonga et la rade de Poro. Sur cette rade, le port de San Nicolo est le grand embarcadère, « l'échelle », du commerce chrétien. En bon Français, l'amiral Pottier entreprend de couper l'isthme, et il y réussit.

Novembre 1891.

Après la Sude, le mouillage de Poro est le meilleur de Crète. Celui de Spinalonga est intenable pendant l'hiver, tant à cause des rafales terribles qui descendent des montagnes que de la mauvaise tenue du fond. A Poro, on est en toute sécurité. Le seul inconvénient est que les vaisseaux mouillés à Poro sont éloignés du poste de Spinalonga et que, par mauvais temps, les communications seraient impossibles. Mais l'isthme est très étroit, 30 mètres environ : j'ai projeté de le percer par un canal qui admettrait les plus grandes embarcations, vedettes et canots à vapeur compris.

M. Dupourqué s'est mis avec beaucoup d'ardeur à l'étude de ce petit canal. Les hommes du détachement sont également pleins d'ardeur et attendent avec impatience l'ordre de commencer les travaux. Ce sera d'ailleurs un excellent moyen de les occuper en les intéressant à quelque chose d'utile ; on pourra employer aussi les gens les plus nécessiteux des villages voisins et, de la sorte, leur venir en aide.

Janvier 1898.

Les travaux du canal sont en bonne voie : les jetées nord sont presque terminées, celles du sud déjà assez avancées pour rendre l'accostage facile. C'est à Poro maintenant

que les navires viennent mouiller; le *Faucon* et le *Galilée*, qui y ont essuyé des vents violents, s'y sont trouvés en toute sécurité; c'est un mouillage excellent; celui de Spinalonga est intenable.

Mars 1898.

Les travaux sont poussés avec activité et beaucoup d'entrain. Ils ont été contrariés par les mauvais temps des jours derniers. M. Dupourqué travaille à un système de drague imaginé par M. Latapie, enseigne du *Galilée*, et construit à bord de ce croiseur.

Avril 1898.

La drague a parfaitement fonctionné. Les embarcations passent d'un bout à l'autre. Les caïques traversent journellement le canal. Les commerçants de San Nicolo sont enchantés de ce résultat qui leur évite des pertes de temps et des frais assez considérables.

Le port chrétien de San Nicolo demande alors une garnison française qui s'installe et peu à peu monte à la ville intérieure de Néapolis, puis dans les villages voisins. Étape par étape, la province entière est occupée par ces postes de quelques hommes que les Comités insurrectionnels accueillent et hébergent à l'envi. Cent ou deux cents Français dispersés finissent par couvrir toute cette Crète orientale et par rejoindre l'une à l'autre nos garnisons de Sitia et Spinalonga, sur la côte nord, et de Hiérapétra sur la côte sud.

*
* *

Hiérapétra d'abord avait été confiée aux Italiens. Quand une nouvelle répartition mit cette ville entre nos mains, les Italiens avaient déjà commencé la

pacification sur le modèle français. Ils ne maintenaient cependant qu'une paix relative entre musulmans et chrétiens. Ce fut le lieutenant-colonel Destelle, de l'infanterie de marine, qui fit à Hiérapétra la même besogne que les lieutenants de vaisseau Chevalier et Dupourqué à Sitia et Spinalonga.

Le gouverneur turc, voyant ses troupes évincées et ses préfets annihilés dès que les Français occupent un point nouveau, essaie de soulever quelques incidents. L'amiral Pottier coupe court à ces tentatives :

Mai 1898.

Hiérapétra se compose de deux parties bien distinctes : la ville haute, entourée de murailles, avec l'ancienne forteresse vénitienne, et le faubourg qui s'étend au bord de la mer. La ville, avant les événements de février 1897, contenait environ 3 000 habitants, chrétiens et musulmans par parties égales. Elle est aujourd'hui presque exclusivement habitée par des musulmans; cependant soixante chrétiens environ ne l'ont jamais quittée. Le faubourg ne renferme que des chrétiens. Ici, les haines entre chrétiens et musulmans sont moins vives qu'ailleurs : il n'y a pas eu de massacres comme dans la province de Sitia. Il semblerait donc qu'il ne doit pas être bien difficile de rapprocher les deux éléments de la population.

Pendant longtemps, les Italiens n'y ont pas mis de garnison; ils se sont bornés à maintenir un navire au mouillage; puis ils se sont établis au faubourg hors de la ville, où ils ne pénétraient qu'exceptionnellement, laissant complètement la garde de celle-ci à la petite garnison turque. Un chrétien, allant en ville pour une affaire, n'y pénétrait qu'accompagné par un soldat italien et un soldat turc. Il en résulte que chrétiens et musulmans sont restés en défiance, et les autorités ottomanes ont fini par se figurer que personne ne pouvait pénétrer dans la ville, dont les portes étaient fermées tous les soirs au coucher du soleil.

Telle était la situation à notre arrivée ; il n'était pas possible de la tolérer, car elle ne menait à rien. Les musulmans en ville, les chrétiens au faubourg, séparés par les troupes internationales, auraient pu rester ainsi indéfiniment, sans qu'il fût fait un pas dans la voie du rapprochement.

J'avais donc donné pour instructions au lieutenant-colonel Destelle d'arriver, sans rien brusquer, à modifier la situation en s'établissant en ville comme au faubourg. Une fois les soldats français casernés en partie dans la ville, les chrétiens ne tarderaient pas à revenir l'habiter. Peu de jours après notre arrivée, un incident est venu brusquer les choses. Le 4 mai, le colonel revenant d'une promenade a été arrêté par une sentinelle turque. Le colonel s'est naturellement plaint d'une pareille insolence. Comme toujours, les autorités turques se sont confondues en excuses. Mais le colonel a profité de l'incident pour établir nettement sa situation de seul commandant supérieur, et j'ai de suite écrit à Ismaïl-bey la lettre ci-dessous :

La Canée, le 7 mai 1898.

« M. le Gouverneur général,

« Le lieutenant-colonel commandant à Hiérapétra me rend compte que le commandant des troupes turques, faisant fonctions de kaïmacan, refuse de laisser ouverte la porte nord de la ville pendant la nuit, sous prétexte qu'il est chargé de la garde exclusive de la ville. Je ne m'explique pas cette nouvelle attitude des autorités de Hiérapétra et je ne peux croire qu'elles aient reçu des ordres pareils. En allant occuper ce point, nous avons assumé la responsabilité d'y maintenir l'ordre comme dans les autres villes du littoral ; à Hiérapétra, de même que dans ces villes, il ne peut y avoir qu'une autorité, qui est celle du commandant militaire international.

« Je pars lundi avec l'*Amiral-Charner* pour me rendre à Spinalonga, Sitia et Hiérapétra, où je serai jeudi ; je veux espérer que vous voudrez bien donner des instructions dans le sens sus-indiqué au kaïmacan de Hiérapétra et qu'à mon arrivée je trouverai toutes les difficultés aplanies.

« Vous devez bien savoir, monsieur le Gouverneur général, dans quel but nous sommes allés à Hiérapétra. Notre manière de faire à Sitia et les résultats obtenus vous ont assez montré que nous n'avons qu'un ardent désir, celui d'arriver le plus rapidement possible, non seulement à rétablir l'ordre matériel, mais aussi à provoquer le rapprochement des deux éléments de la population et arriver ainsi à une pacification réelle. Mais pour obtenir ce résultat que vous devez avoir à cœur, au moins autant que moi, il est indispensable que les autorités de Hiérapétra ne nous suscitent pas de difficultés, mais encore qu'elles nous aident loyalement. »

Cette lettre donne le ton que l'amiral français avait adopté à l'égard des Turcs. Le gouverneur général se hâta de désavouer son kaïmacan et l'amiral s'en alla constater sur place les effets de ce désaveu.

Mai 1898.

Venant à Hiérapétra pour la première fois, et peu de jours après notre prise de service, j'ai cru qu'il était opportun d'être reçu à terre officiellement; c'était du reste l'intention hautement manifestée par les chrétiens de la province. A 8 heures et demie, je descends à terre; je suis reçu par la garnison sous les armes. A l'entrée du faubourg, où les chrétiens ont dressé un arc de triomphe, je suis reçu par le maire et les notables. Il me souhaite la bienvenue en ces termes émus :

« Amiral,

« C'est avec un grand tressaillement de joie que le faubourg de Hiérapétra, vous recevant aujourd'hui pour la première fois, vous adresse ses souhaits de bienvenue. Nous connaissons tous, les sentiments paternels que vous nourrissez envers notre patrie cruellement éprouvée, si bien que nous considérons cette journée comme le point de départ d'une vie nouvelle. Nous voyons déjà que

l'homme éminent qui vous représente ici, saura la faire toute de bonheur et de prospérité. Aussi, c'est avec une émotion profonde que nous crions tous : Vive la France! Vive l'amiral Pottier! Vive le colonel Destelle! Vive la Crète! »

Presque toutes les maisons ont arboré le pavillon français, beaucoup sont ornées de feuillages et de fleurs. Je reçois d'abord la visite du kaïmacan, accompagné des officiers turcs, puis celle de l'évêque, et enfin celle de l'*Épitropie* de la province. On sent que les chrétiens sont vraiment heureux de nous voir à Hiérapétra. Je vais ensuite rendre visite au kaïmacan, dans la ville turque; je suis reçu à la porte de la ville par le commandant et la garnison sous les armes; tous les musulmans se lèvent et se rangent sur mon passage; les figures ne sont pas hostiles, bien au contraire. Je rends ensuite visite à l'évêque et à l'*Épitropie*, et enfin je passe l'inspection des casernements et de l'ambulance.

Un mois après cette prise de possession, Hiérapétra est transformée : les rues nettoyées, les maisons désinfectées, les églises et les écoles rouvertes font l'étonnement de l'amiral russe, qui vient comparer les résultats de cette politique française avec la misère et les alarmes où vit encore le secteur russe de Rhétimno. Une brigade de gendarmerie française achève de pacifier cette façade de la Crète. Les troupes peuvent, dès lors, se livrer, comme à Spinalonga, à des travaux d'utilité publique. Hiérapétra est malsaine l'été à cause des marais fiévreux qui l'entourent : l'amiral Pottier entreprend de combler ces marais.

Août 1898.

La situation à Hiérapétra est excellente. Le kaïmacan, tout en protestant de son dévouement, essaie bien de nous créer toutes sortes de difficultés. On passe outre sans

s'occuper de lui. A de rares exceptions près, les autorités turques agissent comme si elles avaient pour but unique d'empêcher le rapprochement des deux éléments de la population.

Les gendarmes turcs, dont la solde est maintenant payée sur la caisse des douanes, ont été placés sous la direction du maréchal des logis français. Ils sont complètement à nos ordres et chargés exclusivement de la ville, qui est actuellement d'une propreté remarquable. Ces pauvres diables, qui depuis quatorze mois n'avaient pas reçu de solde et qui sont maintenant régulièrement payés, nous sont tout dévoués. Dans le faubourg, la police est faite par des gendarmes chrétiens, qui reçoivent aussi une rétribution prélevée sur les recettes de l'octroi.

Le calme est complet dans la région. L'apaisement se fait de plus en plus. Tout le monde est las des troubles et veut en sortir à tout prix. Quand les autorités turques auront disparu, la pacification complète sera immédiate. L'état sanitaire est très bon, sauf les cas de fièvre paludéenne. On arrivera facilement à les faire disparaître en achevant de combler le marais qui est au nord de la ville. Cette opération pourra être faite à peu de frais. On emploiera les malheureux de la ville et du faubourg. Le desséchement sera profitable à nos troupes et aux indigènes. Nous devons avoir à cœur de laisser après nous des traces de notre passage.

Dans toute la Crète orientale à l'intérieur comme dans les ports, chrétiens et musulmans n'obéissent qu'aux ordres de l'amiral français et de ses officiers. Les chrétiens surtout témoignent bruyamment de leur dévouement et de leur reconnaissance. A l'occasion du 14 juillet 1898, les trois évêques et tous les chefs des Comités dans les cinq provinces orientales de l'île envoient à l'amiral une longue adresse : « Nos provinces, disent-ils, jouissent d'une tranquillité inconnue du reste de l'île. Nous avons la plus entière con-

fiance dans les trois officiers qui nous gouvernent. MM. Chevalier, Dupourqué et Destelle ont parcouru toute la contrée. On les connaît dans tous les villages ». Un rapport du lieutenant de vaisseau Chevalier résume exactement cette œuvre française :

La tournée officielle que nous venons de faire dans la région de Kandra, nous a permis de compléter nos renseignements sur l'état politique du pays. Nous n'avions pas eu jusqu'à présent des rapports bien directs avec cette partie de la province qui, aux premiers jours de l'insurrection, a été le théâtre des troubles les plus violents. Les chrétiens ne descendaient guère à Sitia. Ils craignaient les injures des Turcs et portaient avec peine devant nous le poids des massacres de l'an passé.

Mais ces massacres, si répréhensibles qu'ils soient, n'étaient après tout que le résultat d'un gouvernement déplorable; la région belle et fertile de Kandra a souffert plus qu'aucune autre d'un joug toujours pesant et trop souvent cruel. Je pris donc le parti, pendant toute ma visite, de ne jamais rappeler les mauvais jours de l'année dernière et de témoigner aux populations toute la sympathie qu'elles ont méritée depuis, par leur tranquillité, leur sagesse et la bonne organisation qu'elles se sont donnée elles-mêmes.

J'ai été reçu aux limites de la commune de Kandra par le président du Comité, les chefs de la police, les notables et un grand concours de population. Conduit au village, j'y fus l'objet d'une réception enthousiaste. On ne savait comment nous remercier de tout ce que la France a fait pour le bien du pays. Dans l'après-midi, je me rendis à l'important village de Ziro, accompagné par tous les notables. Nous formions une cavalcade d'une trentaine de personnes, précédée au pas de course par les gendarmes du Comité. A Ziro, l'accueil fut non moins chaleureux : les vieillards venaient m'embrasser, et je dus visiter en particulier toutes les familles un peu marquantes du village.

Le lendemain, je visitai le monastère d'Agia Sophia et les villages d'Armenos, de Lithinais et de Sikia. A Armenos, toute la population nous attendait à l'extrémité d'une longue avenue de grands arbres. Les petits garçons formaient la haie, tenant tous une branche verte à la main. Le chef du village, un grand et robuste vieillard, vint me souhaiter la bienvenue ; puis il m'embrassa et, me prenant par la main, me conduisit jusqu'à sa maison. Les enfants des écoles et la population nous suivaient en chantant la Marche des Pallikares.

Même accueil à Lithinais et à Sikia. Ce village est le dernier de la commune. Nous y prîmes congé des chefs et des notables, en les remerciant du fond du cœur. Pendant deux jours, nous avions été bien heureux d'entendre acclamer la France avec autant de chaleur et de sincérité. Pour de pareilles promenades, il faut un estomac cuirassé : les repas se prolongent comme au temps d'Homère, et il faut faire raison à toutes les santés. Ce que nous avons dû manger est incalculable et explique comment nous avons pu tant boire.

Naturellement la situation politique du pays a fait le fond de nos conversations. L'annonce de la prochaine organisation a été reçue, partout, avec la plus grande joie. Nos populations paraissent se rendre parfaitement compte de l'importance de cet acte. Elles y voient la consécration de leurs efforts et la fin des luttes séculaires. Nous trouverons, ici, le concours le plus empressé, aidés par une organisation locale déjà très bonne.

Il conviendrait de bien marquer le pas fait et de ne plus conserver à la ville de Sitia même un aspect de gouvernement turc. Ce sera bien facile, car, depuis longtemps déjà, les autorités turques de Sitia ont eu le bon esprit de n'être que nos agents. C'est un fantôme que nous pourrons effacer peu à peu sans bruit. Le poste de kaïmacan n'aura plus raison d'être. Ce fonctionnaire, qui est un sous-préfet de province, se trouve, en effet, sans province à administrer. En ville, il conviendra de nommer un maire et un Conseil où les musulmans seront convenablement représentés. La ville et la campagne marcheront

alors du même pas et sous la même autorité. Nous arriverons bien facilement à être la province-type.

Les musulmans ne disent pas grand'chose. Certains parmi les notables ne voient pas sans inquiétude les nouvelles choses. Ils sentent ce qu'ils y vont perdre. Nous avons autour du kaïmacan une nuée de secrétaires, comptables, employés sans fonctions, qui, tous, ne songent qu'à tirer quelque chose du budget turc. A l'époque des exportations, rien de la douane ne tombe dans la caisse publique, les partages se faisant immédiatement entre ces fonctionnaires. Tout ce monde-là est fort ennuyé et essaiera de faire des difficultés. Mais le paysan musulman se débarrassera de cette influence dès qu'il verra qu'il ne peut plus compter sur elle.

La célébration du 14 juillet, à Sitia, jette un jour bien net sur l'état des esprits. Nous avions invité à notre fête les notables et toute la population du pays pour les remercier des bonnes relations que nous avons avec les Comités et avec tous les habitants. L'affluence en ville était considérable. Nos soldats, qui ne comptent que des amis dans les villages, les ont accueillis avec la plus grande chaleur. La journée est devenue une véritable manifestation crétoise autant que française et dépassant même un peu nos prévisions. Nous ne pouvions qu'accepter le fait et assurer l'ordre par notre présence, ce que nous avons fait. Tout s'est très bien passé sans aucun fâcheux incident. De neuf heures à onze heures, nous avons reçu au Cercle des officiers les Comités, puis le clergé et les notables chrétiens de la province ; vinrent ensuite les notables musulmans et les commerçants de la ville, et enfin les autorités ottomanes. Nous avons offert à déjeuner aux présidents des Comités et aux chefs militaires de la province. A six heures du soir, pendant les jeux, le kaïmacan nous apporta une dépêche par laquelle le gouverneur général nous offrait ses vœux de fête et nous apprenait la grâce d'un chef chrétien, Papadakis, que les Turcs tenaient en prison. Cette dernière nouvelle mit le comble à l'enthousiasme.

La garnison et tous les commerçants de Sitia avaient décoré et illuminé les casernements, les maisons et les

rues. L'illumination du fort vénitien était particulièrement remarquable. Il serait inutile aujourd'hui de chercher une bougie dans les magasins de la ville. La retraite aux flambleaux a tout absorbé. A neuf heures du soir, la foule vient nous chercher au Cercle pour nous escorter triomphalement jusqu'au théâtre. Après de nombreux discours et de frénétiques acclamations, nous nous rendons au théâtre, escortés de mille bougies. Ce spectacle avait son côté comique, mais touchant aussi. Quelque modeste qu'ait été en somme la fête d'une bourgade comme la nôtre, je ne crois pas qu'il y eût hier un coin du monde où l'on ait acclamé plus chaleureusement la bonne France, vieille protectrice des chrétiens d'Orient et mère-nourrice de la liberté du monde.

Notre petite troupe théâtrale, recrutée parmi nos soldats et marins, a été d'autant plus applaudie que les spectateurs, ne comprenant rien, applaudissaient tout le temps pour ne pas manquer les bons endroits. Même retour triomphal au Cercle. La retraite aux flambeaux s'est prolongée longtemps : les pétards et les fusées ont été ininterrompus jusqu'à trois heures du matin. Les Crétois conserveront longtemps le souvenir de cette journée. Depuis des siècles, ils n'avaient pu manifester à leur aise ; ils se sont largement rattrapés hier. Aucun fâcheux incident à noter ; pas une rixe, aucun désordre.

CHEVALIER

*
* *

Dès le début de l'occupation européenne, c'est ce régime d'intervention effective, d'arbitrage omniprésent, de domination paternelle, que l'amiral Pottier aurait voulu étendre à l'île tout entière. Mais dans le reste de la Crète, il n'eut d'abord ni la même autorité, ni les mêmes circonstances favorables que dans le secteur français. Quand il exposa son programme, qui devint au bout d'un mois le programme officiel de

l'Europe : « Ni Grecs, ni Turcs ; ni annexion, ni tyrannie : une Crète autonome, réellement et définitivement autonome », il eut aussitôt la pleine adhésion de l'amiral Canevaro ; mais il ne rencontra que sourde hostilité ou molle indifférence chez ses autres collègues, et rébellion ouverte des chrétiens d'abord, des musulmans ensuite.

Les chrétiens d'abord ne voulaient envisager que l'annexion à la Grèce. Trompés depuis si longtemps par les promesses des diplomates, ils n'avaient aucune confiance en l'autonomie promise par les Amiraux. Ceux-ci pourtant donnaient la preuve de leurs intentions honnêtes. Quand les diplomates leur avaient envoyé le « Projet de proclamation notifiant la résolution unanime et irrévocable des Puissances d'assurer à la Crète l'autonomie complète sous la suzeraineté du Sultan »[1], les Amiraux, de leur autorité, avaient ajouté l'engagement que « les Crétois resteraient entièrement libres de tout contrôle de la Porte en ce qui regarde leurs affaires intérieures ».

A fréquenter les Amiraux, les chrétiens auraient peut-être compris l'impossibilité de l'annexion : l'Allemagne en faisait un cas de guerre européenne ; l'empereur Guillaume déclarait « ne pas vouloir rester inactif devant la spoliation que la Grèce préparait »[2]. Dans le secteur français, il avait suffi de quelques conférences entre les chrétiens et le commandant Hennique pour que l'autonomie parût à tous la seule espérance de salut. Mais dans le reste de la Crète, entre les chrétiens et les Amiraux, les Grecs interposaient leurs agents, leur escadre et la petite armée du colonel Vassos.

1. *Livre Jaune*, II, p. 173.
2. *Id.*, II, p. 34.

Le consul de Grèce à la Canée avait déjà pris possession de l'île au nom de son maître, le roi des Hellènes, en qualité de commissaire royal. L'escadre grecque était mouillée sur rade même de la Canée, auprès des vaisseaux européens. L'armée du colonel Vassos campait à quelques kilomètres. Le fils du roi de Grèce, le prince Georges, commandait l'escadre. Comment les chrétiens pouvaient-ils admettre que l'heure de l'annexion ne fût pas encore venue ? Tant que les Grecs resteraient en Crète, les Amiraux ne pourraient pas convaincre les insurgés. Aussi, toujours prodigue de mauvais conseils, l'empereur allemand voulait que par la force on expulsât l'escadre et l'armée grecques ou que l'on s'en allât bloquer les ports de Grèce : pour cette besogne, il donnait un bateau et vingt hommes [1].

Si les agents grecs avaient eu l'audace, ou plutôt le courage, d'agir aussi bien qu'ils parlaient, ils eussent occupé la Canée dès le premier jour, avant le débarquement des troupes européennes : la capitale une fois conquise et l'administration turque jetée à la mer, ils tenaient l'île à brève échéance. Mais il suffit que les Amiraux élevassent un peu la voix pour que le prince Georges prît aussitôt le large et pour que l'armée du colonel Vassos s'arrêtât dans les lignes d'Alikianou.

A défaut d'héroïsme, si les agents grecs avaient eu l'habileté, ils eussent profité des difficultés que rencontraient les Puissances à définir leur programme d'action et surtout à le réaliser. Malgré l'expérience française qui montrait clairement que quelques postes dispersés à l'intérieur suffisaient à régulariser l'in-

1. *Livre Jaune*, II, p. 59.

surrection, les Puissances estimaient que vingt ou vingt-cinq mille hommes étaient nécessaires à la pacification de l'île. N'ayant pas encore de troupes et n'osant pas suivre l'exemple des Français, les Amiraux déploraient leur impuissance à l'endroit des massacres. L'Angleterre proposait que l'Europe prît les troupes grecques comme instrument ou comme aide : les flottes européennes protégeant les villes musulmanes, les troupes grecques eussent été chargées de l'intérieur[1].

Quelques amiraux penchaient d'abord vers cette solution, bien que l'Allemagne « repoussât catégoriquement »[2] la proposition du cabinet de Londres. Mais ils furent guéris de leur philhellénisme par la conduite presque odieuse des agents grecs dans l'affaire de Sélino-Kandamos.

J'ai dit plus haut comment une colonne internationale, débarquée à Sélino, avait dû monter à Kandamos pour sauver deux ou trois milliers de malheureux musulmans que les insurgés tenaient déjà sous le couteau. Avant de recourir à cette expédition qu'ils jugeaient hasardeuse, les Amiraux avaient demandé une intervention grecque : des officiers grecs étaient parmi les insurgés ; l'armée du colonel Vassos occupait cette région de l'île ; le consul grec de la Canée prétendait avoir reçu les ordres du roi pour empêcher le massacre. On offrit au consul un bateau et une escorte s'il voulait aller à Kandamos. Le consul exigea un bateau grec et un ordre du colonel Vassos.

1. *Livre Jaune*, II, p. 101 : Lord Salisbury se demande si l'on ne pourrait pas éviter à la Grèce le désagrément d'un rappel immédiat, en mettant ses contingents sous les ordres des Amiraux et en les faisant coopérer à la pacification.

2. *Livre Jaune*, II, p. 167.

Les insurgés de leur côté se réclamaient du colonel Vassos, lequel répondait ne pouvoir donner aucun ordre aux insurgés. Cette mauvaise volonté, qui frisait la mauvaise foi[1] et mettait en péril tant de vies humaines, indigna les Amiraux.

Ils furent exaspérés par les calomnies que le Gouvernement grec répandait sur leur compte : ils avaient sauvé du massacre les chrétiens d'Hiérapétra aussi bien que les musulmans de Sitia et de Kandamos; le commodore grec les accusait pourtant de ne songer qu'aux Turcs[2]. Ils poursuivirent donc énergiquement l'évacuation des agents et troupes helléniques. Mais ils trouvèrent un allié qu'ils ne désiraient pas : l'empereur allemand, prenant le Turc par la main, l'amena jusqu'en Thessalie; la Grèce envahie dut implorer le secours de l'Europe; la première condition mise à l'intervention des Puissances fut l'abandon de la Crète par les forces grecques.

Autant l'amiral Pottier avait montré d'énergie contre les intrigues grecques en Crète, autant il montra de pitié pour le malheur grec en Thessalie. La fuite du prince Constantin et la retraite sur Domoko avaient livré toute la plaine thessalienne aux cavaliers turcs : ils arrivaient à Volo; les autorités grecques abandonnaient la ville après avoir ouvert les portes des prisons et lâché de dangereux criminels. Ce fut une action combinée des trois consuls et des trois bateaux anglais, français et italiens *Dryad*, *Troude* et *Vesuvio*, qui sauva Volo du pillage.

Pendant toute l'occupation turque, cette action combinée se poursuivra pour le plus grand bénéfice

1. *Livre Jaune*, II, p. 137
2. *Id.*, II, p. 130.

de la Thessalie. Ce sont les Français qui accueilleront à la fin de la guerre les premiers officiers grecs renvoyés en Thessalie. L'amiral écrit le 31 octobre 1897 :

Le commandant du *Faucon* était présent à l'arrivée sur rade de Volo des officiers grecs qui font partie de la Commission de délimitation des frontières. La situation de ces officiers, revenant pour la première fois dans leur pays encore occupé par les troupes turques, avait quelque chose de pénible. Le commandant du *Faucon* a tenu, en allant les saluer, à leur donner une marque d'intérêt : il les a invités à dîner à son bord, ce qui les a profondément touchés. J'ai dit au commandant Nayel combien j'appréciais cette manière de faire.

Cependant les agents grecs évacuent la Crète, non sans donner aux Amiraux quelques preuves d'une maladroite et bien peu digne duplicité. Tantôt pour des prisonniers turcs, que les Grecs ont la prétention d'emmener et de montrer aux patriotes d'Athènes tantôt pour des canons qu'ils veulent laisser aux insurgés, le Gouvernement grec soulève des incidents et engage à la légère des paroles d'honneur que les Amiraux, preuves en mains, sont obligés de démentir.

Enfin le dernier soldat et le dernier canon grecs sont embarqués (30 mai 1897). Les insurgés aussitôt changent de langage : ils acceptent l'autonomie; ils demandent seulement qu'on leur permette de réunir une Assemblée nationale qui traitera avec les Puissances; ils demandent aussi que l'évacuation des troupes turques leur donne un premier gage des fermes intentions de l'Europe.

Depuis longtemps déjà, l'amiral Pottier réclamait l'évacuation non seulement des soldats turcs, mais

encore des provocateurs musulmans. Dans le secteur français, il avait débarrassé Sitia et Spinalonga de leurs garnisons et il voulait transporter à Rhodes ou Smyrne les musulmans compromis, qui ne demandaient qu'à partir.

L'amiral Canevaro soutenait de tout son pouvoir ces propositions de l'amiral français. En droit, les Amiraux pouvaient agir à leur convenance. Le Sultan, effrayé par le triomphe de l'insurrection, avait « remis la Crète en dépôt aux Grandes Puissances »[1], qui s'étaient engagées à ne maintenir que la suzeraineté turque. Les notables musulmans eux-mêmes, les beys de Candie, avaient envoyé le 18 février 1897 une députation aux agents consulaires « pour leur déclarer que la population musulmane est prête à accepter toute solution proposée par les Puissances, à l'exception de l'annexion à la Grèce »[2]. Les autorités et garnisons turques ne s'étaient maintenues dans les villes côtières que sous l'abri des canons et des drapeaux européens. Les seuls Amiraux avaient donc le droit et le devoir de régler cette question crétoise, suivant les engagements que l'Europe avait pris : suzeraineté nominale du Sultan; autonomie réelle de la Crète. Or, il n'était pas d'autonomie réelle tant qu'Abd-ul-Hamid tiendrait les Crétois sous les canons de son armée ou le couteau de ses gouverneurs. Mais l'appui de l'Allemagne et les victoires thessaliennes rendirent au Sultan tous les espoirs. Il pensa vraiment que la Crète remise en son pouvoir serait la rançon de la Thessalie restituée et, dans le Conseil même des Amiraux, les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche se firent ses avocats.

1. *Livre Jaune*, II, p. 67.
2. *Id*, II, p. 80.

En face des deux amiraux français et italien, qui veulent tenir la parole donnée et fonder réellement l'autonomie crétoise, le commandant allemand et l'amiral autrichien ne travaillent qu'à rétablir l'autorité hamidienne. Sournoisement d'abord, l'amiral russe les aide, puis, quand Allemands et Autrichiens abandonnent la partie devant l'honnêteté franco-italienne, c'est la Russie qui prend leur place et se fait la protectrice déclarée du Sultan.

La coalition austro-allemande ayant empêché toute solution durant près de douze mois (mai 1897-avril 1898), l'opposition russe prolonge encore de quatre ou cinq mois l'incertitude (avril-août 1898). Cette opposition n'eût pas tenu si longtemps, sans l'indifférence anglaise. Les Russes cèdent aussitôt que les Anglais donnent leur sincère appui à l'amiral Pottier qui devient, par le départ de l'amiral Canevaro, chef suprême des forces européennes. C'est en fin de compte l'entente anglo-franco-italienne qui réalise l'autonomie crétoise, en évacuant autorités et troupes turques (novembre 1898).

*
* *

Coalition austro-allemande; opposition russe; indifférence anglaise; action anglo-franco-italienne : il faudrait par le détail étudier chacune de ces étapes pour mettre en pleine lumière l'habileté et l'énergie que, chaque jour durant vingt mois, l'amiral français doit déployer. Il trouve à coup sûr, dans l'amiral Canevaro, le plus fidèle, le plus dévoué des amis. Mais le gouvernement de Rome, encore asservi à la Triplice, ne soutient que mollement les propositions

de son amiral. L'amiral français lui-même rencontre une pareille résistance dans M. Hanotaux, toujours attentif aux intérêts du Sultan et ministre des Affaires étrangères jusqu'en juin 1898.

Au lendemain des victoires thessaliennes, la Porte déclare aux Puissances que « le but de pacification en vue duquel elle avait consenti au débarquement en Crète des troupes étrangères n'ayant pas été atteint, elle se propose d'envoyer dans l'île des troupes ottomanes ». Malgré l'appui allemand, cette note est repoussée. Abd-ul-Hamid dépêche alors en Crète l'ancien grand-vizir, Djevad-Pacha, qui a le grade de maréchal et le titre d'Altesse. Djevad vient en Crète non comme gouverneur, dit-on, mais comme simple commandant des troupes turques : il prend la place d'un général de division.

Le choix d'un pareil personnage pour une telle place est singulier. L'amiral Pottier essaie de mettre en garde ses collègues; sous un titre d'emprunt, c'est en réalité un gouverneur turc, que le Sultan essaie de rétablir en Crète : « J'ai la conviction, dit l'amiral français, que l'envoi de ce grand personnage signifie : résistance du Palais à la volonté des Puissances, et que son arrivée va nous créer bien des difficultés ». L'amiral Canevaro, qui partage cette opinion, demande que par tous les moyens on empêche le débarquement de Djevad : « Si l'on eût empêché le débarquement du général Vassos, dit-il, les affaires crétoises eussent été moins longues et moins embrouillées; Vassos parti, il ne faut pas que Djevad survienne ».

Mais les amiraux russe et autrichien, auxquels par courtoisie se joint l'amiral anglais, décident que Djevad peut débarquer (24 juillet 1897).

A peine installé à la Canée en face des Amiraux,

Djevad réalise toutes les prévisions de l'amiral Pottier. Excitant d'une part les musulmans crétois, relevant d'autre part le courage et le mauvais vouloir des troupes turques, il va sur tous les points contrecarrer la pacification. Il a de Constantinople apporté quelque argent : il se concilie tout aussitôt les troupes qui refusent dès lors d'obéir aux Puissances ; il remet en campagne les bachi-bouzouks musulmans, qui reprennent leurs expéditions nocturnes contre les lignes insurgées ; il essaie même de renouer la politique hamidienne avec une bande de politiciens chrétiens qui, moyennant salaire, intrigueront contre les Amiraux, refuseront l'autonomie et réclameront le simple retour au Pacte de Khalépa, c'est-à-dire le rétablissement du pouvoir hamidien.

Le plan est bien dressé, et l'homme fort habile ; nul mieux que lui n'eût été capable de mener l'affaire à bien. Dès son arrivée, il comble les Amiraux de prévenances, de visites, d'honnêtes et pacifiques déclarations. C'est un grand seigneur courtois, fin, intelligent, de manières et de langage aristocratiques ; il parle le français comme sa langue. Mais, le premier jour, il se butte à l'amiral Pottier qui flaire les ruses du personnage. La lutte s'établit entre ce politicien roué et ce soldat, qui va droit devant lui, mais qui jamais ne risque un faux pas. L'une après l'autre, toutes les belles combinaisons de Djevad sont éventées.

Les chrétiens acceptent l'argent du Sultan, mais restent inébranlablement fidèles aux Amiraux. Les musulmans, plus honnêtes, exécutent les meurtres pour lesquels ils sont payés ; mais l'établissement d'une justice sommaire, sous la présidence d'un officier français, et la condamnation des meneurs, que

l'on enferme à Spinalonga, assagit les plus forcenés. La grande bataille se livre sur la question des troupes. Cette bataille va durer quinze mois (août 1897-novembre 1898). C'est bien le nœud de la question : tant que le Sultan aura des troupes en Crète, il sait que rien n'est perdu pour lui. Djevad, d'abord, reprend la demande de la Porte ; il annonce que, disponibles en Thessalie, des soldats turcs vont être débarqués en Crète : les amiraux français et italiens exigent aussitôt du Conseil l'ordre aux navires et postes européens d'ouvrir le feu sur tout bateau amenant des troupes turques.

Alors c'est la flotte turque, — annonce Djevad, — qui, faisant une croisière dans l'Archipel, va du même coup visiter les ports crétois. Une division de vieux cuirassés turcs, flanquée de torpilleurs, sort en effet des Dardanelles et, frôlant les côtes, évitant à grand'-peine les îles, se traîne jusqu'à Chio. Les Amiraux déclarent que, si elle paraît dans les eaux crétoises, elle sera reçue à coups d'obus : l'amiral russe rend visite à Djevad pour le prévenir que les Italiens et les Français sont résolus à exécuter leur menace (5 août). La division turque s'arrête prudemment à Smyrne.

Ces deux échecs ne découragent pas le Turc patient : après les moyens réguliers, il essaie de la fraude. Un matin, c'est un bateau de commerce qui arrive de Tripolitaine : des soldats commencent à en débarquer ; mais les embarcations européennes sont à quai pour les rejoindre aussitôt et les reconduire à bord. Djevad s'indigne : ce ne sont pas des soldats que l'on amène en Crète ; ce sont des malades et des congédiés qui, rentrant de Tripoli à Smyrne, voulaient, durant l'escale, après une mauvaise traversée, prendre pied, se refaire un peu, visiter la ville.

Autre bateau venant d'Anatolie : c'est pour la relève des garnisons. Djevad s'apitoie sur les malheureux soldats turcs qui servent en Crète depuis sept, huit et neuf ans ; il est temps de les rendre à leurs femmes, à leurs enfants, à leurs vieux parents, à leurs champs d'Asie Mineure ; voici des recrues pour les remplacer. Les Amiraux, plus charitables encore que Djevad, exigent que l'on rende aux douceurs du foyer les recrues en même temps que les vétérans. L'amiral français obtient même du Conseil, en l'absence de l'amiral autrichien, la déclaration formelle que les soldats turcs ne prendront désormais un bateau que pour quitter l'île : ils ne pourront plus être transférés d'une garnison à la voisine.

Djevad se contente alors des troupes qu'ils a sous la main ; bien employées, elles peuvent suffire. Il a quelque promesse des Autrichiens, et peut-être des Russes : ces bons amis l'aideront à glisser peu à peu les troupes ottomanes parmi les troupes européennes ; ils tâcheront de leur confier de plus en plus la besogne de pacification ; lentement, sous le couvert des drapeaux européens, les Turcs reprendront tous les postes de la côte et de l'intérieur.

Une occasion se présente aussitôt. Les Amiraux ont l'habitude de célébrer la fête de chaque Puissance par une grande revue internationale. Voici venir la fête de l'empereur d'Autriche (18 août) : Djevad demande que les troupes turques puissent défiler, elles aussi, en l'honneur du souverain ami de Sa Hautesse. L'amiral français, qui n'a pas voulu des Turcs à sa revue du 14 juillet, rappelle que les Turcs ont toujours été exclus de ces fêtes, auxquelles on ne convoque pas non plus les insurgés. Les amiraux italien et anglais demandent pareillement que les

Turcs soient exclus. Mais l'amiral autrichien en fait une question personnelle : il veut que *sa* revue, dit-il, soit la plus brillante qu'il se pourra, et l'amiral russe exige aussi que l'on rende tous les honneurs possibles au noble François-Joseph.

La discussion s'échauffe un peu : l'amiral Pottier a son terrain de transaction. Les Turcs assisteront à la revue autrichienne; mais les Amiraux vont d'avance refuser toute participation à la revue turque que Djevad est en train d'organiser pour la fête du Sultan le 24 août. Car la revue autrichienne du 18 août n'est qu'une amorce : Djevad compte que les Européens, ayant accepté ses troupes, lui enverront les leurs pour la fête de son maître : devant les Crétois, il pourra se prévaloir de cette déférence. La brusque intervention de l'amiral français rompt le dessein. Pour donner place à Djevad dans leur revue autrichienne, qui n'est que l'accessoire, les amiraux autrichien et russe doivent renoncer à la revue turque, qui est le principal.

Djevad ne se tient pas pour battu : à chaque fête nouvelle, il va présenter à nouveau sa demande et, contre l'opposition de l'amiral français, il invoquera les discours et déclarations de M. Hanotaux.

Le 18 décembre, la fête de l'empereur de Russie doit être célébrée, et le 9 janvier c'est l'anniversaire de la naissance du Sultan. Djevad réclame encore l'honneur de défiler pour les Russes : ceux-ci n'osent pas accepter une offre qui les compromettrait définitivement aux regards des chrétiens. Les Autrichiens alors appellent à la rescousse les Allemands qui, depuis la guerre thessalienne, ont un peu disparu des eaux crétoises. Un cuirassé allemand, *Oldenburg*, revient à la Canée deux jours avant l'anniversaire du

Sultan (6 janvier 1898); l'anniversaire de l'empereur Guillaume suit de près (27 janvier) : belle occasion pour les Austro-Allemands d'imposer à la revue internationale la présence de leurs bons amis, les turcs.

Mais l'entente franco-italienne gagne l'amiral anglais et pèse sur l'amiral russe, qui se sent de trop près surveillé par les chrétiens. Au jour anniversaire du Sultan, les amiraux autrichien et russe et le commandant allemand vont seuls, en personne, offrir leurs vœux à Djevad; les amiraux anglais et italien se font représenter; l'amiral français n'envoie que sa carte : Djevad n'a même pas osé parler de revue. Au jour anniversaire de l'empereur allemand, c'est l'amiral autrichien, sûr d'avance que ses demandes seront repoussées, qui conseille au commandant allemand de supprimer la revue, seul moyen, dit-il, de protester en faveur des Turcs.

L'entente anglo-franco-italienne devient si cordiale que la coalition austro-allemande sent la partie perdue : à la demande de l'amiral Pottier, le Conseil des Amiraux réclame instamment l'évacuation des troupes turques. Les Allemands tentent cependant un dernier effort : ils proposent à Rome que les Turcs maintenus soient employés à la pacification. Le cabinet italien renvoie la proposition à l'amiral Canevaro, qui la repousse et qui, pour le 14 mars, fête du roi d'Italie, rejette une fois de plus les offres de Djevad : le Conseil des Amiraux réclame avec insistance l'évacuation turque. Les Allemands rentrent leur pavillon deux jours après la fête italienne; ils reprennent définitivement la mer (16 mars 1898). Les Autrichiens attendent quinze jours encore, puis annoncent leur départ pour le début d'avril; ils déclarent que désormais ils se désintéressent de la Crète.

La Russie alors entre en scène. Jusqu'ici, elle a soutenu par derrière les tentatives autrichiennes. L'accord austro-russe, conclu en septembre 1897, a certainement quelques clauses ignorées du public au sujet de la Crète. Après le départ des Autrichiens, c'est la Russie qui reprend les demandes austro-allemandes, touchant l'emploi des Turcs pour la pacification. En même temps qu'elle fait à grand fracas distribuer aux Crétois cent mille francs de secours, cette protectrice des orthodoxes, par une note confidentielle, propose aux cabinets la nomination d'un gouverneur provisoire et, vu le départ des troupes autrichiennes, l'intervention des troupes ottomanes à l'intérieur de l'île. Les cabinets communiquent cette note aux Amiraux qui, sur-le-champ, en font part aux Crétois. Le scandale parmi les chrétiens est si grand que l'amiral russe lui-même vote contre les propositions de son gouvernement (4 avril). Les Amiraux réclament une fois de plus le départ des troupes turques (19 avril).

Abd-ul-Hamid garde un dernier espoir, entretenu, semble-t-il, par l'amitié austro-russe. Occupant encore la Thessalie, il compte ne pas l'évacuer définitivement sans obtenir qu'une partie de ses troupes s'en vienne en Crète. L'évacuation de la Thessalie est fixée au 7 juin. La Russie et l'Autriche préparent un suprême effort.

Mais deux événements déroutent leurs combinaisons. Le 5 juin, l'amiral Canevaro est rappelé à Rome; le 10 juin, M. Hanotaux tombe du pouvoir. L'amiral Pottier, devenu le président du Conseil des Amiraux, va trouver désormais deux appuis également solides à Rome et à Paris : à Rome, l'amiral Canevaro devient ministre de la Marine, puis des

Affaires étrangères ; à Paris, le successeur de M. Hanotaux n'a plus le même culte pour Abd-ul-Hamid.

Les événements, dès lors, se précipitent. Djevad doit lâcher pied : il annonce qu'il a donné sa démission et demandé son rappel (17 juillet). L'amiral français étend à toute la Crète le régime de Sitia et de Spinalonga. Justice, finances, police, gouvernement central : morceau par morceau, l'amiral arrache à Djevad et aux Turcs le pouvoir qu'il transfère aux officiers et représentants des Puissances. En même temps, il reconnaît le gouvernement provisoire qu'à son instigation l'Assemblée générale des insurgés a constitué. Il traite avec ce gouvernement, lui confie officiellement l'intérieur de l'île et lui fait attribuer par les Puissances une partie des douanes et impôts que les Européens vont lever à la place des Turcs.

Le Sultan ne voit plus qu'un recours. L'empereur allemand annonce son voyage en Palestine. Il faut lui fournir un dernier moyen d'intervenir, en lui montrant les Amiraux incapables de maintenir l'ordre en Crète. Sur un ordre venu de Constantinople, les troupes turques et la populace musulmane se révoltent contre les Européens et massacrent à nouveau les chrétiens revenus dans les villes côtières (6 septembre 1898). A la Canée, à Rhétimno et à Sitia, dans les secteurs français, italien et russe, le mouvement échoue ; mais à Candie, où cinquante mille musulmans sont entassés derrière les remparts, les Anglais surpris sont impuissants.

L'Angleterre paie la faute que depuis six mois elle a commise. Depuis six mois, uniquement préoccupée de la marche sur Khartoum et de l'approche de Fachoda, elle a entièrement négligé la Crète. Elle a rappelé son amiral, affaibli son escadre, dégarni son

secteur. Contre les cinquante mille musulmans de Candie, elle n'a que 400 hommes. Les Anglais et les chrétiens de Candie sont donc massacrés. Mais tous les Européens et des renforts de Malte accourent. Candie est reprise, la populace est désarmée, les meneurs pendus et les Amiraux obtiennent enfin que troupes et autorités turques seront, de gré ou de force, évacuées (12 octobre).

Abd-ul-Hamid ne désespère pas encore. Il désigne Djevad pour accompagner l'empereur Guillaume en Syrie et en Palestine : l'Empereur a promis de passer en Crète au retour. Le Sultan essaie de retarder, puis de traîner l'évacuation jusqu'à cette visite. Mais l'amiral Pottier a prévu le coup. Débarrassé maintenant de l'opposition russe par la complète adhésion des Anglais et des Italiens, il presse les Turcs l'épée dans les reins, déménage de force leurs magasins et leur artillerie, prend leurs garnisons par la famine pour les obliger à l'embarquement. Le dernier délai est fixé au 15 novembre : le 12 novembre, les dernières troupes turques sont à bord, et les bateaux doivent lever l'ancre le lendemain.

Le 13 novembre dans l'après-midi, le consul autrichien, qui est aussi consul d'Allemagne, prévient officiellement l'amiral que le croiseur allemand *Hertha* arrivera, le soir, de Beyrouth et que le lendemain, au jour, l'empereur Guillaume, avec le *Hohenzollern*, sera en rade de la Sude. La *Hertha* mouille, en effet, vers cinq heures du soir; elle voit partir le dernier bateau turc; elle annonce que l'Empereur et le *Hohenzollern* passeront au large; elle débarque seulement trois ou quatre promeneurs qui vont de la Sude à la Canée pendant qu'on fait du charbon. Ces promeneurs témoignent une visible

déférence à l'un d'eux qui semble porter le bras en écharpe : les Français de garde à la Sude se hâtent d'imiter cette déférence; mais l'amiral Pottier évite l'indiscrétion d'une rencontre avec cet illustre inconnu qui paraît de fort méchante humeur.

*
* *

La Crète était délivrée des Turcs. Après les massacres de Candie, l'amiral Pottier eût voulu qu'on la libérât entièrement et que le Sultan fût puni de ses crimes par la perte de sa suzeraineté. Ce fut encore la Russie qui prit la défense d'Abd-ul-Hamid : elle exigea le maintien du drapeau turc.

En échange, les Crétois reçurent enfin un gouverneur de leur race, le prince Georges de Grèce. Mais, avant l'installation du gouvernement autonome, l'amiral Pottier, toujours équitable, réclama des chrétiens l'exécution d'une solennelle promesse. Ils avaient juré que, tous, ils remettraient leurs armes aux Puissances le jour où le dernier Turc serait embarqué. Les musulmans crétois refusent maintenant de quitter les villes côtières et de rentrer dans leurs villages tant que les chrétiens seront armés. Le désarmement commence par le secteur français. L'amiral vient en personne recevoir les armes :

22 novembre 1898.

A deux heures, le *Bugeaud* arrive à San-Nicolo. De grands préparatifs ont été faits pour me recevoir; toutes les maisons sont décorées de guirlandes, de feuillages, et pavoisées aux couleurs françaises et grecques. C'est par San-Nicolo que doit commencer le désarmement des chré-

tiens de la province : les chefs ont tenu à donner une grande solennité à cette cérémonie.

Elle a eu lieu chez le commandant Dupourqué et débute par un discours du chef militaire qui exprime des sentiments élevés de reconnaissance envers nous et qui peut se résumer ainsi : « Grâce à vous, nous n'avons plus d'ennemis ici et nos armes nous sont devenues inutiles ; nous vous les remettons donc en dépôt ; nous vous confions nos vies, nos familles, nos biens, et nous vous donnons l'assurance que nos frères musulmans peuvent rentrer en toute sécurité dans la province, où ils seront bien accueillis ».

Puis le défilé commence ; l'évêque d'abord me remet son fusil, puis les notables et enfin les paysans venus de tous les villages environnants. Tous tiennent à me donner leur arme en mains propres. Toutes ces armes sont en fort bon état ; ce sont en majorité des fusils Gras, puis des Martini et des Chassepot de provenance allemande.

23-25 novembre.

Le *Bugeaud* quitte San-Nicolo au point du jour pour se rendre à Sitia. La remise des armes a lieu dans l'après-midi, à l'ancien konak. L'évêque, puis le chef militaire de la province commencent par m'adresser chacun un discours, puis me remettent leurs fusils, et successivement tous les chrétiens de Sitia et des villages environnants viennent déposer leurs armes. Les musulmans en font autant.

Les vents du sud qui soufflent me font craindre que le débarquement soit difficile à Hiérapétra, et je me décide à m'y rendre par voie de terre. Le *Bugeaud* me conduit à Pachamo, où aboutit la route faite sous la direction de M. Zeil, lieutenant d'infanterie de marine, avec des corvées de chrétiens. Dans tous les villages où nous passons, nous sommes reçus avec enthousiasme ; des arcs de triomphe ont été dressés et toute la population nous acclame. Le soir, à Hiérapétra, le faubourg est illuminé.

Dans la matinée, a lieu la remise des armes de Hiérapétra et des villages environnants. Cette remise se fait

avec une grande solennité ; elle est pour les chrétiens un acte de très grande importance, et jusqu'au dernier moment j'ai douté qu'ils consentissent à se séparer de leurs armes avant l'arrivée du prince Georges.

Dès le jour, les chrétiens arrivent de toutes parts et se réunissent au faubourg; c'est une fusillade ininterrompue, car ils tirent une dernière fois à tort et à travers, et c'est miracle qu'il ne soit pas arrivé d'accident. La ville est entièrement pavoisée aux couleurs françaises ; toutes les maisons enguirlandées de feuillage.

A neuf heures et demie, le cortège se met en marche, les chrétiens rangés par villages, en tête le chef militaire de la province et un prêtre portant la bannière de l'insurrection : des marins du *Bugeaud* et des soldats d'infanterie de marine font la haie. Au konak, où je suis avec les officiers et les notables, le chef militaire, après m'avoir adressé un discours, me remet son fusil et le prêtre me fait don de la bannière de l'insurrection, puis successivement tous les chrétiens déposent leurs armes devant moi. Entre deux groupes de chrétiens, les musulmans de la ville viennent également remettre leurs armes.

Je vais ensuite procéder à la démolition des fortifications de la ville turque. La disparition de ces murailles, qui entourent la ville turque et la séparent du faubourg chrétien, ne peut qu'avoir une heureuse influence pour la fusion définitive des deux éléments de la population ; mais elle est surtout une grande satisfaction donnée aux chrétiens; ce sont en effet leurs aïeux qui, contraints par le conquérant, ont élevé ces murailles : la démolition est pour ces populations impressionnables un symbole de leur affranchissement. L'affluence est considérable; les murailles sont couvertes de chrétiens, la pioche en mains. Monté sur la porte principale, j'adresse à cette foule quelques paroles traduites immédiatement en grec par un notable, puis je donne le signal en portant un premier coup de pioche. C'est alors un enthousiasme indescriptible et tout le monde se met à l'œuvre. Quand, environ une heure après, je suis repassé en cet endroit, pour me rendre à bord du *Bugeaud*, toute la muraille de l'Est n'existait plus.

Puis l'amiral Pottier va chercher à Milo le prince Georges et, l'installant à la Canée comme Haut-Commissaire des Puissances, lui rappelle en quelques paroles ce que l'Europe et la Crète attendent de lui :

Monseigneur,

Au nom du Conseil des Amiraux, j'ai l'honneur de remettre à Votre Altesse le Gouvernement de la Crète. Votre Altesse vient de voir avec quel enthousiasme Elle a été accueillie. Les manifestations qui L'ont saluée sont l'expression de la confiance que le peuple crétois a en elle. Ce peuple a beaucoup souffert, Monseigneur : il a soif de tranquillité. Il a mis en Votre Altesse toutes ses espérances. Il a la ferme volonté de L'aider loyalement dans la grande mission pacificatrice que les Puissances ont confiée à leur Haut-Commissaire.

Votre Altesse ne trouvera donc autour d'Elle que bonnes volontés et dévouements sans arrière-pensée. Les Amiraux savent par ailleurs quels sont les sentiments de justice et d'impartialité qui animent Votre Altesse : ils ont donc la conviction que Son Gouvernement paternel ramènera promptement dans l'île entière la concorde et l'union.

Quant à nous, Monseigneur, notre tâche est terminée; dans quelques jours nous allons partir, mais ce ne sera pas sans émotion. Assistant pendant de si longs mois à toutes les souffrances supportées courageusement par cette vaillante population, sans distinction de religion, nous n'avons pas partagé ses angoisses, sans nous être attachés profondément à elle. C'est donc du fond du cœur qu'en ce moment solennel j'exprime à Votre Altesse les vœux que les Amiraux font pour Ses succès, pour la prospérité de la Crète et le bonheur de tous ses enfants.

*
* *

L'amiral Pottier rentra de Crète fort éprouvé par deux ans de séjour sur ces rades fiévreuses. Nommé

au commandement de l'escadre en Chine, il joua dans les affaires de l'Extrême-Orient un rôle que nous aurons bien, quelque jour, l'occasion d'étudier. Au retour de cette dure campagne, ses amis le suppliaient de prendre du repos : sa santé leur donnait des inquiétudes trop justifiées. Mais quand on lui offrit de commander l'escadre de la Méditerranée, il pensa que les nouvelles complications levantines lui permettraient de consacrer à la Macédoine l'expérience et le prestige qu'il avait gagnés en Crète.

Il mourut dans ce commandement, à la fin d'août 1903. A la nouvelle de cette mort, la Crète tout entière s'unit dans un même désir de témoigner publiquement son deuil. Elle voulait qu'un service solennel fût célébré dans la cathédrale de la Canée. Mais les politiciens, qui entourent le prince Georges et le remplacent durant ses tournées aux chancelleries et casinos d'Europe, refusèrent la cathédrale « qui, disaient-ils, était en réparations » : pour ces Grecs, l'Europe, la France en particulier, n'a pris aucune part à la libération des Crétois ; la seule bravoure hellénique a tout accompli. Les Crétois remontèrent alors dans ces lignes de l'Akrotiri où, si longtemps, ils avaient tenu tête aux Turcs et aux Amiraux. Ils choisirent la petite chapelle de Hagios Ilias où, dès le début de la campagne, l'amiral Pottier était venu leur offrir des médecins pour leurs blessés et du biscuit pour leurs femmes. Après le service funèbre, l'un des chefs de l'insurrection célébra la mémoire du « Pacificateur de la Crète ».

AUX HELLÈNES

Envoyé à Paris pour défendre les droits de l'hellénisme, M. Kasasis, recteur de l'Université d'Athènes, proteste contre certaines de mes affirmations.

J'ai, paraît-il, « répété des faits inexacts, — car il n'est pas vrai que les étudiants d'Athènes aient envoyé au Sultan des félicitations quelconques [1], et il est complètement faux que des officiers grecs aient mis leur épée au service de la Porte [2] ».

1. On lit dans le *Stamboul* du 26 mars : « Une délégation d'étudiants de l'Université d'Athènes s'est rendue à la légation ottomane, pour exprimer au nom de leurs camarades leur gratitude à S. M. I. le Sultan pour les marques de bienveillance qu'il a données à S. M. le roi Georges. On dit que cette délégation avait fait connaître sa démarche au ministre des Affaires étrangères qui l'avait approuvée ». On lit dans le *Stamboul* du 14 août : « Les journaux turcs reproduisent des journaux athéniens la nouvelle qu'une députation des étudiants de l'Université d'Athènes s'est adressée à Saadeddine-bey, chargé d'affaires de Turquie à Athènes, pour le prier de vouloir bien obtenir leur admission dans l'armée impériale ».

2. On lit dans le *Stamboul* du 20 mai : « L'*Ikdam* annonce que quelques officiers appartenant à l'armée hellénique se sont adressés à la légation ottomane à Athènes et ont sollicité, tant en leur propre nom qu'en celui d'un millier d'officiers et soldats, d'être admis dans l'armée impériale pour la répression des

J'ai eu tort de parler de « la servilité des Grecs et de comparer Canaris vengeant les massacres de Chio et la destruction de sa propre patrie, ou Miaoulis et Botzaris attaquant en pleine guerre des flottes et des armées ennemies, avec ceux qui détruisent des établissements européens et massacrent des Grecs désarmés...; la conscience du monde civilisé s'est modifiée et les idées morales, comme les mots, ont changé de sens ».

M. Kasasis me demande de lui « indiquer les chefs du mouvement dit macédonien qui résident en Macédoine ». Il déclare que jamais la Grèce n'a « conclu une alliance avec la Turquie »; il me demande du moins « en quoi consiste en fait cette fameuse alliance », et il en appelle « encore à ma bonne foi, qui a été sans doute surprise, et à la conscience du monde civilisé ».

En même temps qu'il déposait une lettre à la *Revue de Paris*, M. Kasasis voulait bien, par deux fois, me rendre visite et m'exprimer le douloureux étonnement causé à tous les Hellènes par les articles « d'un homme dont le philhellénisme, disait-il, n'a jamais été mis en doute ». Il me demandait de prendre part au *meeting* franco-grec, qui devait se réunir sous la présidence de M. Henry Houssaye. Je le priai instamment de me donner la parole pour me permettre d'exposer mes raisons et mes regrets, car ce n'est pas sans de profonds regrets — vous le savez bien — que l'on doit à certaines heures tenir certain

bandes bulgares. Le ministre ottoman, tout en les remerciant chaleureusement de leur sympathie, les a informés que leur demande ne pouvait pas être agréée, attendu que, grâce à l'activité des troupes et des gendarmes ottomans, les susdites bandes seront sous peu complètement dispersées ».

langage à ses plus chers amis. J'indiquai d'avance à M. Kasasis ce que je voulais dire : il refusa de m'inscrire parmi les orateurs.

Puisque je n'ai pas pu me faire entendre des Hellènes de Paris, je m'adresse à vous, mes chers amis de la Grèce libre et irrédimée. Rentrant de Macédoine, il y a près de sept ans, je vous exposais déjà, à la fin de mon livre sur *la Macédoine*, le dommage toujours grandissant que causent à l'Idée l'ignorance et l'égoïsme des politiciens d'Athènes. Je vous montrais l'hellénisme macédonien exploité, persécuté, trahi par ces gens qui ne voient dans l'Idée que source de discours ou de bénéfices. Mesurez aujourd'hui ce qu'ils ont fait de la Macédoine. Écoutez la clameur d'indignation qu'en France, en Angleterre, en Italie, chez toutes les nations civilisées, chez tous les peuples vos amis, leur conduite a soulevée contre eux, contre vous, et, puisqu'ils me forcent de donner au public la preuve de leurs agissements, ne rejetez que sur eux les conséquences de cette polémique.

*
* *

Vous savez que, de 1897 à 1902, l'entente austro-russe n'avait eu qu'un but : étouffer les réclamations des Macédoniens et maintenir en Macédoine le bon plaisir du Sultan. Au début de 1902, Russes et Autrichiens étaient décidés encore à imposer à la Macédoine ce qu'ils appelaient « le calme et la paix »[1] : l'archiduc Ferdinand était allé à Saint-Pétersbourg renouveler le pacte. Mais échappant à tout contrôle du dehors, en pleine révolte contre les avis et sugges-

1. *Livre Jaune*, p. 6.

tions du gouvernement bulgare [1], les Comités macédoniens étaient décidés à l'action, et c'est la Porte elle-même qui, prise d'inquiétude, demandait à l'Europe de prévenir les désordres [2].

Renseignée par ses consuls, l'Europe connaissait l'intolérable situation que crée, depuis deux ans, le brigandage des bachi-bouzouks et des Albanais. Toute disposée à prévenir un soulèvement macédonien, elle en voulait supprimer la cause. Elle rappela au Sultan que l'armement des bachi-bouzouks est « contraire aux traités » [3]; elle réclama un minimum de sécurité pour les biens et pour les personnes. Aussitôt, les Albanais se révoltent (mars-avril 1902).

Vous reconnaissez — n'est-il pas vrai? — l'ordinaire procédé de la politique hamidienne : en Crète, chaque fois que l'Europe parlait de réformes, on voyait la population musulmane se soulever. En Macédoine, les Albanais sont les instruments d'Abd-ul-Hamid. Sur un mot du Palais, leur révolte éclate et brusquement s'apaise. Mais cette révolte fournit le prétexte de la mobilisation : de toutes parts, le Sultan pousse vers la Macédoine ses troupes régulières et irrégulières. Sous prétexte que chaque maison chrétienne est un dépôt d'armes, il livre aux soldats et aux bachi-bouzouks les villes et les villages : les ambassadeurs turcs annoncent à l'Europe que « la Sublime Porte a pris toutes les mesures militaires que comporte la situation » [4] (avril 1902).

1. *Livre Jaune*, p. 7 : La Bulgarie est absolument calme : aucun envoi d'armes ou de munitions, aucune mesure suspecte ne sont tolérés : le Commissaire ottoman reconnait la correction de cette attitude. Abandonné à lui-même, le mouvement a dû prendre une forme nettement révolutionnaire.

2. *Livre Jaune*, p. 9.

3. *Id.*, p. 9.

4. *Id.*, p. 16.

Vous savez, mieux que nous, ce que pareils mots signifient : en Crète, chacune de ces « mesures militaires » était le prélude des massacres; quand ces mesures étaient complètes, les bandes musulmanes, conduites par les soldats, se jetaient sur les quartiers chrétiens.

En Macédoine donc, le massacre s'organise (mai 1902); il commence (juin); le vilayet de Salonique, trop proche de la mer et de l'Europe, est épargné; mais, dans les vilayets d'Uskub et de Monastir, chaque bourg, chaque village voit se reproduire les scènes de Candie et de la Canée. Comme autrefois les chrétiens des villes crétoises, les Macédoniens n'échappent que par la fuite. Comme les Crétois avaient pris le chemin de la Grèce, les Macédoniens de ces vilayets, où les Slaves sont en majorité, prennent le chemin de la Bulgarie. Cent mille réfugiés encombrent les villes bulgares.

Alors des bandes bulgares franchissent la frontière; d'anciens officiers bulgares viennent aider la révolution macédonienne (août 1902) : faut-il vous rappeler que l'arrivée des Crétois eut, en Grèce, pareille conséquence? Ces bandes commettent la faute — j'ai dit plus haut « le crime peut-être inexpiable » — de recourir à la dynamite; mais sans remonter à Canaris, puisque « les idées morales ont changé », avez-vous donc oublié qu'à Ziro, à Kératidi, en dix autres rencontres, les Crétois et les volontaires grecs ont eu recours aux mêmes engins[1]?

On vous dit aujourd'hui que les seuls Bulgares ont tout fait et que les Macédoniens n'eussent jamais songé à la révolte sans les excitations de Sofia. Mais

1. Cf. *Livre Jaune* (février-mai 1897), p. 149.

quand, avec les volontaires d'Athènes, toute la Crète se souleva, n'oubliez pas que la presse hamidienne vint nous tenir le même langage. Nos consuls vous affirment qu'en Macédoine certains chefs sont venus ou revenus de Sofia, mais que les bandes sont vraiment macédoniennes[1]. M. Kasasis me demande les noms et les adresses de ces Macédoniens; si je m'abstiens de lui répondre, c'est en le renvoyant à cette dépêche de notre consul à Monastir :

L'action des Comités [macédoniens] est paralysée par la guerre que, dès qu'ils se sont sentis soutenus des autorités turques, leur ont déclarée les notables grecs et grécisants : partout ces derniers se font dénonciateurs des Bulgares. Les autorités grecques de Monastir elles-mêmes ne craignent pas d'encourager ce mouvement et de prendre le parti des Turcs contre ces mêmes populations chrétiennes qu'elles prétendent devoir un jour revenir à la Grèce[2].

Vous savez d'ailleurs que, si les chefs sont venus de Bulgarie, c'est de Grèce que sont venues les armes. Ces mêmes fusils Gras, qui avaient fait la révolution crétoise, ont passé la frontière thessalienne, et c'est approvisionnée par la Thessalie que, durant tout l'automne de 1902, la Macédoine put tenir les Turcs en échec.

L'Europe alors eut peur. Elle avait menacé les Bulgares. Elle avait constaté que Sofia ne pouvait rien sur la révolution. Elle se souvint de l'expérience crétoise. Elle redouta la conséquence fatale de la politique hamidienne : une nouvelle province enlevée à la tyrannie du Sultan et à l'exploitation des financiers européens. Elle se mit d'accord. L'Empereur

1. *Livre Jaune* (1902), p. 22.
2. *Id.*, *ibid.*, p. 4.

d'Allemagne lui-même dut reconnaître que des réformes, seules, pouvaient maintenir le Turc en Macédoine, et le Gouvernement grec adhéra à ce programme qui devait assurer la vie des Macédoniens, sans entamer l'intégrité de l'Empire ottoman.

C'est dans un esprit analogue que le Ministre de Grèce à Paris est venu nous entretenir des préoccupations qu'inspirait à son Gouvernement la situation actuelle en Macédoine. La Grèce, d'après M. Delyannis, comprend qu'à l'heure actuelle certaines revendications risqueraient d'être vaines : aussi est-elle prête à accepter sincèrement le maintien du « statu quo » en Macédoine, où elle compte tant de ses enfants, pourvu que la Turquie consente à y réaliser effectivement les réformes sans lesquelles l'agitation révolutionnaire ne saurait prendre fin. Nous ne saurions trop engager la Sublime Porte, dans son propre intérêt, à s'attacher sans plus de retard à la réalisation de ces réformes[1] .

DELCASSÉ.

Étudiez cette dépêche du 14 octobre 1902. Notez qu'elle est signée de notre ministre des Affaires étrangères, dont jamais personne, depuis six ans, n'a mis en doute la parfaite véracité. Voyez, d'autre part, si le programme qu'elle expose n'est pas celui de l'hellénisme : tant que la Macédoine ne peut pas être annexée à la Grèce, il faut qu'elle reste turque; mais il faut aussi que la vie et la propriété des *raïas* y soient sauvegardées. C'est bien là, n'est-il pas vrai? ce que tous les Hellènes ont toujours réclamé. Or, voici la conduite et les dénégations des politiciens d'Athènes.

Quand Abd-ul-Hamid se vit acculé aux réformes par le concert unanime des grandes et des petites

1. *Livre Jaune*, p. 23.

Puissances, il chercha, comme d'habitude, un allié parmi ses ennemis. Reportez-vous encore à l'exemple crétois : acculé par les Amiraux à la nécessité du gouvernement autonome, souvenez-vous comment Abd-ul-Hamid essaya de constituer parmi les insurgés un parti dissident qui, moyennant salaire, intriguerait contre les Puissances, refuserait l'autonomie et réclamerait le simple retour au Pacte de Khalépa, c'est-à-dire au régime hamidien. Les Crétois acceptèrent l'argent de Djevad-Pacha, mais restèrent fidèles à la consigne des Amiraux. Aujourd'hui, quand vous entendez les politiciens d'Athènes refuser les réformes macédoniennes et réclamer le simple retour au Traité de Berlin, vous pouvez constater qu'Abd-ul-Hamid a rencontré des amis plus fidèles.

Ses premières offres à Sofia et Belgrade avaient échoué : le voyage du comte Lamsdorf (décembre 1902) avait maintenu les gouvernements serbe et bulgare sous l'influence austro-russe. Mais, profitant de ce voyage avec son ordinaire habileté, Abd-ul-Hamid se tourna vers les politiciens d'Athènes que le ministre russe n'avait pas visités. Il leur offrit ou leur fit entrevoir mille avantages personnels, dynastiques et nationaux. Il réveilla chez eux, par des calomnies, la haine du Slave et la défiance du Russe, qui couvent au fond de tout cœur hellénique. Il leur fit admettre que le plan de réformes n'était qu'une manœuvre panslaviste et que la Macédoine réformée serait le premier pas vers la Macédoine autonome, puis indépendante, puis annexée, bulgare enfin, comme la Roumélie...

Aux tentations hamidiennes, les politiciens d'Athènes succombèrent. Les mois de janvier et février 1903 furent remplis par des négociations secrètes, dont je

ne puis encore vous donner le détail : tout se passa d'abord de vive voix entre Rifaat-bey, ministre turc en Grèce, et les gens d'Athènes [1]. Mais par le texte final de l'accord, — que je vais vous donner, — il vous sera facile de rétablir les principales étapes de la négociation.

Abd-ul-Hamid voulait que, refusant désormais les réformes, les gens d'Athènes donnassent leur plein acquiescement et même leur collaboration aux « mesures militaires », — on dit en français : « massacres ». En retour, il leur offrait un triple salaire : 1° avantages économiques : traité de commerce et raccord des chemins de fer thessaliens à Salonique; 2° avantages nationaux : faveurs en Turquie au Patriarcat grec, à l'élément grec, et à la propagande scolaire; 3° avantages dynastiques : espérance de quelque combinaison, proche ou lointaine, qui substituerait au prince Georges en Crète quelqu'un de ses frères, pour installer ce prince Georges en Épire ou en Macédoine.

Les négociations étant conduites à Athènes, Abd-ul-Hamid, par son ministre, ne s'engageait que de vive voix; mais de vos politiciens il exigeait des papiers. Il voulait avant tout une renonciation écrite, et même un démenti, à la politique formulée par M. Delyannis dans le *Livre Jaune*. Il semble que les gens d'Athènes aient longtemps hésité : il est trop certain que les déclarations rapportées par M. Delcassé et enregistrées dans le *Livre Jaune*, ont bien été faites par le ministre grec à Paris...

1. On lit dans le *Stamboul* du 6 janvier 1903 : « S. E. Rifaat-bey, ministre de Turquie à Athènes, a eu, mercredi dernier, une entrevue avec M. Scousès, ministre des Affaires étrangères. L'entrevue a duré deux heures. »

La note austro-russe du 26 février 1903 brusqua les choses : le 1er mars, Rifaat-bey pouvait transmettre à Constantinople la dépêche suivante, que vous lirez avec attention. Je vous en garantis l'authenticité. Elle est encore inédite. Mais, dès le mois d'avril 1903, personne à Athènes (j'étais là) n'en faisait mystère et la Porte, depuis, l'a communiquée à toutes les chancelleries :

Les paroles, attribuées à M. Delyannis, ont été ou mal comprises par M. Delcassé, ou bien elles ont été dites en dehors des instructions du Gouvernement hellénique. En effet, M. Zaïmis, qui était à cette époque chef du Gouvernement et ministre des Affaires étrangères, m'a dit hier qu'il n'avait jamais autorisé M. Delyannis à faire la communication que M. Delcassé lui attribue dans le *Livre Jaune*. Il a ajouté que la conviction du Gouvernement hellénique, dès ce moment-là, était que les troubles dans certaines de nos provinces européennes étaient l'œuvre des comités de Sofia, et nullement l'effet d'un soulèvement des habitants, et que dans ce cas le Gouvernement impérial devait prendre des mesures militaires pour empêcher l'incursion des bandes au retour du printemps. Le représentant du Gouvernement royal ne pouvait pas, ajouta-t-il, parler de la nécessité des Réformes que les Bulgares mettaient en avant pour masquer le véritable caractère de leurs menées.

Rifaat-bey, à la fin de cette dépêche, concluait : « Ceci est une preuve nouvelle de la mauvaise foi avec laquelle le *Livre Jaune* a été compilé ». Je suis sûr, mes chers amis, que ce dernier mot vous touchera, aussi profondément qu'il nous a touchés. Que les politiciens d'Athènes se mettent, eux et leur peuple, à la solde d'Abd-ul-Hamid : libre à vous de les suivre. Mais que leurs mensonges fournissent au Turc le moyen d'accuser de « mauvaise foi » le gouvernement français : cela, n'est-il pas vrai? dépasse les bornes

de la servilité. Car ce mot de servilité, que M. Kasasis relève, je l'ai écrit en effet. Mais M. Kasasis me fait dire : « servilité des Grecs », ce que je n'ai jamais dit. C'est aux seuls gouvernants et « royaux » d'Athènes que j'applique ce terme.

En possession de ce papier, Abd-ul-Hamid paya une partie du prix convenu. Le 17 mars, arrivaient à Athènes Rahmi-pacha et Tewfik-bey, aides de camp de Sa Majesté, qui apportaient au Roi un grand cordon, au prince héritier une tabatière, et à Rifaat-bey l'ordre de signer le traité de commerce. Voici comment la presse hamidienne annonça la conclusion de cet accord. Je vous condamne à relire cette page du journal *l'Orient* (23 mai 1903) qui, vous le savez, sous la direction d'un de vos congénères, M. Nicolaïdès, est à Bruxelles (notre gouvernement l'a chassé de Paris) l'organe avoué du Sultan :

Il a fallu bien des années pour que l'entente entre la Turquie et la Grèce gagnât les deux peuples pour s'imposer à leurs gouvernements. C'est chose faite aujourd'hui. Une convention commerciale a été signée qui accorde aux contractants la clause de la nation la plus favorisée. D'autres engagements ont été pris visant la contrebande et le brigandage sur les frontières. Un grand journal parisien [a parlé] d'une convention politique secrète. Sans être dans le secret des Chancelleries, il est permis de mettre en doute l'existence d'une [pareille] convention : *la Turquie n'a besoin d'aucun concours étranger pour maintenir l'ordre chez elle et assurer l'intégrité de son territoire.* Tout ce qu'elle demande, c'est que les puissances limitrophes... n'autorisent pas la formation de bandes révolutionnaires destinées à opérer en Turquie.

Les incidents de frontière, si nombreux et si violents tant que le gouvernement hellénique montrait quelque faiblesse à l'endroit des bandes de brigands, ont disparu.

Les associations turbulentes, telles que l'*Hellénismos* du professeur Kasasis et la *Société Macédonienne* du docteur Ieroyannis, auront beau s'agiter... Nous avons enregistré les manifestations qui sont un sûr garant que le Gouvernement grec apporte sa ferme volonté au maintien du rapprochement. L'*Association Centrale des Grecs en Macédoine*, qui a été fondée récemment à Athènes, ayant soumis ses statuts au ministre de l'Intérieur, ce dernier a mis comme condition à son approbation que ces statuts constateraient de façon formelle que ladite association ne poursuivra d'autre but que d'assister l'élément grec en Macédoine sur la base de l'ordre légal existant. Les fondateurs de l'Association ont déclaré formellement qu'ils ne manqueront pas de s'assurer de l'approbation du gouvernement ottoman et de se soumettre entièrement à ses avis.

D'un autre côté, les étudiants de l'Université d'Athènes ont fait auprès du ministre ottoman une démarche de sympathie, qui ne doit pas passer inaperçue pour qui sait combien la jeunesse des facultés hellènes avait accoutumé de s'inscrire dans les associations [qui] étaient loin d'être bienveillantes à notre pays.

Les politiciens d'Athènes désiraient avec le Sultan une alliance offensive et défensive. Ils dépassaient la mesure; la flatterie tournait presque à l'insulte : « la Turquie n'a besoin d'aucun concours étranger pour maintenir l'ordre chez elle et assurer l'intégrité de son territoire ». Sur la foi des orateurs d'Athènes, j'ai eu tort de croire que cette alliance était conclue; le Sultan n'en avait que faire. Sur la foi des vanteries athéniennes, j'ai eu tort de croire aussi que des officiers grecs avaient pu se joindre aux Turcs en Macédoine : une pétition des officiers, remise à Rifaat-bey vers le 15 mai, implorait du Sultan cet honneur; Abd-ul-Hamid, craignant sans doute pour ses troupes la contagion du fanatisme athénien, a encore refusé. Il s'en est tenu à la convention commerciale et aux

engagements sur « le brigandage des frontières » et sur « la formation des bandes révolutionnaires ». Dès le mois de février, dit le *Stamboul*, une « entente » était « conclue » au sujet de ce brigandage, et le second article de la convention commerciale stipule que la Grèce empêchera l'entrée en Turquie « de la poudre, des matières explosives de toutes sortes, des armes de guerre et de leurs accessoires, des munitions militaires », etc., etc.

Vous savez comment ces engagements ont été remplis, comment les policiers d'Athènes ont traqué, emprisonné, parfois livré au Turc tous les insurgés macédoniens qui tombèrent en leur pouvoir. Il est impossible, depuis six mois, de parler en Grèce une langue slave sans être aussitôt mis en surveillance ou brutalement emprisonné : le fils du ministre serbe est arrêté sur l'Acropole; les gardiens, l'entendant parler serbe, l'ont pris pour un Bulgare! On lit dans le *Stamboul* :

14 février.

A la suite des démarches de la légation de Turquie à Athènes, le gouvernement hellénique a décidé de redoubler la surveillance sur la frontière dans le but de mettre fin à la contrebande qui s'y pratique. D'après l'entente conclue entre les deux pays, les autorités ottomanes et helléniques doivent agir d'accord dans ce sens.

21 février.

Le gouvernement hellénique vient d'adresser une nouvelle circulaire aux préfets des cantons situés près de la frontière turque, recommandant de redoubler la surveillance sur les voyageurs franchissant la frontière. Aux individus dont les passeports ne seront pas en règle et à ceux qui ne pourront pas justifier du but de leur voyage, l'accès du territoire hellénique sera refusé. Cette mesure

vise plus particulièrement les mauvais sujets qui, poursuivis par les troupes impériales, se réfugient sur le territoire hellénique.

14 mai.

Le gouvernement hellénique a ordonné aux agents de police de surveiller de près tous les Bulgares se trouvant en Grèce et d'arrêter tous ceux qui seraient affiliés aux comités des agitateurs. Le gouvernement a décidé également d'expulser du pays tous les Bulgares, qui ont commis des crimes à l'étranger et se sont réfugiés en Grèce, et de poursuivre tous ceux qui seraient reconnus coupables de violation des lois du pays. De nombreux Bulgares se trouvent en Grèce, plus particulièrement en Thessalie et à Athènes, et plusieurs ont été déjà arrêtés et expulsés du pays. Des matières explosibles ont été trouvées cachées dans une maison bulgare à Volo.

1er juin.

Le gouvernement de Grèce vient de transmettre à la Sublime Porte la liste des agitateurs bulgares arrêtés jusqu'à présent en Grèce et reconnus pour être affiliés à des associations subversives.

Faut-il vous rappeler cette dépêche de Salonique, que je citais déjà dans mon article du 15 juin : « Une nouvelle, qui produit ici (à Salonique) une pénible impression, est celle de l'arrestation à Volo de trente *comitadjis*, leur embarquement à bord d'un vapeur de la compagnie Hadji-Daoud, sous prétexte de les renvoyer chez eux, et leur livraison à la police turque de Salonique »?

Faut-il vous rappeler les voyages de certain député, puis du prince Christophore à Constantinople, et la main de ces Grecs mise officiellement dans la main du Sultan en pleins massacres macédoniens [1]?

1. On lit dans le *Stamboul* du 28 juillet : « Le journal athénien *Proïa*, organe de M. Delyannis, premier ministre de Grèce,

Faut-il vous rappeler les deux notes du Patriarcat œcuménique : en avril, ordre au clergé patriarchiste de « surveiller les agitateurs et d'informer les autorités turques toutes les fois qu'il rencontre de ces malfaiteurs » ; en octobre, protestations de dévouement à la Porte, assurance du désir qu'ont tous les patriarchistes de « défendre l'état actuel des choses » ?

Faut-il encore vous transcrire la déclaration du premier ministre grec, se plaignant violemment aux représentants de l'Europe que « les Puissances empêchent la Turquie de prendre d'énergiques mesures » et affirmant que « la Porte en aurait fini depuis longtemps avec tous les brigands si on lui avait laissé toute liberté d'agir » ?

Je vous rappelle ces faits, parce qu'ils sont dans toutes les mémoires : la presse hamidienne en a bruyamment triomphé. Dispensez-moi de livrer au public bien d'autres incidents aussi peu glorieux : je vous raconterai quelque jour les massacres de Kruchevo, et les négociations qui suivirent, et les protestations d'Athènes aussitôt apaisées par la promesse — jamais tenue — du chemin de fer Salonique-Larissa.

En pleine connaissance de cause, je vous répète que « les directeurs de l'hellénisme l'ont engagé dans une voie qui ne peut le conduire qu'à la honte ». En 1893, faillite financière; en 1897, faillite militaire; en 1903, faillite morale. Il est temps, mes chers amis, que vous arrêtiez la série : l'Europe rendrait tout

dit que l'accueil cordial fait par S. M. I. le Sultan à S. A. R. le prince Christophoros est un nouveau témoignage du raffermissement des bons rapports existants entre les deux pays. La réception chaleureuse, faite au prince par le Souverain ottoman, a produit, ajoute-t-il, chez tous les Hellènes et dans la famille royale une profonde impression ».

l'hellénisme responsable des crimes de quelques-uns.

Relisez votre histoire. Le roi Georges et les politiciens d'Athènes n'ont même pas eu le mérite d'inventer cette politique. Au XIVe siècle déjà, pour le service de leurs ambitions ou de leurs rivalités, l'empereur Cantacuzène et les gens de Byzance avaient imaginé cette entente avec le Sultan. Vous savez comment ils appelèrent le Turc en Macédoine et lui livrèrent les chrétientés balkaniques. A ce prix, Cantacuzène régna et les gens de Byzance continuèrent de se disputer les offices, — on dit aujourd'hui : les ministères. Vous savez aussi ce qu'à tout l'hellénisme il en coûta : six siècles d'esclavage dont vous n'êtes pas encore sortis, et la haine du monde civilisé...

Quand M. Kasasis est venu nous présenter l'apologie de cette politique déshonorante, innocenter Abd-ul-Hamid et incriminer les seuls Bulgares, refuser les vraies réformes et dire que les lois hamidiennes sont suffisantes pour régler le problème macédonien [1], nous tous, philhellènes français qui depuis dix ans avons servi votre cause, en Crète ou en Thessalie, autrement que par la seule parole, nous lui avons répondu par la bouche du disciple et ami de Gambetta, M. Joseph Reinach :

Nous regrettons profondément les divisions croissantes entre les chrétiens de la péninsule des Balkans. Ces querelles et ces haines ne peuvent profiter qu'à l'oppresseur. Il serait beau que la parole d'entente et de paix vînt de la

1. Voir dans le *Figaro* du 26 novembre les déclarations de M. Kasasis : « Nous ne demandons que de la sécurité et quelques réformes, ou plus simplement l'application des lois existantes, car il suffirait que les lois qui existent en Turquie fussent appliquées pour que la Macédoine cessât d'être un pays très malheureux ».

Grèce, précisément à cause de l'auréole dont s'entoure son passé et des sympathies que sa gloire d'autrefois lui a values. Les autres peuples de la péninsule n'ont pas de tels ancêtres; l'ombre de la colline divine, où s'élève le Parthénon et d'où monta la prière à Athéné, n'est pas sur eux; mais ce sont, eux aussi, des hommes qui souffrent, qui sont opprimés, et il faut réclamer, obtenir pour tous un peu plus de liberté et de justice. La nomination d'un gouverneur responsable, le contrôle effectif des Puissances : il n'y a pas d'autre remède pour la Macédoine.

15 décembre 1903.

FIN

113

32

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY